

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE DE CLASSES

ORGANE MENSUEL DU MARXISME RÉVOLUTIONNAIRE

NUMERO 49 - FEVRIER 1935

Au Sommaire :

A bas le gouvernement Flandin !

Lénine, Liebknecht, Luxembourg

Planisme et Réformisme

Dans l'Internationale

etc., etc...

**PARIS. En vente à la
Librairie du Travail
17, rue de Sambre-et-Meuse-10^e**

Abonnements : France : 1 an 20 frs - 6 mois 10 frs

Etranger : 1 an 30 frs - 6 mois 15 frs

Compte Chèque Postal : Naville - 1333-80 - Paris

Le Numéro : 2 francs

A NOS LECTEURS

Envoyez-nous votre abonnement et vos souscriptions !

Le numéro 48 de notre revue, reprenant sa parution, a reçu un bon accueil.

Dans la région parisienne, **LA LUTTE DE CLASSES** a été bien vendue, particulièrement chez les jeunes. Mais ce n'est là qu'un début.

Nous voulons que dans chaque section socialiste, dans chaque syndicat, dans chaque groupement ouvrier, un camarade désigné se charge d'en faire régulièrement la vente. Ainsi, le système de diffusion sera lié étroitement avec l'effort de pénétration de nos idées.

Quelques camarades font déjà ce travail, qui donne d'excellents résultats. Il faut le généraliser.

Nos liaisons en **PROVINCE**, sont encore très insuffisantes : c'est seulement dans une dizaine de centres que des camarades se sont chargés de diffuser la revue. Nous demandons à nos amis et lecteurs en province de nous donner des adresses afin que nous intensifions la diffusion !

Notre situation matérielle est loin d'être assurée. Nous n'avons aucun fonds de réserve. Nous devons faire chaque mois des efforts considérables pour assurer une parution régulière, et par dessus le marché nous devons payer d'anciennes dettes de « La Vérité ». Or, la vente au numéro ne suffit pas à couvrir les frais. Par conséquent, faites des **ABONNEMENTS** !

En même temps nous ouvrons une **SOUSCRIPTION** permanente. Nous demandons à tous nos amis de répondre à notre appel. Les lettres que nous avons reçues, les encouragements, montrent que nous sommes dans la bonne voie. Que chacun fasse effort ! En avant !

Comme nous n'avons pu obtenir communication de la liste des anciens abonnés, ni faire connaître la reparution de **LA LUTTE DE CLASSES** par la voie de La Vérité, nous prions tous les anciens abonnés interrompus de se faire connaître; nous leur enverrons la revue pour le temps qui restait à courir.

**ENVOYER LES FONDS AU COMPTE CHEQUE POSTAL
NAVILLE 1333-80-PARIS.**

La Lutte de Classes

N° 49.

Secrétaire général : P. NAVILLE.

Février 1935.

SOMMAIRE

A bas le gouvernement Flandin! (P. Naville).
— La Rocque au service du capitalisme (P.N.).
— Karl Liebknecht et la guerre (M. Manou). —
Lénine et la tactique du parti révolutionnaire
(Théo). — « Planisme » et réformisme (Elie).
— Le problème de l'unité organique : 1. Dis-
cussion entre les partis italiens se réclamant
de la classe ouvrière (Bl.). — 2. L'opinion de
J. Zyromsky. — Vers la nouvelle Internatio-

nale. II. — Appel des Jeunesses Socialistes
d'Espagne. — Réponse à l'Indépendant Labour
Party (L.C.I.). — Déclaration de principes du
Parti Ouvrier des Etats-Unis. — Belgique :
La direction du P. O. B. facilite l'application
des décrets-lois (E.). — LES LIVRES : « Vou-
lons-nous sortir de la crise? », de Patenôtre
(P. N.) — Une lettre d'Engels. — « L'heure de
la décision », de Tardieu (M. Braudo). —
Revue de P. I. C.

A bas le gouvernement Flandin !

La presse staliniste et socialiste semble en proie au plus grand désarroi. Spinasse proclame à la Chambre que le projet Flandin sur les ententes industrielles est une « première abdication du capitalisme » (!); L. Blum revient à sa marotte : la « défense de la République » chère à Frossard; Thorez et Cachin jouent le grand air d'opéra du Front Populaire : « marchons... marchons... » et restent sur place.

Pendant, les partis bourgeois et fascistes, qui subissent aussi une profonde crise interne, poursuivent méthodiquement leur voie : celle qui fut tracée par Tardieu sous le nom de « l'Etat fort ».

Mais les ouvriers ne l'entendent pas de cette oreille. Le mécontentement contre le gouvernement grandit. Toutes les classes exploitées du pays s'embrasent. C'est simultanément à la campagne et dans les villes que la lutte se déclenche contre l'offensive patronale-gouvernementale.

Mais les ouvriers commencent aussi à manifester contre l'inertie, la passivité, l'opportunisme du front unique, contre les équivoques perpétuelles de la direction staliniste et réformiste. Les masses travaillées par la misère cherchent déjà la voie du pouvoir. Par toutes sortes de manœuvres, les bureaucraties opportunistes lui ferment cette voie. On ne parle que de « résistance » passive, de « défense des revendications immédiates ». De cette façon on maintient les masses dans un sentiment d'inquiétude profonde sur l'avenir, on ne leur ouvre aucune perspective révolutionnaire, dans une situation de crise sociale

qui est objectivement révolutionnaire. Oui, messieurs les bavards sceptiques peuvent dire ce qu'ils veulent! C'est un fait que les ouvriers commencent à comprendre de mieux en mieux.

On occupe l'avant-scène et l'attention des ouvriers avec des discussions académiques sur le « planisme » et autres panacées de rebouteux capitalistes, avec des pourparlers diplomatiques et oiseux avec les dirigeants radicaux et libéraux de toute sorte; on ridiculise l'idée du front unique de la classe ouvrière par une addition de dizaines d'associations et groupements dans le Comité d'Action Antifasciste (plus de 100 organisations, dont 38 d'anciens combattants!). On entretient savamment dans la classe ouvrière les pires illusions du parlementarisme réactionnaire et pourri.

Et pendant ce temps, la crise s'approfondit, la mécanique du capitalisme se détraque de plus en plus, de violents soubresauts se présentent, la misère s'étend. Mais nos dirigeants n'ont à la bouche que des prosopopées doucereuses sur la défense de la République de la misère, et des cris sur « les Soviets » qui n'existent pas.

Pendant le temps que nous dormons, l'ennemi manœuvre, s'instruit de nos faiblesses, s'arme, prépare son « heure H ». Il ne s'embarrasse pas quant à lui de développer devant les masses un programme sérieux — il en serait bien incapable et c'est le moindre de ses soucis. Mais il se prépare à une lutte acharnée pour tendre toutes les forces du pouvoir d'Etat capitaliste : police, prisons, ar-

mée. A défaut de pain et de travail, qu'il ne donnera pas, qu'il ne peut pas donner, il s'apprête à donner des coups de fusil et de revolver et des centaines d'années dans les geôles.

La grande masse populaire commence à regimber sérieusement. Ça ne peut pas continuer comme ça!... Mais pour que cela change, pour remplacer ce pouvoir qui ne songe qu'à écraser un peu plus les travailleurs, les chômeurs, les pauvres et les misérables — il faut agiter ouvertement les masses sous le mot d'ordre de la lutte pour le pouvoir. Sinon — GARE AU RÉVEIL !

LA CONJONCTURE

Quantité de gens craintifs et aveugles qui ne manquent pas dans nos rangs, raisonnent ainsi : « La crise économique s'atténue dans le monde entier... Tenons le coup jusqu'à ce qu'en France aussi cette atténuation se fasse sentir. A ce moment-là le fascisme prendra sa plus grande chance de triomphe ».

Ceux qui raisonnent ainsi sont de pitoyables opportunistes, et en tout cas, il faudrait qu'ils nous donnent les raisons de cet « optimisme » (optimisme en faveur du capitalisme!).

Voyons un peu les faits. Car sans une orientation clairement dégagée de l'analyse concrète du développement, toutes les appréciations ne sont que des élucubrations de journalistes superficiels ou de bureaucrates acquis au capitalisme.

C'est un fait déjà connu que depuis près de deux ans, les indices généraux de l'approfondissement de la crise mondiale (dans la mesure où le marché mondial constitue encore malgré tout une unité), ont subi un temps d'arrêt, voire une certaine reprise. Le niveau des prix de gros s'est stabilisé, a remonté pour certains pays. La production a vu une certaine reprise. Le nombre des faillites a diminué, les échanges commerciaux ont connu un léger regain (par exemple les chiffres récents du trafic de Suez l'indiquent clairement).

Mais c'est aussi un fait bien connu que cette reprise n'a rien de commun avec la liquidation classique des crises cycliques du capitalisme, telles qu'elles se produisaient dans sa phase ascendante, de plein développement. Cela n'est pas contesté, même par les politiciens et économistes bourgeois les plus invétérés. En effet, en même temps que se produit cette stabilisation — à un niveau de 30 à 40% au-dessous du niveau économique atteint dans les années 1927-1929 — le chômage n'a subi qu'une diminution infime, la crise agraire ne s'est pas du tout atténuée, les prix ne s'élèvent que par un développement gigantesque du pouvoir des monopoles (qui arrivent à s'identifier parfois avec l'Etat), qui maintiennent les masses dans la misère. L'appareil de

production — encore perfectionné au cours même de la crise — n'est toujours employé que pour 60 à 75% de sa capacité. Le système de crédit international continue à être déréglé et ne fonctionne plus que comme un instrument limité nationalement entre les mains de l'Etat.

Des résultats ont pu être obtenus sur certains points, dans certains secteurs, mais à quel prix? Uniquement grâce à une politique effroyablement oppressive de l'Etat capitaliste, des mesures draconiennes contre le « libéralisme », une centralisation et une réglementation nationale sous la férule d'une poignée de magnats monopoleurs, grâce à une militarisation intégrale de la nation!

Il est donc déjà bien évident que même cette atténuation à l'échelle mondiale n'a qu'un caractère provisoire, limité, artificiel, par rapport au mode de liquidation des crises de l'époque de la libre concurrence. Cette tentative de rétablissement du capitalisme dans les cadres nationaux ne peut conduire qu'aux conflits les plus sanglants, aux guerres généralisées, qui ont déjà commencé.

La nouvelle phase de développement de la crise commence déjà à se liquider sur les champs de bataille. Par exemple : en Extrême Orient, le Japon est en état de guerre permanente contre la Chine; en Amérique du Sud des luttes sanglantes entre la Bolivie et le Paraguay ne cessent pas un instant. En Afrique, la même politique bat de nouveau son plein : la France et l'Italie ont maquignonné l'accord du Tibesti, préface à l'offensive de Mussolini contre l'Abyssinie — où se heurtent les intérêts des capitalistes anglais, japonais, italiens et français.

Ceux qui s'imaginent dans ces conditions qu'ils peuvent « se reposer », espérer la reprise, etc... sont de tristes gens. D'une façon plus aiguë que jamais, l'action prolétarienne est nécessaire pour abattre le régime qui impose la continuation de la misère, des souffrances, des massacres. Pour cela, il faut que l'avant-garde clairvoyante, décidée, agisse.

**

Chez nous, la situation est doublement critique.

La France, comme on l'a souvent constaté, est « entrée dernière dans la crise ». Ce n'est pas obligatoirement une raison pour qu'elle soit la dernière à la surmonter, même partiellement, même temporairement; mais en fait, les raisons mêmes qui permettent aux autres impérialismes de tenter un redressement, augmentent encore les déséquilibres de la société française.

Jetons d'abord un coup d'œil sur les données statistiques, qu'il ne faut pas négliger. Voici les indices économiques français récents :

	Maxim. 1929-30	Juill. 1932	Déc. 1933	Août 1934	Déc. 1934	Janv. 1935
A. — Production industrielle :						
Production (indice général)	144	92	106	97	93	—
Industries mécaniques	162	93	105	100	96	—
Production sidérurgique	133	72	79	81	80	—
Production houillère	130	104	118	102	112	—
Industries textiles	97	58	75	55	59	—
Industries du bâtiment (*)	143	93	86	81	74	—
Automobile (*)	720	412	443	468	416	—
B. — Prix, salaires :						
Prix de gros	653	404	389	363	344	347
Prix de détail (34 articles)	646	547	520	487	466	460
Coût de la vie	611	526	506	483	468	463
Salaires (indice général)	725	677	673	668	—	—
C. — Commerce extérieur :						
Export. obj. fabriq. (vol.) (*)	177	94	94	98	98	—
Import. mat. néces. (vol.) (*)	134	100	122	106	100	—
D. — Indices économiques importants :						
Wagons chargés (ch. de fer) (*)	139	108	105	96	98	96
Taxe chiffre d'affaires (*)	142	106	110	103	96	—
Encaisse-or (B. de France)	52,6	82,4	77,1	80,9	82,2	82
E. — Marché du travail :						
Chômeurs secourus (milliers)	0,4	265	313	325	419	479
Chôm. sec. (moy. succ. 12 mois)	—	195	276	306	342	354
Chôm. équiv. au chôm. partiel	43	608	334	459	448	466
Durée du travail (a)	—	42,7	45,1	43,9	43,9	43,6
F. — Dépenses étatiques - revenu national (chiffres annuels, milliards de frs) :						
Revenu national	245	206	190	165	—	150

Nota. — Durée hebdomadaire du travail en heures dans les industries contrôlées par les inspecteurs du travail et ingénieurs des mines : a) sans tenir compte des chômeurs secourus. — Prix de détail et coût de la vie à Paris (d'après nos calculs pour ce dernier indice). Indices base 100 avant-guerre sauf taxe sur le chiffre d'affaires. Les indices marqués d'un astérisque sont affranchis des variations saisonnières. Pour le nombre des chômeurs : en 1929-30 minimum. Pour les chômeurs équivalents au chômage partiel : 1^{er} chiffre moyenne 1930. (Tableau dressé par M. Dessirier).

Aux yeux de n'importe quel observateur doué de bon sens, les choses se présentent de la manière suivante :

Le recul économique général se poursuit, alors qu'il est arrêté dans la plupart des autres pays. La production industrielle baisse. Le niveau des prix de gros et de détail ne subit qu'une faible dépression. Le volume du commerce extérieur subit un nouveau recul; le trafic intérieur se contracte encore et le chômage augmente dans des proportions considérables.

Ainsi donc, il apparaît qu'au moment où dans les principaux pays les statistiques trahissent une certaine stabilisation dans la dépression, en France la crise continue à s'approfondir et n'a pas produit tous ses effets.

Il y a là de quoi détruire l'optimisme des plus lâches. Un statisticien bourgeois (Dessirier, dans *Paris-Midi*) en tire cette bizarre constatation que « la fermeté de l'activité et des prix dans le monde constituent indirectement, pour la France, un soutien non négligeable ». Curieuse illusion!

Bien loin d'être un « soutien » pour la

France, l'ambiance de reprise internationale est au contraire une raison d'aggravation de notre crise.

Voici pourquoi :

Le « marché capitaliste mondial », conçu à la façon dont Marx l'analyse dans le *Capital*, c'est-à-dire comme une *unité*, comme un milieu homogène, a été brisé et morcelé par la crise de 1929-1935, peut-être pour toujours. Les disproportions intérieures dans son développement, qui y ont toujours existé, sont devenues, grâce au morcellement, à l'émission, au nationalisme économique réactionnaire, à « l'autarchie », — des antagonismes directs, immédiats, qui conduisent directement aux guerres.

Le marché mondial ne réagit plus comme un milieu continu. Sa réanimation sur un point ne se transmet plus comme auparavant à l'ensemble du globe. Au contraire, il a pour effet de précipiter immédiatement les contradictions catastrophiques sur un autre point.

Or, la crise mondiale a mis à nu en France une série de causes cachées jusqu'alors de son effondrement capitaliste économique (que

nous avons déjà analysées). Loin de profiter de la reprise internationale, le capitalisme français se voit donc obligé de *maîtriser la crise intérieure qui se développe au moment où les autres impérialismes tentent un effort désespéré pour sortir à nouveau du cadre national et profiter de leur regain économique en s'attaquant aux adversaires les plus faibles.*

Cette situation trouve son expression très claire dans le fait suivant : alors que le Japon, l'Italie, les Etats-Unis, l'Allemagne, en sont déjà aux opérations guerrières pour « profiter » du regain et lui donner le seul but possible, le capitalisme français en est encore à tenter de liquider quelques-unes des contradictions intérieures qui l'infériorisent dans cette lutte mondiale, à savoir, le manque de souplesse du système de crédit, pouvoir insuffisant des monopoles industriels, l'antagonisme entre la paysannerie et l'industrie, etc...

C'est pourquoi le mot d'ordre que glapit toute la bourgeoisie c'est : abaissement du prix de revient ! baisse des salaires ! baisse des prix agricoles ! Et pour cela : ...ordre, autorité, nation !

De ce point de vue, toute la politique du cabinet Flandin s'éclaire parfaitement. Les mystères de la « liberté contrôlée » s'évanouissent pour laisser place à cette réalité : tentative des monopoleurs pour essayer à leur tour de rejoindre les autres sur la route du pillage international, de la guerre ! Devant les oracles qui nous parlent d'équilibre à retrouver, de libéralisme renaissant — démasquons les réalités inflexibles : *inflation de crédit, ententes industrielles obligatoires, baisse du prix du blé ; — et militarisation de la nation.* C'est-à-dire lutte effrénée du capitalisme pour jeter dans le servage et la dernière misère les masses exploitées, action sans pitié de la bourgeoisie pour domestiquer les prolétaires, pour supprimer les organisations ouvrières, pour instaurer enfin, s'il le faut, le fascisme.

**

LES GREVES ET LE PROBLEME DU POUVOIR

La classe ouvrière, elle, a commencé à riposter, mais en ordre dispersé, sans cohésion, et sans objectif à l'échelle nationale. Cet hiver, les mouvements de grève se sont multipliés, l'agitation ouvrière s'est amplifiée, les chômeurs ont manifesté avec insistance.

A Roanne (textiles), dans la métallurgie (Trith St-Léger, Louvroil, Neuves-Maisons), à Fourmies (textile), chez les gantiers (Millau), dans le livre (Lyon), dans le bâtiment, dans les produits chimiques, dans les arsenaux et ouvriers de l'Etat, enfin chez les lock-outés de Citroën, les ouvriers ont résisté à l'offensive des patrons.

Notez bien que ces mouvements ont tous eu lieu en réaction à des baisses de salaires ou à des licenciements, de même que les ma-

nifestations paysannes ont lieu comme protestation contre les charges fiscales et à la baisse du prix de blé.

Dans tous les mouvements (en plein hiver) les ouvriers ont fait montre d'une combativité magnifique, d'une ardente volonté de combat ; les piquets de grève ont fonctionné, une énergique résistance a été opposée à la mobile et aux jaunes. Mais *partout* jusqu'à présent — sauf pour les mouvements en cours — les ouvriers ont été battus. Ils ont dû accepter des diminutions nouvelles. *L'Humanité* ou le *Populaire* peuvent transformer ces échecs en victoires. Cela n'y change rien. Un échec est un échec.

Or, c'est précisément ce moment que les stalinien choisissent pour se livrer à la plus plate démagogie « économique ». Ils restreignent volontairement l'horizon des ouvriers, ils se limitent aux mots d'ordre réformistes qui *abaissent* le niveau de la lutte au lieu de *l'élever*. Ils ne font rien pour unifier les combats. Chez Citroën, ils ont sciemment enlisé la riposte ouvrière sous les mots d'ordre de « paye intégrale ». Ils invitent les fascistes à ouvrir des soupes populaires pour que les chômeurs aillent s'y « rembourser », etc...

C'est aussi le moment que choisissent la C. G. T. et les cadres réformistes du P. S. pour nous empoisonner avec des querelles académiques sur le « plan », l'unité organique, etc... Quant aux luttes grévistes, c'est « l'intransigeance » des patrons qui les provoquent...

En réalité, le moment est au contraire propice à un *élargissement*, un approfondissement considérable de la lutte gréviste. L'ORGANISATION DE LA GREVE GÉNÉRALE devient un objectif pratique de la lutte. Ceux qui bavardent sur le « plan » ou se cantonnent aux revendications immédiates travaillent, sciemment ou non, à empêcher la classe ouvrière d'unifier ses luttes dans un mouvement irrésistible de grève générale ayant comme objectif : *retrait des décrets-lois, contrôle ouvrier, à bas le gouvernement Flandin !*

Si la conjoncture économique se relevait quelque peu sérieusement, on pourrait envisager un développement victorieux des luttes grévistes, même à l'échelle régionale ou locale. Les mouvements de grèves qui se produisent pour une *amélioration* substantielle du niveau de vie (salaires, conditions d'hygiène, droits syndicaux), pour sa hausse, dans une période de conjoncture ascendante (même courte) s'appuient sur la nécessité pour le patron, en pleine lutte pour la concurrence, de ne pas laisser interrompre son travail. Dans ces conditions un coup porté sur un *point* bien choisi, suffit souvent à mettre l'ennemi à genoux.

Mais nous sommes incontestablement ici dans une phase de conjoncture encore *descendante*. De plus, le chômage s'accroît extrêmement, les attaques contre les salaires, les conditions de travail, les droits ouvriers, se font

de plus en plus massives et brutales. Le patronat va constituer des super-monopoles (« ententes industrielles ») qui rendront sa résistance à la classe ouvrière sur un point ou sur un autre d'autant plus efficace.

Enfin, il est clair que l'extension de la crise ne pose pas un problème exclusivement économique, malgré ce que s'égosillent à répéter les chefs syndicaux réformistes. L'anarchie, le dérèglement et la misère économiques sont maintenant directement dépendantes de la crise sociale et politique tout entière. C'est pour cela que les fascistes et les pré-fascistes, joignent à leur propagande économique la lutte pour la suppression du régime parlementaire et l'organisation d'un pouvoir politique bourgeois purement dictatorial. Voyez les Croix de Feu, en même temps qu'ils organisent des soupes populaires, ils exigent la remise totale du pouvoir entre leurs mains.

Voilà pourquoi le parti révolutionnaire et les syndicats doivent coordonner *nationalement* la lutte, l'organiser, et la lier aux objectifs politiques de la période présente. Toute autre voie conduit aux déboires et aux catastrophes.

LA « DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE »

Revenons-en donc à la question fondamentale : quel est l'objectif de *notre révolution* ?

Par la voix de ses articles leaders dans le *Populaire*, Léon Blum assigne comme objectif à notre lutte présente la « *défense de la République* ». Il n'a donc pas avancé d'un millimètre depuis la période consécutive au 6 Février. D'autre part les staliniens, qui critiquaient au printemps 1934 la conception réformiste et opportuniste de la « *défense de la République* », sont maintenant complètement muets sur cette question. Ils reprochent au P. S. de soutenir Doriot ou le « trotskysme » ; ils ne lui reprochent pas de soutenir la République !

Le silence de Thorez, Gitton et Cie sur ce sujet n'est pas fortuit. Ce n'est pas du tout un hasard de voir les braillards professionnels esquiver les questions fondamentales, et refuser de dire, eux aussi, quel est l'objectif direct de la révolution. En effet, pas plus que la direction socialiste, ils ne veulent de révolution. Ils sont pour le *statu quo* partout.

Ajoutons que dans le Parti socialiste, même les éléments centristes, qui se considèrent « de gauche », semblent n'avoir que peu à objecter à la conception de Blum, qui domine le Parti. La direction de la Fédération de la Seine adopte des résolutions fort radicales, et revendique même la dissolution de la Chambre, le renversement du gouvernement Flandin, et l'organisation de milices. Mais pourquoi tout cela ? Est-ce pour *défendre la République*, ou pour préparer la *révolution prolétarienne* ? Les équivoques les plus dangereuses continuent à subsister à ce sujet.

La résolution adoptée par le Conseil Fédéral de la Seine le 25 février déclare que « les moyens parlementaires ne suffisent plus ».

D'après le *Populaire* (4 mars), le camarade Pivert s'exprima de la façon suivante devant le Conseil National : « Deux méthodes sont aux prises : celle qui cherche *avant tout* des résultats parlementaires ; celle pour qui l'action parlementaire n'est rien, qu'appuyée par des actions de masse, des manifestations populaires. »

Ici, le Parlement reste l'axe de l'action du Parti. Or, une action ayant pour axe le Parlement (même appuyée, élargie par des manifestations populaires) *ne peut avoir pour objectif que la défense de la République bourgeoise*. C'est bien ainsi que l'entendent Frossard et Blum ; notre camarade Pivert ne l'a pas montré.

Et pourtant, c'est la question fondamentale ! Sans clarté absolue sur ce point, sans une délimitation et une polémique de principes absolument sans équivoque à ce propos, inutile de parler de préparation révolutionnaire.

Voici comment Blum présente les choses :

« Je ne conduirai ni ceux-ci contre ceux-là, ni ceux-là contre ceux-ci ! s'est écrié M. Flandin, en désignant tour à tour des travées de droite et d'extrême-gauche. Mais la défense républicaine consiste précisément à conduire tous les républicains contre tous les adversaires de la République, tous ceux qui sont déterminés à sauver les « libertés démocratiques » contre tous ceux qui veulent les ruiner par force ou par fraude (!). Exclure d'avance de la défense républicaine les masses ouvrières et paysannes groupées autour des partis prolétariens, présenter l'unité d'action comme un danger symétrique au danger fasciste et non moins redoutable, c'est tomber dans le piège enfantin et scélérat de la réaction, c'est agir contre la République. »

C'est du pur Frossard !

Et qu'on nous fasse grâce des « explications » habituelles en pareil cas : il s'agit de tactique. Nous corrigeons cela par d'autres considérations en quatrième page du *Populaire*. Il faudra lui demander de préciser, etc... Non ! non ! tout cela est *très clair*. Il suffit pour le comprendre de ne pas se laisser abuser par l'opportunisme triomphant dans le front unique, de se tenir sur le solide terrain de la *réalité de classe*.

La thèse de L. Blum se ramène à ceci :

1°) Une seule chose trouble le cours pacifique du réformisme dans le cadre de la République démocratique capitaliste, c'est le fascisme, ou le *danger fasciste*.

2°) Il suffit d'écartier cet « élément de trouble » pour ramener les conditions « normales » de la République capitaliste.

3°) Nous convions les gens qui s'intitulent républicains (Flandin, Herriot et Cie), à réaliser avec nous le front de la *République*, contre « la réaction ». Après cela, les bonnes vieilles controverses d'antan pourront recommencer, à l'ombre des déclamations traditionnelles sur le socialisme renvoyé aux calendes grecques.

Qu'on le veuille ou non, c'est là le fond de la politique qui dirige le P. S. Il ne s'agit pas des désirs subjectifs de milliers de membres du parti; il s'agit du caractère objectif de cette politique. Cachin et Thorez proposent pour la réaliser des moyens plus pébéliens et parfois plus énergiques, mais en fait, leur objectif est le même. Nous n'en voulons pour preuve que la résolution de la session du Comité Central du P.C.F., récemment publiée dans *l'Humanité*, qui laisse entièrement de côté la question des objectifs de la révolution et s'efforce d'abaisser autant que possible le niveau politique des luttes ouvrières. (1)

De la défense des « libertés démocratiques », on glisse insensiblement à la « défense de la République ». Or, les libertés démocratiques n'ont pour nous de sens et de valeur que dans la mesure où elles accordent certaines libertés concrètes à la classe ouvrière. Il ne s'agit pas de libertés abstraites, de la Constitution ou du code; il s'agit de la possibilité concrète de se réunir, de publier des journaux, d'organiser la classe exploitée, de lutter contre le patronat, de manifester, etc... sans être arrêté, battu, emprisonné, condamné, chassé de son emploi, etc... C'est uniquement de cela qu'il s'agit. Les « libertés démocratiques » qui permettent l'organisation des fascistes, les manœuvres des patrons, des capitalistes, de la police, etc... nous les combattons.

Or, la République, et le Parlement qui en concrétise actuellement la substance politique, se révèle plus que jamais comme le point de jonction des intérêts de la bourgeoisie et des opportunistes au sein de la classe ouvrière. C'est pourquoi, donner comme objec-

tif de notre révolution la « défense de la République », considérer l'action de la classe ouvrière comme un accessoire, un appui à l'action parlementaire, cela équivaut à préparer la défaite, à reporter toutes les espérances de la classe ouvrière sur une organisation politique, un régime, qui engendrent inéluctablement la dictature fasciste.

Il faut résolument s'arracher aux délices de Capoue du parlementarisme. Nous sommes des défenseurs acharnés des libertés que la classe ouvrière a conquises au sein de la République capitaliste, mais cette lutte ne peut se mener que sur le terrain de classe, hors du Parlement. Plus que jamais le Parlement ne fait que refléter, enregistrer faiblement, et en les déformant au profit de la bourgeoisie, les phases de la lutte de classes qui se déroule maintenant non seulement sur le terrain économique, dans les usines, aux champs, etc... mais aussi sur celui de la guerre civile, celui de la lutte armée entre le fascisme, les forces de répression de l'Etat capitaliste, et les classes exploitées.

Voilà pourquoi les votes de la Chambre n'ont qu'une importance absolument secondaire; voilà pourquoi la lutte des masses sur tous les terrains extraparlimentaires est aujourd'hui décisive.

L'objectif direct de notre révolution, c'est la révolution prolétarienne. Voilà pourquoi le problème du renversement du gouvernement Flandin n'est pas une question de calculs et de tripotages parlementaires: ce ne peut être que le résultat d'une offensive combinée des organisations de classe du prolétariat, qui fera éclater les contradictions de plus en plus graves du régime de la démocratie bourgeoise, non au profit du fascisme, mais au profit de l'Etat ouvrier, au profit d'une dictature des masses travailleuses.

Il est temps de le comprendre!

P. NAVILLE.

(1) Le discours de Paul Faure contre les propositions de lutte excellentes du camarade Pivert, au nom de la Fédération de la Seine, faites au C.N. de la SFIO, a montré aussi clairement les dispositions réelles de la direction réformiste.

La Rocque au service du capitalisme

Le livre du colonel de La Rocque, *Service public* (1), a reçu dans la presse prolétarienne un accueil qui dénote une incompréhension profonde des méthodes de lutte dans lesquelles sont engagées les groupements armés extraparlimentaires ou fascistes qui opèrent pour le compte du capitalisme. « Indigence intellectuelle », « vide », etc..., tel fut le jugement général (2).

(1) *Service Public*, par le Lt-Colonel de La Rocque (B. Grasset, éd.).

(2) M. Romier, dans les *Cahiers du Bolchevisme*, considère que « Bavardage et snobisme devrait servir de titre au livre tout entier ». Ces gens sont incurables!

Ce jugement nous paraît faux.

La plupart des gens se sont précipités sur le bouquin du colonel comte en y cherchant un « programme » défini, qui constituerait le but avoué de l'action des Croix de Feu. Or, dans « Service public », on cherche vainement ce programme. On y trouve seulement des indications vagues, à dessein. Le style, bizarrement buriné, abstrait et allusif, multiplie — aussi à dessein — cette impression. Dans l'ensemble le livre constitue plutôt un ensemble de remarques, déjà suffisamment suggestives, mais nullement un programme.

c'est-à-dire l'énoncé concentré et précis des buts « sociaux » du mouvement Croix de Feu.

Contrairement à ce que supposent certains, cela répond à une idée très nette de la part de La Rocque et de ses acolytes. A nous de le comprendre et d'en tirer les conséquences. Ceux qui croient que c'est avec du papier imprimé, avec des programmes et des appels verbeux qui *restent lettre morte* qu'on abattra le fascisme, et avec lui le régime capitaliste, peuvent aller prendre des leçons chez La Rocque.



La question du programme se présente d'une façon radicalement différente dans le camp de la bourgeoisie et dans le nôtre.

Pour la classe ouvrière, pour le *parti ouvrier*, la question du programme est fondamentale. Nous concentrons dans notre programme général (et dans nos programmes d'action successifs) le but historique de *toute une classe*, dont le rôle consiste à substituer sa direction sur la société à celle des groupes restreints de pillards capitalistes qui ruinent le peuple. Ce but, — et les étapes successives qui y conduisent — n'ont rien de mystérieux. Leur connaissance et leur compréhension font la force du parti. Au contraire, si l'avant-garde laisse s'obscurcir, se dénaturer la conscience du but (soit qu'il ne reflète plus que des intérêts partiels ou momentanés, ou localisés de la classe prolétarienne ou des paysans et bourgeois moyens, soit qu'il « idéalise » et repousse au millénaire la réalisation pratique du programme) — alors le *parti* s'affaiblit, sa liaison avec la classe se détend, se trouble. Une crise inévitable surviendra qui obligera la conscience critique de l'avant-garde à lutter pour la restauration du programme révolutionnaire, au prix parfois de convulsions douloureuses.

C'est pourquoi la *question du programme* a toujours joué un rôle prédominant dans l'action du socialisme scientifique depuis son élaboration par Marx et Engels. Toute l'action du parti ouvrier trouve sa confirmation et son épreuve permanente dans l'adéquation du programme et des méthodes de lutte pour le programme à la réalité de la lutte de classes et de la guerre civile en développement.

Marx et Engels ont mené une lutte de principes impitoyable qui ont fait d'eux les premiers — et insurpassés — stratèges de la lutte de classe internationale. Lénine s'est montré pareillement intraitable sur ce chapitre : son action a culminé, pour cette raison, dans la révolution d'Octobre. Au contraire, le réformisme, l'opportuniste, les nuances du centrisme qui se parent du mot « gauche », bavardent sur le programme, mais le conçoivent sous la forme d'un caquetage électoral, parlementaire, plein d'illusions, de cache-caches avec la réalité. Et aujourd'hui plus que jamais, dans une période de combats de classes internationaux aigus, la lutte de principes im-

pitoyable pour le programme est une nécessité vitale pour la classe travailleuse.

Les exploités, fossoyeurs du capitalisme, n'ont rien à cacher de leurs intentions. Le mouvement ouvrier n'est pas une société secrète, il embrasse ouvertement tout l'avenir de la société. Comme le disait Engels, les communistes « sont communistes parce qu'à travers toutes les étapes intermédiaires et les compromis créés non pas par eux, mais par la marche du mouvement historique, ils aperçoivent clairement et poursuivent sans trêve leur but final : l'anéantissement des classes et l'avènement d'un régime social qui ne laissera plus place à la propriété privée des moyens de production » (3).



Mais les choses se passent tout à fait différemment dans le camp de la bourgeoisie. Le livre de La Rocque en offre un nouvel exemple typique. Les différentes classes de la bourgeoisie ne combattent ouvertement qu'au nom d'*objectifs supposés*, et non de leurs *buts réels*.

Déjà le fonctionnement de l'économie capitaliste constitue un mystère apparent que seule l'analyse marxiste est parvenue à dévoiler. Ainsi le processus conscient de l'exploitation des masses travailleuses par la minorité capitaliste est devenu le fondement indestructible de la lutte des masses pour leur affranchissement. Toute la pseudo science économique bourgeoise s'évertue depuis 80 ans à tenter d'annihiler par les sophismes les plus outragés et habiles cette conquête décisive des classes révolutionnaires. A la réalité de l'exploitation capitaliste, elle substitue le mensonge de l'égalité des classes, de la collaboration du travail et du capital, de l'intérêt national et général, etc... A la réalité de la dictature de l'Etat capitaliste sur les ouvriers et les pauvres, elle substitue l'illusion de la « démocratie », du suffrage universel, des libertés publiques. Elle couvre les buts économiques et impérialistes réels des guerres du voile du pacifisme, de l'égalité des nations, du droit.

Toute la domination de la bourgeoisie capitaliste repose donc sur le mensonge. Luttant contre la féodalité, le cléricisme, elle arborait ouvertement le programme de la liberté individuelle et des « droits de l'homme ». Mais la devise « Liberté, Egalité, Fraternité » est devenue ensuite l'apparence trompeuse de l'exploitation par la bourgeoisie. Plus disparaissent et se détruisent les bases de sa prospérité et de son plein épanouissement, plus elle s'entoure de voiles épais, de mystiques, de trompes-l'œil. Ainsi, de plus en plus, la bourgeoisie harcelée propose aux foules dans les multiples conférences, congrès, etc., des phrases d'apôtre, alors qu'elle maquignonne dans le secret de ses organisations intérieures les

(3) Sur le Programme des réfugiés blanquistes de la Commune.

opérations de brigandage et d'assassinat qui lui permettront d'étrangler la population asservie.

Le fascisme — et ses stades et idéologies préparatoires, telles que les représentent en France les Croix de Feu — joue sur une large échelle, devant la masse, cette comédie. *Le programme est pour lui une préoccupation tout à fait secondaire.* Sa mission est purement réactionnaire. Elle ne consiste pas à élucider la marche réelle de la lutte de classes, qui conduit à la destruction de la bourgeoisie, mais au contraire à tromper sur cette marche des millions d'hommes ruinés qui commencent à en comprendre le but objectif réel. Devant l'effondrement de l'assiette traditionnelle des classes, le fascisme en appelle aux ancêtres, à la résurrection du passé. Pour exalter les « Vainqueurs », La Rocque en appelle à Jeanne d'Arc.

Ce qui compte avant tout pour ces cliques, qui attendent leur heure, c'est le *pouvoir d'Etat*. Or cette question est au nœud des contradictions de classes présentes. Posséder et perfectionner le pouvoir d'Etat — c'est-à-dire l'appareil d'oppression et de répression contre le prolétariat révolutionnaire, en associant à cette tâche des couches désorientées de la petite bourgeoisie et des campagnes, voilà la tâche de La Rocque. C'est aussi le but que visèrent Mussolini et Hitler.

La Rocque s'explique là-dessus très clairement : « Lorsqu'on a derrière soi une élite vivante, une force vigoureuse, ardente, organisée, « dire quelque chose » entraîne des conséquences lointaines, sur lesquelles il est impossible d'exercer son contrôle si elles ont été hâtivement provoquées. Les programmes sont des aboutissements. Un petit nombre d'idées maîtresses inspire et dirige la mise en œuvre à partir de l'instant où l'application devient possible; alors seulement des conjonctures fixent les formes précises à leur imprimer. » (p. 14). Et encore : « J'ai résolument placé les programmes dans ma bibliothèque, avec les dictionnaires et les tables de logarithmes. J'ai imposé la priorité au plan d'action » (p. 18).

A la place de programme, les Croix de Feu tentent donc d'imposer une *mystique*. La Rocque ne craint pas de le dire. « C'est pourquoi, même après le 6 Février, devant la multitude enthousiaste qui se pressait dans nos bureaux, s'enrôlait, appelait un « programme », je me suis obstiné à ouvrir une seule porte, celle de la mystique française... » (p. 21). Cette mystique se couvre bien entendu des mânes des malheureux égorgés dans la boucherie de 1914-18, des mots de Patrie, Anciens Combattants, etc... Elle se prétend capable de réaliser l'union des âmes des hommes à quelque classe qu'ils appartiennent. Elle n'a de haine que pour la classe ouvrière organisée et ses partis; son but est d'entraîner des troupes pour abattre le prolétariat organisé.



Le livre de La Rocque constitue donc rien moins qu'une « théorie » du mouvement pro-fasciste français. Mais il en constitue une des expressions pratiques, et c'est en cela que réside sa nocivité.

Nous ne relèverons même pas les chapitres qui ébauchent des « solutions » à donner aux problèmes économiques et sociaux. Ces questions sont volontairement traitées en grisaille et surtout en termes flous, littéraires, laissant place aux interprétations changeantes. Les quelques propositions précisées qui sont articulées sont banales. C'est la technique classique de l'exaltation des mystiques.

Nous pouvons donc porter un jugement utile sur le livre de La Rocque :

1°) Dans le camp même de la bourgeoisie, le sort des Croix de Feu n'est pas définitivement fixé. A l'heure actuelle ils ne sont pas un *parti*. Ils se tiennent volontairement hors de la lutte parlementaire. Pas de presse publique. Pas de programme général.

2°) Les sections Croix de Feu représentent l'embryon (l'embryon seulement) de *troupes d'assauts*, « disponibles » pour *n'importe quelle besogne*. La Rocque considère ses troupes comme l'instrument qui doit au moment décisif faire pencher la balance dans un sens ou dans l'autre.

3°) La sélection primitive des Croix de Feu (anciens combattants des premières lignes) disparaît. Avec les Fils des Croix de Feu, Volontaires Nationaux, etc., La Rocque essaye de faire de ses équipes l'armature d'un mouvement « populaire ».

4°) Toute l'attention des Croix de Feu est concentrée sur le pouvoir. Sur ce point, ils sont l'agence servile des grands trusts capitalistes, qui veulent *l'Etat fort*, la domestication ou la suppression du syndicalisme ouvrier, l'abolition du Parlement, le corporatisme fasciste, etc...

La conclusion à tirer est la suivante :

Il ne sert à rien de « démontrer » tout le temps que le programme de La Rocque est inexistant, etc... *Actuellement, sa force réside justement* dans l'absence de programme défini, l'exaltation d'une mystique vague qui entient lieu, — jointes à l'organisation systématique de *troupes armées anti-prolétariennes*.

C'est pourquoi, à la force, il faut opposer la force. Notre programme, qui dit clairement aux masses que nous voulons renverser le système économique du capitalisme, fait de nous l'espoir décisif des classes travailleuses. Mais sans une *organisation militaire*, elle aussi publique, cet espoir sera déçu.

Au manuels de guerre civile, comme cet « inoffensif » *Service public*, on oppose généralement, dans les rangs socialistes et communistes, des sourires dédaigneux. Mettons fin à cet opportunisme criminel!

Etudions l'organisation et la stratégie de la guerre civile. Même si nous ne le voulions pas, nos ennemis nous y contraindraient.

P. N.

Karl Liebknecht et la guerre

On ne commémore pas la mort des grands révolutionnaires comme celles des saints du calendrier. Commémorer la mort de Liebknecht, ce n'est pas plier les genoux dans une adoration muette devant sa grande figure, c'est au contraire étudier sa vie de militant, les principes qui la menaient et la différenciaient de tant de vies admirables de révolutionnaires, c'est enfin en dégager une leçon pour la situation actuelle.

Il semble que la raison d'être de Liebknecht fut de lutter contre la guerre. Dès 1907 il publie un ouvrage : « Militarisme et Antimilitarisme », qui lui vaudra la prison et la suspicion des chefs de la II^e Internationale. Au lieu de rester le fils du vieux Wilhelm, voilà qu'il fait parler de lui, qu'il bouscule le train-train journalier des vieux bonzes, qu'il veut non seulement être, mais agir en socialiste!

Arrive le coup de tonnerre de la déclaration de guerre. La formidable machine de la social-démocratie entre en mouvement... mais en faveur de l'impérialisme. Ses gigantesques organisations politiques et syndicales, orgueil du socialisme international, ses ressources et ses adhérents, elle les jette dans la fournaise au service de la bourgeoisie en délire. Tous sont étourdis, et Liebknecht, tout en étant contre les crédits de guerre les vote cependant une première fois. Il est encore trop respectueux de l'organisation pour en briser la discipline. Mais il voit bientôt que c'est une discipline pourrie mettant les travailleurs au service de la classe qui les envoie à la boucherie, et au vote du 2 décembre, il la brisera. Il est conscient du but final : le socialisme, et le socialisme ne s'accommode pas d'abdications devant l'ennemi de classe.

La position de Liebknecht est si juste qu'elle trouve immédiatement un écho dans les masses et qu'elle déchaîne les colères des social-patriotes : les David, les Ebert, les Scheidemann. Elle est popularisée par des milliers de tracts illégaux. Le « Vorstand » du parti se garde bien d'attaquer Liebknecht sur sa position, mais le dénonce comme ayant brisé la discipline. Il s'agit bien de cela!

Avec Rosa Luxembourg et Franz Mehring, l'Opposition mène le combat dans le parti et l'agitation dans les masses. En 1915 elle aura son organe théorique : *l'Internationale*, où Rosa formule le devoir des socialistes : « Ou Bethmann-Hollweg, ou Liebknecht, ou l'impérialisme, ou le socialisme », car le nom de Liebknecht est déjà devenu un drapeau. Aussi la bourgeoisie ne le perd pas de vue, et à la première occasion elle l'envoie au front. Si une balle opportune pouvait à jamais le débarrasser de cet ennemi et avec lui extirper la racine du mal qui va le ronger et la détruire! Elle voyait clair. Déjà une protest-

tion conçue par Liebknecht et Ledebour est envoyée par mille fonctionnaires du Parti et des Syndicats à la direction du Parti et à la fraction parlementaire. La race des opposants à la guerre menace de se multiplier.

Les tracts se font plus nombreux et prennent l'allure de véritables brochures. En même temps la séparation avec Ledebour, Kautsky et le « centre » pacifiste se fait plus nette, surtout après Zimmerwald. Elle sera consommée lorsque, le 27 janvier 1916 Liebknecht entreprend de publier des lettres politiques sous le pseudonyme de *Spartacus*. Il y aura désormais trois tendances : les social-chauvins à la David, Scheidemann, Ebert, le « centre » pacifiste, mais dans la pratique allié à la précédente : Kautsky, Haase, Ledebour, Bernstein, et les « gens de Spartacus » comme on les appelait, autour de Liebknecht, Rosa Luxembourg, Franz Mehring.

Liebknecht appelle à la démonstration du 1^{er} mai 1916 « contre la guerre et contre le régime ». Venu pour une session du Reichstag et habillé en civil il est lui-même arrêté à la tête de la manifestation de la Potsdamer Platz. La colère de la bourgeoisie est immense. Le Reichstag lui enlève l'immunité qui le couvrirait. Le social-chauvin David ne trouve pour l'innocenter que cette flétrissure : « Un chien qui aboie fort, ne mord pas ».

Cependant l'Opposition tira profit de l'arrestation. Par des tracts, elle appelle à manifester le jour du procès. Malgré les nombreuses arrestations de « spartakistes » les masses répondent avec élan et la bourgeoisie assiste impuissante à une grève générale de protestation dans les fabriques de munitions de Berlin et Brunswick. Liebknecht est condamné une première fois à deux ans et demi, une deuxième fois à quatre ans de réclusion. Les masses éclairées par l'Opposition sur les motifs du jugement de classe envers Liebknecht manifestent à nouveau. Les socialistes d'Etat en sont eux-mêmes émus et en profitent pour placer une « pétition de paix » que les spartakistes dénoncent comme une « pétition contre la paix ».

Liebknecht emprisonné s'efforce de surprendre les manifestations de la vie extérieure dont on l'a retranché. Quand il sera délivré de prison, ce sera à nouveau pour batailler et emmener les masses à la conquête du pouvoir. Avec Rosa il finira en véritable révolutionnaire, assassiné par les sbires de Noske, et paiera de sa vie son dévouement à la cause prolétarienne.

LA POSITION DE LIEBKNECHT

Si Liebknecht ne fut pas un « théoricien », mais surtout un homme d'action, il n'en est

pas moins intéressant de voir comment il fondait sa position de lutte contre la guerre impérialiste.

Dans son livre *Militarisme et Antimilitarisme*, paru en 1907, Liebknecht analyse le rôle et la signification de l'armée, suprême arme de défense de la bourgeoisie contre la révolution montante. Il s'élève contre ceux qui au nom de la moralité condamnent la guerre et poussent le courage jusqu'à refuser individuellement le service militaire. Se plaçant sur le terrain de la révolution prolétarienne, il montre que cette solution de combat contre le militarisme est fautive, parce qu'inefficace. On ne peut séparer la lutte contre le militarisme de la lutte contre le capitalisme. C'est en liaison étroite avec la classe entière qu'est mené le combat pour la conquête de l'armée.

Mais Liebknecht mettait l'accent sur la lutte particulière en vue de cette conquête de l'armée bourgeoise, dont les bonzes ne voulaient pas entendre parler. Si l'on veut que le soldat ne tire pas sur le peuple, on ne peut pas se borner à lui crier qu'il ne « doit pas tirer sur ses frères ». Il faut que le soldat au lieu d'obéir aux ordres de ses supérieurs soit amené à réfléchir sur ses intérêts, inséparables de ceux de la classe dont il est issu, et il faut que le fruit de cette réflexion prenne le dessus. Ce ne peut pas être le résultat d'une propagande abstraite, mais d'un travail de longue haleine qui, partant de la défense des revendications des soldats, s'élève jusqu'à la propagande politique, menée, cela s'entend, avec des moyens particuliers.

Cette attention de Liebknecht envers les problèmes spécifiquement antimilitaristes devait l'aider à prendre une position nette envers la guerre impérialiste. Ou plutôt, cette position conforme aux décisions des Congrès internationaux de Stuttgart, Copenhague, Bâle, ne reposait pas sur des mots, mais s'était faite chair et os en Liebknecht.

Pour lui, être socialiste ne va pas sans lutter contre la guerre, fruit particulièrement amer du régime capitaliste. Qu'on se rappelle sa déclaration motivant son refus du vote des crédits de guerre le 2 décembre 1914. Qu'on médite cette déclaration au conseil de guerre berlinois qui devait le condamner à la réclusion :

« C'est en qualité de socialiste que je m'oppose par principe à cette guerre, ainsi qu'au système militaire actuel; je me suis toujours attaché selon mes forces au combat contre le militarisme comme à une tâche particulièrement importante, comme à une question vitale pour la classe ouvrière de tous les pays... La guerre permet seulement de redoubler de vigueur dans la lutte contre le militarisme. »

Aussi ne se lasse-t-il pas, par des tracts illégaux, des déclarations au Reichstag, de montrer les origines capitalistes de la guerre. Celle-ci naît d'une rivalité économique entre l'Angleterre et l'Allemagne, sur elle viennent se greffer les ambitions territoriales de la

Russie et la volonté de revanche de la France. Il démontre la provocation de Serajevo, met en lumière la volonté guerrière de l'impérialisme allemand, malgré les cris et les voies de fait des députés patriotes. « Cette guerre n'est pas votre guerre » crie-t-il à la classe ouvrière allemande, « mais une lutte d'impérialistes rivaux qui veulent se partager le monde ». Il sera puissamment aidé dans cette tâche d'éclaircissement par la *Janusbrochüre* que Rosa Luxembourg publie dès 1916. (1).

Il ne se borne pas à cette tâche d'éclaircissement, mais lutte contre le fléau lui-même : « La guerre permet seulement de redoubler de vigueur dans la lutte contre le militarisme ». Il faut entreprendre parmi la masse des soldats, dégrisée, déçue, envoyée sans scrupules à la mort, une agitation de tous les instants. Si au front cette agitation est difficile, à cause du manque d'expérience, de pratique, de traditions, s'il est même impossible dans certaines circonstances d'organiser des soulèvements, Liebknecht recommande le travail à l'arrière. Les soldats vont en permission. C'est là qu'on peut facilement les toucher. Les soldats sont en correspondance avec leur famille; il est possible de déjouer la censure et de leur donner les vraies nouvelles de l'arrière. Toutes les occasions pour toucher le soldat sont bonnes si elles sont efficaces. Dans les « Devoirs des travailleurs allemands après la guerre » il recommande particulièrement : « d'activer le travail spécifiquement antimilitariste (agitation et organisation) dans les masses militarisées et non militarisées, avec une ardeur particulière. »

Mais cette lutte contre le militarisme, forme brutale de la domination bourgeoise, ne peut être menée indépendamment d'une action de classe vigoureuse. C'est en liaison avec la classe ouvrière qui a les mêmes buts d'affranchissement, que doit être menée cette lutte. Liebknecht dit en substance : les conditions pour une action de masse dans l'armée sont fondées sur la situation générale, politique, sociale, économique, sur la maturité du prolétariat comme classe.

Et c'est pourquoi il ne négligeait aucune occasion d'attiser l'effervescence du prolétariat; c'est pourquoi il est à la tête des manifestants de la Potsdamer Platz, c'est pourquoi l'Opposition diffuse par milliers des tracts dans les masses ouvrières. Celles-ci sous l'empire des privations, de la misère, de la mort, comprennent, et se mettent en grève quand Liebknecht est arrêté et emprisonné.

Comment s'exerce cette action de classe, pour reprendre l'expression de Liebknecht *des masses militarisées et non militarisées?* C'est essentiellement une lutte internationale. Dans cette social-démocratie vautrée dans chaque pays devant sa bourgeoisie nationale, appelait les masses aux armes pour défendre

(1) Voir *La crise de la démocratie socialiste*, par Rosa Luxembourg. Editions Nouveau Prométhée.

« la patrie menacée », il est un homme, quelques hommes, qui maintiennent haut et ferme le drapeau de l'internationalisme prolétarien. Ils doivent rappeler la parole de Marx oubliée et officiellement enterrée par Bebel à Stuttgart : « Les ouvriers n'ont pas de patrie ». « Notre position en ce qui concerne la guerre, écrit Liebknecht, est absolument internationale : dans l'orientation politique, sociale, économique de la conjoncture, dans l'action et ses moyens, dans le but. Aussi la défense du pays est pour nous un fait de la lutte de classes révolutionnaire du prolétariat dans chaque pays, et l'action conjuguée de la classe ouvrière de tous les pays sous le mot d'ordre : « Lutte de classe du prolétariat contre la guerre impérialiste, lutte de classe internationale contre les Etats en guerre. »

Mais, diront les bourgeois allemands, si votre but de lutte est international, pourquoi toujours nous attaquer, nous, bourgeois allemands, et jamais les bourgeois anglais ou français? Liebknecht a prévu l'objection. La lutte contre les bourgeoisies anglaise et française est menée par la classe ouvrière d'Angleterre et de France. La classe ouvrière allemande ne fait pas de différence entre la bourgeoisie allemande et celle des pays ennemis, et surtout elle ne veut pas se faire l'auxiliaire bénévole de la bourgeoisie allemande dans la lutte de celle-ci contre les capitalismes rivaux.

Etre internationaliste dans cette lutte, proclame Liebknecht, c'est combattre sa propre bourgeoisie. Ce n'est que dans un combat de la classe ouvrière de tous les pays contre leur propre bourgeoisie que se fonde le véritable internationalisme prolétarien de lutte. Et Liebknecht a donné une superbe leçon aux social-patriotes de tous les temps par sa formule impérissable : « L'ennemi est dans notre pays » : « L'ennemi principal de chaque peuple est dans son propre pays! » et il développe sa pensée : « L'ennemi principal du peuple allemand est en Allemagne : l'impérialisme allemand; le parti guerrier allemand, la diplomatie secrète allemande. Il s'agit pour le peuple allemand de combattre dans son propre pays, de le combattre dans un combat politique, agissant de concert avec le prolétariat des autres pays, qui mène le combat contre son propre impérialisme. »

Cette saine position de classe empêche Liebknecht de tomber dans le pacifisme vulgaire. Il est aussi éloigné des bourgeois libéraux qui pleurent sur les atrocités de la guerre, que des social-chauvins à la Kautsky qui prient les capitalistes de bien vouloir signer la paix, et qui en compensation « différeront la lutte de classes jusqu'aux temps de paix ». A bas la guerre! crient les pacifistes parce qu'ils redoutent la révolution, et Kautsky est pacifiste à leur manière.

Liebknecht n'est ni un philanthrope, ni un pacifiste vulgaire. « A bas la guerre! », oui, mais dans les proclamations ou tracts du

« Spartakusbund » cette phrase est toujours suivie de celle-ci : « A BAS LE RÉGIME! » Dans la lettre qu'il fit parvenir aux socialistes réunis à Zimmerwald il terminait par cette phrase : « Camarades! à nous de proclamer maintenant non pas la paix civile, mais la guerre civile, tel est aujourd'hui le mot d'ordre ». Et il met en garde les masses contre leurs propres illusions. La paix que peuvent signer les capitalistes, n'est que provisoire, momentanée. Elle engendrera infailliblement de nouvelles guerres. Seule la révolution nous débarrassera des fauteurs de guerre. La paix n'est qu'une étape sur la route de la révolution. « Toute négociation de paix engagée, toute paix conclue en ce moment n'est qu'une étape sur la voie qui mène à la révolution. La vraie signification de la paix dépend de l'évolution révolutionnaire ultérieure qui mènera à une révision et super-révision, et aboutira à une refonte générale et à une formation nouvelle de la société. »

Non seulement Liebknecht n'est pas un pacifiste, mais il lutte contre ces pacifistes à la Kautsky, Haase, Ledebour, dans la pratique alliés aux social-chauvins, et quand ils ne se seront révélés que comme capables de bêler la paix, l'Opposition se délimitera soigneusement d'eux et les attaquera. Car la paix que les « centristes » demandent n'est rien d'autre que celle qu'ils font avec la bourgeoisie, alors qu'il convient d'intensifier la lutte contre la bourgeoisie : « non pas la paix civile, mais la guerre civile! »

Cette position de Liebknecht s'exprime non pas verbalement mais réellement en cette formule de Lénine : « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ».

LIEBKNECHT ET LE SOCIALISME D'AVANT-GUERRE

Aussi l'effet produit par l'attitude de Liebknecht sur Lénine, Zinoviev, Trotsky, et en général sur le noyau d'irréductibles à la guerre fut-il particulièrement grand.

« Ce fut pour nous une très grande satisfaction morale, écrit Zinoviev, dans la préface de « Contre le Courant », que de recevoir à la première conférence de Zimmerwald une lettre de Karl Liebknecht qui se terminait ainsi : « la guerre civile et non pas la paix civile, voilà notre mot d'ordre ». En Allemagne, bien entendu, Karl Liebknecht, pour cette façon de penser fut aussitôt déclaré « anarchiste ». Mais pour nous dès lors, il était clair que tout ce qu'il y a d'honnête et de dévoué dans la classe ouvrière allemande marcherait avec Liebknecht, et non pas avec ceux qui le traitaient d'« anarchiste ».

Le témoignage de Trotsky n'est pas moins précieux. Il le nomme « l'inflexible Karl Liebknecht », et ajoute : « quand l'un d'entre nous voulait se représenter un homme invulnérablement cuirassé contre la peur et la faiblesse, un homme qui n'avait jamais failli, nous nommions Karl Liebknecht ».

Notre Raymond Lefevre parle aussi de l'effet produit par le nom de Liebknecht sur les « irréductibles » français : « au seul nom de Liebknecht, une espèce d'émotion sacrée brandissait dans leur cœur une volonté rouge de révolution internationale ».

En effet cet « anarchiste », cet « aventuriste » comme l'appelait Bebel, était un marxiste, et dans la vieille social-démocratie allemande, légaliste et parlementaire, de même que dans la social-démocratie internationale, rares étaient ceux qui osaient et pouvaient brandir le drapeau de l'internationalisme et de la révolution tels que les concevaient Marx. On le vit bien au Congrès de Stuttgart en 1907. C'est Bebel qui, représentant qualifié de la social-démocratie allemande proclamait que le principe : « Les prolétaires n'ont pas de patrie » était périmé et qu'il fallait admettre le critérium des guerres défensives et des guerres offensives; et tous admettaient plus ou moins ce principe.

Pour Jaurès, la France était la « patrie de la Révolution », « la conservatrice de la civilisation » et il était d'ores et déjà assuré qu'en cas de guerre avec l'impérialisme allemand il faudrait défendre ces valeurs que représentait pour lui la France. Il ne faisait d'ailleurs aucune différence entre la défense de la patrie dans les guerres nationales et la défense de la patrie dans les guerres capitalistes.

Quant à Guesde, qu'on est convenu de regarder comme le représentant du courant marxiste en France, il avait sur ce problème la même position figée et sectaire que sur beaucoup d'autres. A l'encontre de Liebknecht, représentant authentique du courant marxiste, il osait dire qu'il était inutile de mener une lutte particulière contre le militarisme, pour cette belle raison que « le militarisme est un produit naturel et inévitable du régime capitaliste ». La position extrémiste de Hervé, nous savons ce qu'il en advint en août 1914.

Comment se fait-il alors que fut votée à Stuttgart cette fameuse résolution dont l'amendement suivant présenté par Rosa Luxembourgeois est bien connu : « Si la guerre éclate pourtant, les socialistes ont pour devoir d'intervenir pour en hâter la fin et tirer de toute façon parti de la crise économique et politique pour soulever le peuple et précipiter par là-même la chute de la domination capitaliste ».

Lénine explique ce phénomène d'une résolution internationaliste votée par des social-chauvins par ce fait que chacun faisait à propos de ce texte une restriction mentale, en exceptait son pays pour penser seulement au pays du voisin, et enfin que des nationalistes ne pouvaient se mettre d'accord (l'accord à tout prix) que sur une résolution à l'allure internationale. Tous l'interprétaient différemment, et on s'en rendit compte après le Congrès par les discours de Bebel en Allemagne et de Jaurès en France. Ce n'était qu'un ac-

cord verbal sur des formules, mais chacun restait sur sa position. On le vit bien en août 1914.

LIEBKNECHT ET LES TACHES ACTUELLES

Malheureusement la guerre et l'expérience d'Octobre n'ont pas porté un coup fatal à ces idéologies chauvines et petites-bourgeoises. Il y a dans les rangs du Parti socialiste des partisans avérés de la « défense nationale » qui sont prêts à mettre « sac au dos » pour la défense de l'impérialisme français, qui ont rompu à Tours sur cette question, et n'admettent aucun compromis à ce sujet.

Ils sont prêts à prendre la place des Guesde et des Albert Thomas dans la guerre prochaine. De tels « représentants de la classe ouvrière » doivent être sans pitié chassés des organisations socialistes. Les tolérer un instant de plus c'est se faire complices de leur trahison. Et pour cela il faut que la question de la défense nationale soit débattue en Congrès par le Parti socialiste. On s'en garde comme de la peste et on prétend même l'écarter des discussions possibles en vue de l'unité organique. Le mouvement ouvrier ne sera purifié que quand cette question sera discutée au grand jour devant le prolétariat, matière première de la boucherie impérialiste.

D'autres mettront sac au dos pour d'autres raisons : comme Jaurès, ils sont persuadés que la France est « la dernière tranchée de la liberté » et sont prêts à proclamer l'union des démocraties « antifascistes » contre les pays fascistes de Hitler ou de Mussolini. Ce ne serait qu'une deuxième mouture de la guerre « du droit et de la liberté » contre le « militarisme prussien », mais la duperie serait encore plus grande qu'en 1914.

S'il est facile de démasquer ces positions qui préparent la prochaine trahison, cela devient plus difficile quand des politiques banqueroutières se couvrent du voile révolutionnaire et antimilitariste.

Nous avons vu par l'exemple de Liebknecht qu'une politique de lutte contre la guerre se fait par l'éducation, l'agitation et l'organisation des « masses militarisées et non militarisées ». Liebknecht disait à ces masses que toute paix capitaliste est trompeuse; qu'elle n'est qu'un « modus vivendi » entre des capitalismes rivaux qui reprennent haleine avant de se combattre à nouveau.

Pour sortir de ce cercle infernal dont les prolétaires sont victimes, il faut s'engager résolument sur la voie de la révolution qui supprimera toutes les guerres. Rien donc de plus dangereux que des phrases pacifistes qui rallient « les hommes de bonne volonté » dans de vastes rassemblements comme ceux d'Amsterdam et qui ne servent qu'à déguiser les problèmes révolutionnaires. Certes il importe de rassembler des masses contre la guerre, mais sur des mots d'ordre clairs de lutte et non sur des serments théâtraux que leur font

prononcer des hommes sans responsabilité dans la classe ouvrière. Il ne suffit pas de se prononcer contre la guerre pour l'empêcher, il faut lutter effectivement contre elle dans la voie tracée par Liebknecht.

Mais que dire alors des partis ouvriers qui se font les promoteurs sinon les organisateurs de telles parades? N'est-il pas évident que l'IC remplace en ce faisant le travail anti-guerrier par du pacifisme vulgaire? et que partant elle trahit les intérêts du mouvement ouvrier?

C'est encore plus juste si nous considérons les conséquences internationales d'une telle politique. S'il faut défendre la paix « à tout prix », et si un seul pays, l'URSS, représente la cause de la paix, il est bien évident que les alliances des pays capitalistes avec l'URSS sont permises; elles serviront à renforcer la cause de la paix, et les alliés comme la France deviendront de « sûrs garants de la paix dans le monde » (discours de Molotov au 7^e Congrès des Soviets). Non seulement les alliances avec les pays capitalistes « pacifistes » sont permises mais il faudra que le prolétariat, en cas de guerre, prenne les armes pour l'URSS « défenseur de la paix », c'est-à-dire

pratiquement *prendre les armes pour la bourgeoisie alliée à l'URSS*. Voilà où nous mène une politique de « sauvegarde de la paix à tout prix », substituée à une politique révolutionnaire : à une *nouvelle Union sacrée*.



Eh bien nous ne permettrons pas à de telles trahisons qui s'ébauchent de se réaliser! Nous suivrons l'exemple de Liebknecht en dénonçant dès à présent les alliances qui au lieu de lutter contre la guerre la préparent. Nous mettrons le prolétariat en garde contre la nouvelle « Union sacrée » qui se trame; nous devons intensifier le travail dans l'armée, et il est probable que quand le prochain coup de tonnerre de la guerre impérialiste retentira, la classe ouvrière saura suivre la voie du défaitisme révolutionnaire de Liebknecht et de Lénine. Elle saura que dans tous les cas « *son ennemi mortel est dans son propre pays* ». Il n'est pas de plus sûr critère pour tracer son devoir, et substituer au capitalisme assassin son propre pouvoir de classe.

MAURICE MANOU.

Lénine et la tactique du parti révolutionnaire

Vladimir Ilitch Oulianov, Lénine, est mort le 21 janvier 1924 — voici onze ans.

Son œuvre entière est et restera toujours d'une importance actuelle pour chaque ouvrier, avant et après la prise du pouvoir. Mais dans la période présente, où le besoin d'un Parti révolutionnaire se fait le plus cruellement sentir dans la classe ouvrière française, c'est surtout l'œuvre de Lénine *théoricien et organisateur du Parti* qui doit nous retenir.

« *Le Parti communiste constitue la force organisatrice et politique, à l'aide de laquelle la fraction la plus avancée de la classe ouvrière dirige, dans le bon chemin, les masses du prolétariat et du demi-prolétariat* », déclarait aux ouvriers de tous les pays le 2^e Congrès de l'I. C. Avant-garde révolutionnaire du prolétariat, unie par une discipline de fer, le Parti bolchévik avait su ainsi, sous la direction de Lénine et de Trotsky, se lier à la masse, s'en faire un appui sans réserve, et conduire cette masse au pouvoir par l'insurrection. C'est le caractère des compromis nécessaires du Parti et son rôle dans l'insurrection que nous voudrions étudier.

LE « COMPROMIS » ET LE FRONT POPULAIRE

Réfutant le « communisme de gauche », Lénine montrait la nécessité, devant l'existence

de couches intermédiaires semi-prolétariennes, de conclure des accords, des compromis pour les entraîner :

« *Le capitalisme ne serait pas lui-même si le prolétariat « pur » n'était pas entouré d'une masse extrêmement bigarrée de types sociaux... De là découle impérieusement la nécessité, — la nécessité absolue, — pour l'avant-garde du prolétariat, pour sa partie consciente, pour le Parti communiste, — de louver, de recourir à des accords, à des compromis avec les divers groupes de prolétaires, les divers partis d'ouvriers et de petits patrons.* » (1).

Ainsi plusieurs exemples de l'histoire du Parti bolchévik montrent le Parti sachant reculer, sachant aussi entraîner la masse dont la conscience politique ne s'est pas encore éclaircie. C'est d'abord, en 1907, les années de réaction qui commencent en Russie. « Les armées défaites sont à bonne école »! De tous les partis, c'est le Parti bolchévik qui sait le mieux battre en retraite, avec le moins de dommages, grâce à sa discipline, et parce que, dit Lénine, il avait « dénoncé et expulsé les révolutionnaires de la phrase qui ne voulaient pas comprendre qu'il fallait reculer ».

En 1917, le Parti ne renonce pas aux com-

(1) *La maladie infantile*. E.S.I. (p. 62).

promis nécessaires (« une République bourgeoise pourvue d'une Constituante était préférable à la même République sans Constituante ») et, jusqu'à Brest-Litovsk, il admettra la collaboration des socialistes-révolutionnaires de gauche. Enfin Brest-Litovsk lui-même fut un compromis, avec un clan impérialiste.

Mais ces compromis n'étaient pas des compromis opportunistes. Lorsque les chefs des trade-unions et les réformistes de partout disaient qu'ils pouvaient bien se permettre des compromis, eux aussi, puisque les bolchéviks s'en permettaient, Lénine pouvait répondre : « Il y a compromis et compromis ».

Comment cela? C'est que, et Lénine l'ajoute à la citation que nous avons donnée plus haut :

« L'essentiel est de savoir appliquer cette tactique de manière à élever, et non à abaisser, le niveau général de conscience, d'esprit révolutionnaire, de capacité de lutte et de victoire du prolétariat. »

Nous avons aujourd'hui sous les yeux en France un exemple de compromis qu'il ne faut pas faire, car loin d'élever, il fait stagner, il abaisse le niveau général de l'esprit révolutionnaire du prolétariat : c'est la tactique du *Front populaire*, c'est-à-dire le compromis avec les radicaux. Le Front populaire, pour le Parti communiste français, est l'alliance du prolétariat et des classes moyennes sur les mots d'ordre réformistes que peuvent comprendre seulement, paraît-il, ces classes moyennes. En dehors du caractère de fausseté de cette tactique dans la situation actuelle des classes moyennes, le P. C. F. ainsi oublie la recommandation de Lénine d'élever le niveau révolutionnaire des masses. Où est dans ce compromis l'agitation du Parti qui doit ouvrir les perspectives de lutte? Lénine, en conseillant en 1920 aux communistes anglais le front unique avec le Labour Party contre Lloyd George et les conservateurs, recommande : « Nous voulons la *liberté* d'agitation, de propagande, d'action politique, la *plus entière*. Sans cette dernière condition, impossible de faire bloc, car ce serait une trahison. »

Le P.C.F. se distingue seulement aujourd'hui pour dire aux ouvriers : « Pas d'armes », et « Nous aimons notre pays ». Le Front populaire n'est pas un accord révolutionnaire, mais un compromis opportuniste, car il lui manque le Parti qui doit ouvrir aux masses la voie de la victoire. Et les dirigeants du P.C.F. qui prétendent que la classe ouvrière n'est pas susceptible d'entrer dans la lutte doivent relire la *Résolution sur le rôle du P. C.* du 2^e Congrès :

« La tâche du communisme n'est pas de s'adapter à ces éléments arriérés de la classe ouvrière mais d'élever toute la classe ouvrière au niveau de l'avant-garde communiste. »

Ils ont oublié que est

« la tâche du Parti prolétarien de réagir contre la mentalité ouvrière générale et de défendre envers et contre tous les intérêts histo-

riques du prolétariat. C'est ainsi qu'au commencement du XX^e siècle les menchéviks russes (qui se nommaient alors économistes) répudiaient la lutte ouverte contre le tsarisme parce que, disaient-ils, la classe ouvrière dans son ensemble, n'était pas encore en état de comprendre la nécessité de la lutte politique. » (1).

Il faut absolument que le Front unique PC-PS, qui a été réalisé sous la pression des masses, et dont le renforcement est indispensable dans la lutte contre le fascisme, entende la voix de Lénine, ce onzième anniversaire de sa mort.



LE BLANQUISME ET L'INSURRECTION MARXISTE

La tactique marxiste des « accords » n'a qu'un but : amener les masses prolétariennes à s'emparer du pouvoir, par l'insurrection armée. Ainsi Lénine, après 1905, proclamait :

Il fallait avec encore plus de décision, d'énergie et d'esprit offensif prendre les armes; il fallait expliquer aux masses l'impossibilité de se borner à la grève pacifique et la nécessité d'une lutte armée impitoyable et sans peur. Aujourd'hui, nous devons encore faire la plus large agitation en faveur de l'insurrection armée, sans dissimuler cette question sous aucun « degré préparatoire », sans jeter dessus aucun voile. Dissimuler aux masses la nécessité d'une guerre acharnée, sanglante et exterminatrice, comme but immédiat de l'attaque future, c'est se tromper soi-même et tromper le peuple.

Le Parti a ici le rôle de chef et de guide du prolétariat dans son soulèvement armé.

Sans doute le P.C. reconnaît toujours idéologiquement la nécessité de l'insurrection. En fait la tactique du Front Populaire qui s'arrête aux revendications immédiates et s'en satisfait, est tout le contraire d'une préparation sérieuse de la prise du pouvoir armée.

Mais c'est l'attitude du P.S. vis-à-vis de l'insurrection qui est intéressante à observer.

Depuis 1920, lorsqu'on se demandait dans le Parti socialiste comment prendre le pouvoir, la réponse venait aussitôt : « par tous les moyens ». C'était là bien entendu une réponse hypocrite qui couvrait pour les ouvriers de gauche l'attitude essentiellement *parlementaire et petite-bourgeoise* du Parti. Mais avec la victoire de l'hitlérisme quelque chose a changé. Et dans la 2^e Internationale une violente poussée à gauche s'est produite. Les ouvriers ont commencé à se poser la question de la prise du pouvoir autrement que les bonzes parlementaires, c'est-à-dire, dans les faits : c'est le Schutzbund autrichien qui, malgré les ordres de la direction du Parti, prend les armes contre les attaques du fascisme jésuite, et se bat jusqu'à l'écrasement; c'est, en octobre,

(1) Les quatre premiers Congrès de l'I.C. Libr. du Travail, P. 49.

les Jeunesses et la gauche du Parti socialiste espagnols qui, après une préparation de huit mois, lancent le mot d'ordre de grève générale armée et dirigent l'insurrection, non plus sur la défensive, mais en attaquant.

En France, la question s'est posée suivant une forme particulière au P. S. français : dans des luttes de tendances, et à propos de motions de Congrès. C'est encore bien peu. La gauche du Parti s'est renforcée, et les courants qui se rattachent par exemple à Marceau Pivert, ont abordé la question. Aussitôt la direction et les réformistes ont crié au « blanquisme » ! Mais la poussée est profonde. On en trouve les échos même dans un article d'Amédée Dunois, consacré à Blanqui et paru dans le *Populaire*, où Dunois se demande si devant les leçons de ces dernières années, on ne doit pas « revenir au blanquisme », ou plus exactement, à un « blanquisme de masse ». Que cela ait paru dans le *Populaire*, qui publia les articles de Lebas contre le « néo-blanquisme », montre d'abord que le Parti n'a aucune opinion ferme là-dessus, et aussi que les événements ont obligé les réformistes à un premier recul.

Mais cette accusation de blanquisme, d'une part, cet éloge inattendu d'un blanquisme de masse de l'autre, nous ramènent à Lénine, qui, dans une lettre de septembre 1917 au C.C. du Parti, caractérisait ainsi l'insurrection marxiste :

« Pour être couronnée de succès, l'insurrection doit reposer non sur un complot, non sur un parti, mais sur la classe avancée. C'est là le premier point. L'insurrection doit s'appuyer sur la poussée révolutionnaire du peuple. Voilà le deuxième point. L'insurrection doit éclater à l'apogée de la révolution ascendante, c'est-à-dire au moment où l'activité de l'avant-garde du peuple est la plus grande, où les hésitations des ennemis et des amis faibles, équivoques et indécis de la révolution sont le plus fortes. C'est là le troisième point. C'est en posant, à propos de l'insurrection, ces trois conditions que le marxisme se distingue du blanquisme. »

Et aux ouvriers qui ont compris que ce n'est pas par « tous les moyens » (c'est-à-dire en définitive par aucun) que l'on prend le pouvoir, mais par l'insurrection de masse, Lénine enseigne aussitôt :

Mais du moment que ces conditions sont données, c'est trahir le marxisme et la révolution que de se refuser à considérer l'insurrection comme un art. (1).

... c'est-à-dire à la préparer, politiquement et militairement. Le Parti prolétarien d'une part doit profiter de la situation révolutionnaire pour lancer politiquement le mot d'ordre d'insurrection, et, d'autre part, il doit en prendre la direction technique, après une préparation sérieuse.

(1) *Œuvres complètes*, t. XXI, art. « Le marxisme et l'insurrection ».

Cette préparation, jamais sans doute elle ne pourra être faite avec autant de science, autant de volonté, autant de froide résolution que n'en témoigne l'action de Lénine durant 1917. Chaque ouvrier révolutionnaire, chaque jeune surtout doit lire et étudier l'œuvre de Lénine en 1917. Chaque texte, chaque lettre, chaque résolution correspond à une *action réelle du Parti*, à la préparation politique et technique de la prise du pouvoir. Lénine montre comment et quand doit être déclenchée l'insurrection, et l'insurrection (« un jour plus tôt aurait été trop tôt, un jour plus tard aurait été trop tard ») est réalisée, et elle vainc. Quelle différence avec les bavardages, les alercoiements, les trahisons des « chefs » actuels du mouvement ouvrier !

Sans doute, dira-t-on, Lénine n'est plus. Mais ses leçons nous restent. Ce qui nous manque surtout, pour prendre la tête de la classe avancée et des masses opprimées, pour déclencher et diriger l'insurrection, c'est son Parti. La situation est révolutionnaire, les masses sont en effervescence, et, sans compter l'URSS, où les ouvriers, malgré les crises, les erreurs, les fautes, ont su barrer la route à la contre-révolution, une avant-garde prolétarienne révolutionnaire jeune, nouvelle venue dans la lutte, se dessine en Autriche, en Espagne, en Belgique, en France aussi. A elle de reconstruire le Parti du marxisme révolutionnaire : c'est la meilleure façon — c'est la seule, — de célébrer la mémoire de Lénine.

THÉO.

Aux membres du Parti Socialiste !

Les camarades qui
désirent recevoir le

BULLETIN D'INFORMATION des Communistes-Internationalistes de la S.F.I.O.

doivent en faire la demande
en écrivant au camarade Na-
ville, à la Librairie du Travail,
17, rue de Sambre-et-Meuse
Paris 10^e.

« Planisme » et réformisme

Voici quelque deux ans le *planisme* naissait en Belgique pour rapidement conquérir le P. O. B. et se répandre internationalement. Le planisme est une doctrine nouvelle — ou plutôt prétend l'être. Il a trouvé un large écho dans les principaux partis socialistes d'Europe, il a conquis en France les sommets bureaucratiques et les cadres de la C. G. T. Le phénomène est donc loin d'être artificiel, et réclame pour être compris et expliqué, à la différence de ce que fait E. Varga dans sa brochure « *Henri de Man et son plan* », autre chose qu'une étude strictement économique des conséquences du plan (étude qui est d'ailleurs justifiée à bien des points de vue), et pour expliquer le phénomène lui-même de larges développements sur la personnalité d'Henri de Man. Pour porter une appréciation sérieuse du *planisme*, la condition est l'étude des circonstances dans lesquelles il est né et se développe actuellement.

I. — CAUSES DU PLANISME

Les périodes d'instabilité politique et de crise sociale s'accompagnent fort souvent d'une floraison d'idéologies dites nouvelles bien qu'elles ressuscitent celles du passé, et automatiquement qualifiées de géniales par leurs promoteurs les plus ardents. La profonde différenciation de classe que provoquent de telles situations se répercute dans tous les domaines de la vie, et par conséquent aussi dans celui de la pensée. Comme il n'y a plus de place dans le domaine de la force réelle pour les éléments inconsistants, centristes, petits-bourgeois, pour tout dire, il n'est également plus de place pour eux dans le domaine de la pensée. Il s'ensuit que ces éléments, pour s'affirmer, lancent à grand fracas des idées qui prétendent à la panacée universelle. Seule l'existence d'un parti de classe, représentant l'idéologie de la classe révolutionnaire en lutte pour le pouvoir peut saper toute base à ces pauvretés idéologiques. Et quand cette condition n'est pas remplie, quand ces pauvretés sont en vogue, le torrent des événements les emporte inéluctablement. Varga ferait mieux de poser le problème ainsi. Mais cela signifierait pour lui et pour ses acolytes une condamnation irrémédiable. *Historiquement, le planisme a conquis le droit de cité du fait de l'inexistence d'un Parti et d'une Internationale révolutionnaires.*

Cela posé passons aux causes directes qui amenèrent l'adhésion à cette politique. Dans l'article, intitulé « *De Vandervelde à Spaak* » et paru dans le dernier numéro de *La Lutte de Classes*, deux idées étaient mises en avant.

Le réformisme et sa bureaucratie, ayant sa raison d'être dans le système de la démocratie

bourgeoise, devant le développement de la situation politique rechercha le moyen de faire subsister ce système. Devant le dilemme : fascisme ou révolution prolétarienne, devant la ruine de la démocratie bourgeoise, elle tend à empêcher le développement de la situation politique jusqu'à sa conséquence, l'une ou l'autre des deux solutions possibles signifiant pour elle la faillite et la disparition. Nous examinerons plus loin les mesures adoptées en ce sens. Bornons-nous pour l'instant aux mobiles qui guidèrent les dirigeants et à décrire le climat dans lequel fleurit le planisme. Toujours est-il que ces mesures sur le plan politique et économique, prétendent couper toute base objective au développement du fascisme.

Le deuxième objectif de la bureaucratie était de neutraliser la gauche révolutionnaire qui se levait et prenait conscience des objectifs de classe du prolétariat : faire la révolution, imposer la dictature du prolétariat. Il fallait pour cela noyer ces objectifs dans la confusion. Mais en même temps sembler procurer du nouveau, car les vieux clichés démocratiques et réformistes avaient vécu. En fait de révolution on parla de *réforme de structure*; à l'aspiration profonde des ouvriers pour la conquête du pouvoir, on répondit par le *plan au pouvoir*.

La caractéristique fondamentale des réformistes dans leurs rapports avec les ouvriers est leur art de laisser entrevoir le paradis lointain du socialisme, pour avoir les mains libres dans le présent et l'immédiat avenir. Le Plan, n'entraînait pas, au début tout au moins, d'engagements bien précis ni concrets; autre chose était de combattre les attaques incessantes du gouvernement et du patronat. Là, c'était la constante capitulation, et il fallait tenir en laisse les activistes, les gréviculteurs, maintenir la gauche dans la passivité. Par ailleurs, l'action de chaque jour, la lutte concrète du moment, les grèves, etc., étaient pour cette gauche des raisons de s'affirmer chaque jour plus, sa meilleure école. C'est pourquoi, au nom de la haute stratégie planiste, on abandonna les revendications immédiates. Il ne faut pas effrayer les classes moyennes par les grèves.

Sur le terrain de l'internationalisme, on avait préparé un attirail d'arguments « *théoriques* » pour réfréner la gauche : il faut défendre la *nation belge* qui est le cadre du plan.

Ainsi on maintenait « l'unité » du Parti, c'est-à-dire qu'on muselait la gauche et par là on prenait des garanties contre la révolution prolétarienne.

Ces mêmes nécessités de la bureaucratie réformiste belge pour sa sauvegarde, nous les

retrouvons dans les pays européens où la politique planiste s'est répandue.

En ce qui concerne la France, nous sommes entrés depuis un an dans une crise sociale ouverte. Une profonde différenciation s'accomplit dans la C. G. T. L'adhésion au planisme du *Parti Socialiste de France* n'a d'autres raisons que celles pour Déat et consorts de trouver une raison d'être. La scission progressive qui s'opéra voici un an et demi dans la S. F. I. O. explique le peu de succès que le planisme y rencontre. Les éléments qui dans le Parti défendent cette politique, ont beaucoup d'autorité à gagner. Ces éléments prétendent à une haute culture économique, mais quand, comme *Lucien Laurat*, ils se réclament encore du marxisme, c'est pour s'inspirer de *Francis Delaisi*. (Voir l'article de Laurat intitulé *Monsieur Toullemonde et l'étatisme*.) et pour se libérer de tout le problème politique en disant « *le plan est une nécessité historique* » (voir le *Peuple* de Bruxelles du 24 janvier dernier). Avec cette vérité on escamote le problème de classe. Laurat et Duret tombent dans un économisme forme 1935. *Itard* et *Lefranc* eux, voient en toutes choses des équations algébriques, la politique représentant les inconnues (voir leur projet de répartition de l'Afrique pour éviter la guerre).

II. — LES THEORIES PLANISTES

Le planisme prétend s'élever à la théorie. Beaucoup le croient. C'est significatif d'une époque de recul et de stagnation. En tout cas, les planistes du monde entier se sont réunis en concile, à *Pontigny*, et *De Man* y résuma en 14 thèses cette « théorie ».

Le planisme prétend s'opposer à la fois à la révolution prolétarienne qu'il appelle l'insurrectionnalisme, et au réformisme. Cela est vrai pour la première affirmation. Mais on peut en vain chercher chez *De Man* une ligne pour la justifier. Dans les exposés historiques qu'il se complait à faire, il oublie systématiquement l'expérience russe. La révolution russe n'a jamais servi à *De Man* qu'à enrichir son vocabulaire. Il y a appris les mots : économie mixte, secteur socialiste, plan, etc.

Pour ce qui est de la deuxième affirmation concernant l'opposition du planisme au réformisme, elle est plus douteuse ! En effet, on retrouve dans le planisme, les positions fondamentales du réformisme. Une seule chose change cependant : les délais, le rythme. Alors que le réformisme traditionnel et classique, ouvrait une perspective de nombreuses années de développement continu, pacifique et calme, parce que tels étaient les délais qui semblaient impartis à *Bernstein*, le planisme mise sur des délais plus courts, ce qui correspond à un développement politique tempétueux. Le plan est le moyen d'obtenir en quelques mois ce que les réformistes attendaient du temps. « *Autre différence avec le réformisme d'antan, c'est le rythme, l'allure, la ca-*

dence même du mouvement dirigé vers l'objectif planiste » (*De Man*).

Cela mis à part, les mêmes critères, les mêmes appréciations politiques sont à la base de deux idéologies. *De Man* lui-même dit : « *Il y a aussi, par la vertu de ce qu'il y a de continu dans toute évolution, une espèce d'acquis, de très grande valeur dans ce qu'a produit l'époque réformatrice, que le planisme à mon avis doit continuer à faire sien.* » Voilà une affirmation claire. Cet acquis se concrétise en quatre idées :

1) *Le gradualisme*, c'est-à-dire le développement continu, l'évolution qui mènera au socialisme. Pas de crises subites et d'explosion par quoi l'histoire enseigne que tout développement se réalise, mais « *marche après marche, étape après étape* » (*De Man*).

2) *Méliorisme*. Ce qui prime, c'est l'intérêt général. « *Il (le plan) vise une politique de reprise économique, d'amélioration générale de l'état des affaires, qui doit profiter à tout le monde* ». Les intérêts de classes qui se heurtent irréductiblement doivent être remplacés par une harmonieuse collaboration.

3). *Démocratique*. « *L'objectif immédiat est la constitution d'une large majorité* ». Voilà la théorie de 51 % de suffrages.

4). *Libéral*. Les commentaires seraient inutiles sur ce point.

Il est vrai que *De Man* prétend également trouver des différences. En effet, il qualifie le planisme de révolutionnaire, c'est-à-dire « *que l'acceptation (!) du pouvoir n'est prévue que pour le cas où le parlement, par des mesures « ad hoc » rendrait possible la saisie immédiate des leviers de commande de la vie économique* ». En termes clairs cela signifie : nous n'imposerons le plan que si la bourgeoisie nous le permet. Pauvre révolution planiste !

Toujours est-il que nous cherchons en vain la différence. Dans la mesure où on peut l'entrevoir, c'est là une différence de degré qui s'inscrit, comme nous le verrons plus loin, dans le développement du capitalisme moderne. Tout gouvernement capitaliste, même « libéral » (voyez *Theunis* en Belgique et *Flandin* en France) tend à « *se saisir des leviers de commande de la vie économique* ». Donc pas de différence mais adaptation.

Autre différence, toujours d'après *De Man* : le terrain national du plan. « *Cela veut dire que l'on accepte le terrain national comme celui sur lequel ces problèmes doivent être résolus* ». Ces problèmes sont la notion de socialisation. Sans insister sur ce point disons que s'il est un point sur lequel le réformisme n'acceptait pas de tergiverser, c'est bien celui-là.

Autre différence enfin : le mobile de l'intérêt général. Mais là *De Man* est en contradiction avec lui-même lorsqu'il dit que le marxisme et le réformisme se rejoignent sur le terrain du *méliorisme*. Alors ?

Enfin différence dans les rythmes que *De*

Man recouvre du vocable de volontarisme. C'est là la seule différence réelle.

En bref, les appréciations politiques, les critères qui sont à la base du réformisme survivent dans leur essence dans le planisme. Pour conclure sur ces problèmes, et avant de passer à l'étude du planisme du point de vue économique, voyons combien est fausse et encore commune aux deux idéologies la conception du mécanisme des classes chez De Man.

Pour De Man une société de classes signifie, une hiérarchie sociale, composée de plusieurs couches. Il met en garde contre le terme *classe*, pour adopter celui d'*état*. Il découvre 5 états : l'état de bourgeois, de petit bourgeois nouveau (classe moyenne nouvelle, employés, etc.), de petit bourgeois ancien (artisans, paysans, commerçants, etc.), de prolétaire et de chômeur. Si c'est là une réalité, il n'en reste pas moins que le mécanisme d'équilibre et de combat de ces classes n'est pas celui que De Man décrit.

Au sein de la société capitaliste la tendance historique est à la différenciation autour de deux pôles fondamentaux que sont le prolétariat et la bourgeoisie. Car ces deux classes sont seules sujettes à une politique autonome de classe. Cherchez, définissez les objectifs de classe de la petite bourgeoisie, ancienne ou nouvelle (distinction que Bernstein mit le premier en avant) ou de l'état de chômeur. Le problème des classes n'est pas uniquement un problème de quantité mais plutôt de qualité. Voyez l'immense Russie paysanne. Le parti de la paysannerie, était le parti socialiste révolutionnaire, et pour représenter l'immense majorité de la nation, pour sembler être le parti de la « nation » russe, ce parti n'en fut pas moins, selon une expression de L. Trotsky « *qu'un zéro national* ». Dans la lutte sur le terrain de la politique seul le prolétariat peut jouer un rôle révolutionnaire décisif. La petite bourgeoisie est en éternel balancement entre les 2 classes fondamentales. Pour l'attirer au prolétariat, l'ouverture par ce dernier des larges perspectives sociales qui sont les siennes et la démonstration dans la politique quotidienne qu'il est capable de les faire passer dans la réalité, sont les seuls gages de succès.

Cette conception des classes nous la retrouvons chez Bernstein, le père du réformisme. De cette position il découle, que les problèmes politiques sont question d'addition : quand l'état de petit bourgeois et celui de prolétaire ont un objectif commun, leur addition permet de réaliser cet objectif. On est même parvenu à trouver des objectifs communs aux 5 états ! (voir l'article de Vandervelde dans le *Peuple* du 27 janvier 1935). D'ailleurs « l'intérêt général » pour lequel lutte De Man n'est-il pas à la base du plan (1) ?

Inutile après cela d'exposer que De Man et les planistes ont une conception de l'Etat de

classe principalement fausse. Il ne s'agit pas de détruire l'Etat de la bourgeoisie « *appareil de coercition et de répression contre les classes exploitées* », mais d'adapter cet Etat aux nécessités économiques et politiques. Citons la Thèse n° 9 de Pontigny :

« 9° Pour que l'extension et le renforcement de l'autorité de l'Etat qui découlent de cette nouvelle fonction économique ne conduisent pas à un étatsisme bureaucratique à l'intérieur et impérialiste à l'extérieur, il faut que l'Etat économique nouveau se constitue sous des formes différentes de celles de l'Etat politique ancien : organisation corporative autonome des entreprises nationalisées ou contrôlées par l'Etat, déparlementarisation des procédés de contrôle, révision nécessaire de la doctrine des pouvoirs, etc... »

A la doctrine classique de la démocratie bourgeoise, qui ne correspond plus aux réalités actuelles, il faut substituer une doctrine nouvelle basée sur une conception différente de la séparation des pouvoirs : l'Exécutif gouverne, les institutions représentatives contrôlent. De même, au sein de l'Etat économique nouveau en voie de constitution, les institutions représentatives, c'est-à-dire basées sur l'exercice du droit de suffrage individuel, n'auront qu'un droit de regard et de contrôle ; l'exercice du droit de gestion sera basé sur la délégation des pouvoirs par l'exécutif et le contrôle par la représentation des intérêts corporatifs. »

Cette question de l'Etat de classe nous amène à l'argument que les planistes croient décisif, lorsqu'il disent : « pourquoi ne pas tendre à réaliser un morceau de socialisme » et par les nationalisations, créer un secteur collectif de l'économie ?

III. — LE PLANISME ET L'ECONOMIE

Une première question se pose. Une chose est de nationaliser une ou plusieurs branches d'industrie, autre chose est la création d'une économie mixte. De même que les deux phénomènes précédents différent de l'économie contrôlée, dirigée dans le sens de l'autarchie, en un mot de la militarisation économique. C'est sur ces questions qu'apparaît la réalité de classe. On peut dire que d'une manière générale les trois phénomènes dont il vient d'être parlé, d'un point de vue économique pur et métaphysique, ont les mêmes racines objectives : la concentration et l'accumulation capitaliste, la précipitation de ce procès du fait de la crise, etc. Mais chaque problème trouve sa solution dans la réalité sociale du moment.

La création d'un secteur socialiste suppose la prise du pouvoir par les ouvriers et des méthodes de gestion prolétariennes de l'économie et en premier lieu l'intervention directe des grandes masses dans cette gestion, au travers des organismes étatiques « soviétiques ».

Pour ce qui est des nationalisations, le phé-

(1) Voir l'article intitulé *Planisme et réformisme*.

nomène n'est pas nouveau dans l'économie capitaliste. Et nous posons la question de savoir si le monopole des allumettes en France est « un morceau de socialisme ». Il est de fait que l'Etat bourgeois avait une tendance aux nationalisations même aux plus beaux temps de la démocratie. Ce qu'il y a de nouveau dans la situation actuelle, c'est que cette tendance rejoint un phénomène mille fois rappelé par Lénine et qui lui valut les sarcasmes des doctes sociaux-démocrates : celui de la militarisation économique de la nation. Lénine, pendant la guerre, voyait dans les méthodes de gestion économique d'alors, les formes de gestion qui s'imposeraient à la bourgeoisie en période de difficultés aiguës.

A) MILITARISATION ÉCONOMIQUE

La contradiction entre la tendance mondiale de l'économie et les barrières nationales s'affirme chaque jour plus. L'autarchie économique est une utopie et un leurre mais cela n'empêche pas que les bourgeoisies nationales y tendent autant que faire se peut. Cela réclame un régime d'économie intérieure, dirigée parfois contre certaines couches de la bourgeoisie et soumis à une discipline... militaire. Un régime en un mot qui nous ramène à l'économie de la guerre. L'expérience de l'impérialisme américain, le plus hautement développé, le plus rapace, le plus typiquement capitaliste est significative. On a voulu voir dans la N.R.A. de Roosevelt une expérience sociale de grande envergure : elle n'est que l'adaptation de l'impérialisme à une situation donnée. Les traits de similitude mille fois rappelés par les auteurs, entre les mesures de la N.R.A. et l'économie de guerre ne sont pas accidentels. Roosevelt précipite le procès de concentration capitaliste. Les « miettes » du gâteau impérialiste qu'en l'occurrence il accorde à la classe ouvrière, ne sont que des miettes, et seuls des réformistes peuvent voir là une œuvre d'une haute portée sociale.

Pour les pays européens, le problème sur le terrain strictement économique se complique sur le terrain politique, par le fait que seul le fascisme peut réaliser un tel programme économique (voir l'Allemagne et l'Italie). Les deux phénomènes sont là concomitants, car pour la vieille Europe l'avenir n'est plus aux débouchés qui peuvent, comme en Amérique aujourd'hui, comme elle-même l'a fait aux beaux temps de la démocratie, permettre à la bourgeoisie de corrompre des couches importantes du prolétariat.

En un mot, alors qu'outre-Atlantique, il peut encore exister une base économique et politique au réformisme, en Europe cela est dépassé. C'est le fer dans la gorge de la classe ouvrière, sur la destruction de ses organisations que les mesures de militarisation économique peuvent être appliquées, par le truchement du fascisme.

C'est ce programme que le planisme entend mettre en avant. Après avoir dit de De Man qu'il est un fasciste qui à l'image de M. Jourdain, s'ignore, le *Franciste* du 13 janvier 1935 explique :

« Malheureusement, le programme, tel que le développa l'auteur, nous causa une profonde déception par son manque d'originalité, et nous sommes obligés de le définir : un mauvais démarquage du fascisme. Il paraît que vingt-sept commissions furent chargées, en Belgique, de mettre le plan au point, dans ses moindres détails. Une seule aurait suffi, à condition de lui payer le prix du voyage jusqu'à Rome et de l'envoyer étudier sur place les réalisations fascistes. »

Les deux phénomènes sont cependant d'essence historique différente. Le fascisme est l'organisme, l'instrument d'une certaine politique du capital financier; le planisme, lui, veut en être le concurrent. L'avenir montrera qu'il n'en peut être que le courtier.

Voilà ce que pense le *Franciste* sur ce point :

« Et cet essai de « fascistisation » du socialisme évoque pour nous l'aventure de l'âne de la Fable, qui s'était revêtu héroïquement d'une peau de lion, mais dont le cri n'en restait pas moins un magnifique braiement sonore. »

B) EN BELGIQUE

La clef de voûte du système proposé est la « nationalisation du crédit ». Est-ce à dire qu'au pouvoir le plan concentrera tous les organismes de crédit en un seul? En un mot opérera la fusion des banques pour installer le contrôle de l'Etat sur cet organisme unique? Pas le moins du monde. Le plan dit :

« a) La création d'un Institut de Crédit de l'Etat chargé d'assujettir les opérations des banques de crédit aux directives du plan. Une législation « ad hoc » permettra de transférer à cet Institut les titres dont la possession lui sera nécessaire pour s'assurer une influence prépondérante dans la direction des grands organismes bancaires qui exercent actuellement, dans leur ensemble, le monopole du crédit. »

Les banques subsistent. L'Institut du crédit doit s'assurer une influence prépondérante, par l'achat massif de titres, « soit par la cession de gré à gré, soit par des mesures d'expropriation pour cause d'utilité publique » et on s'empresse d'ajouter : « Les indemnités de remboursement seront à la charge de l'Institut de crédit ».

On cherche donc à créer un organisme de coordination et rien de plus. L'idée est presque décalquée de la « Reconstruction Finance Corporation », une des premières mesures que Hoover imposa avant Roosevelt.

Varga montre dans sa brochure, *H. De Man et son plan*, l'impossibilité d'un contrôle sérieux avec de telles mesures. En premier lieu,

il est impossible de contrôler à l'extérieur, par le jeu des banques filiales. D'autre part, les groupes financiers subsisteront automatiquement, et il est impossible d'empêcher les mouvements de fonds d'une entreprise sur l'autre. Les capitalistes, dans le seul but d'éviter le paiement d'impôts, déploient journellement mille ruses. Comment empêcher cela, quand ce ne serait que la remise d'argent de la main à la main, les dépôts dans une banque étrangère, etc. La seule garantie réelle est la fusion des banques, la gestion de cette banque unique par un organisme étatique. Et encore viendrait se poser la question du contenu de classe de l'Etat, mais nous ne reviendrons pas sur ce problème dont il a été parlé plus haut.

Il est même dit plus loin, au chapitre sur le secteur privé :

« Le régime des capitaux étrangers placés en Belgique et des capitaux belges placés à l'étranger sera soumis aux mêmes principes : liberté de circulation limitée seulement par les nécessités de la prospérité nationale et de la défense du patrimoine national contre toute tentative de sabotage de la part d'éléments hostiles au régime. »

Voilà qui est clair.

La seconde grande mesure est la « Nationalisation des industries de base » et il est précisé que ce sont « les principales industries qui produisent des matières premières ou de l'énergie motrice ». C'est-à-dire :

	1932, ouvriers en milliers
Mines et Charbons	13
Cokeries	4
Hauts-fourneaux	6
Aciéries	9
Laminoirs	23
Fonderies de zinc	5
Autres métaux	4
Carrières	28
	209

(d'après la brochure de Varga).

Ces chiffres n'ont pas été contestés. Ajoutons que les transports sont déjà nationalisés en Belgique. Constatons qu'il n'est question que d'industries de base. L'importante industrie du textile belge n'entre donc pas dans ces mesures, de même que l'habillement, la confection, les cuirs et peaux et autres industries importantes.

« Ces différents consortiums industriels acqueront, suivant les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour l'Institut de Crédit, les titres dont la possession leur assurera une influence prépondérante dans la direction des entreprises de leur ressort respectif. »

C'est-à-dire qu'il n'est aucunement question de nationalisation réelle.

Les autres mesures proposées sont : organisation des transports (déjà nationalisés); maintien d'un « secteur privé » où jouera la libre concurrence. Il est bien dit que :

Cette économie privée sera néanmoins une économie dirigée, parce qu'elle sera conditionnée, au même titre que le secteur nationalisé, par les directives générales indiquées au chapitre VI.

Or au chapitre VI, il est indiqué une série de revendications du plus pur libéralisme traditionnel qui rappelle étrangement le programme électoral des radicaux français.

En bref, les fameuses réformes de structure ne sont rien d'autre que l'adjonction de quelques rouages nouveaux au mécanisme du capitalisme impérialiste. Mais elles n'apportent aucun changement fondamental à ce mécanisme.

IV. — NOTRE POSITION A L'EGARD DU MOUVEMENT POUR LE PLAN BELGE

La *Lutte de Classes* reprendra dans un prochain numéro la question du plan de la C.G.T. dans son ensemble, et cela en liaison avec les problèmes qui se posent devant le prolétariat français.

Cependant, pour conclure le présent article, il serait faux de rester sur une critique de principe purement négative. Les Staliniens belges ont adopté cette position sans aucun profit pour les idées révolutionnaires. Ils se bornent à dire : « *Travailleurs, on vous propose un plan fasciste, adhérez au Parti communiste* ». Ces « bolcheviks-staliniens » (voir Thorez) ont oublié entre autre chose ce principe essentiel du léninisme : « *prendre les masses telles qu'elles sont, les prévenir des dangers pour, en gagnant l'autorité sur elles, les aider à faire leur expérience* ».

Cela posé, disons tout d'abord : les masses ouvrières belges ne sont pas « pour » le plan. Comme elles n'ont jamais été réformistes elles ne sont pas « planistes ». La vérité est qu'elles sont liées à leurs organisations, et sous l'emprise de leurs chefs. Elles ne sont pas planistes et il a suffi que De Man, au moment où l'agitation fébrile pour la grève générale battait son plein parle au milieu des « gueules noires » pour le montrer. La grève générale, voilà une chose qu'elles comprennent, qu'elles sentent, qu'elles voient, pour laquelle elles sont prêtes à se battre. *La perspective du pouvoir aux ouvriers*, voilà leur aspiration profonde. La carence d'une direction révolutionnaire, le manque d'intransigeance et la confusion politique encore grande du noyau oppositionnel de l'Action socialiste, sont les principaux facteurs du « succès » du planisme en Belgique. Le planisme est pour les ouvriers belges comme le lointain parent que l'on peut accueillir avec sympathie mais qui, très rapidement, commence à vous peser et que l'on aimerait voir partir jusqu'au jour où on le met violemment à la porte. Le plan se heurte à chaque instant à la vie des classes. La vie aura raison du plan.

Les formes que prendront son écroulement seront déterminantes dans le développement

de la situation belge. Si cela signifie également l'écroulement d'illusions tenaces parlementaires, et ce en quoi ces illusions sont concrétisées, les organisations réformistes, alors c'en est fait du prolétariat belge. Mais si au contraire cet écroulement est le fait d'une direction révolutionnaire conséquente qui au travers des expériences de la classe ouvrière aura fait évoluer cette masse, alors les perspectives seront belles pour le prolétariat.

C'est pourquoi le langage tenu par nos camarades de la *Ligue Communiste Internationaliste* (Trotskyistes) de Belgique sur la question du plan est infiniment plus progressif que celui tenu par *Jaquemotte* et le *Drapeau Rouge* (organe du P.C.B.).

Vous êtes pour le plan, nous croyons que les mesures qu'il préconise sont illusoire, pour telle et telle raison. Nous entendons cependant vous soutenir dans votre expérience. La carence principale du plan réside dans la confusion dont il entoure le contenu de classe des mesures proposées. Donnons lui ce con-

tenu de classe. Nous serons même, dans la lutte pour la réalisation du plan, les plus ardents et les plus conséquents. Nous ne nous arrêterons pas aux demi-mesures (moyens constitutionnels) mais avec vous nous imposerons pour cette réalisation les formes de lutte propres à la classe ouvrière : grève générale, armement des ouvriers, etc... Le contenu de classe que nous entendons donner aux mesures créera une brisure avec les dirigeants actuels. Les mesures de nationalisation par exemple impliquent le contrôle ouvrier et la gestion ouvrière. La conséquence logique de tout cela doit être l'instauration de la dictature ouvrière. L'expérience le montrera, car il n'est pas d'exemple dans l'histoire, que de telles mesures s'imposent sans résistance farouche de l'ennemi, par une évolution pacifique. Des mesures de force s'imposeront. Dans toute cette expérience nous serons avec vous, les ouvriers suivront ceux qui posent les problèmes jusqu'à leurs dernières conséquences.

ELIE.

Le problème de l'Unité organique

Nous publions dans ce numéro une relation étendue de la discussion sur l'unité organique qui vient d'avoir lieu entre les partis ouvriers italiens, ainsi que l'opinion de Jean Zyromsky. Dans le prochain numéro nous publierons d'autres textes, ainsi que la position de la rédaction.

1. Discussion entre les partis italiens se réclamant de la classe ouvrière

Au cours du mois de janvier, sur l'initiative du « Centre ouvrier de culture », a eu lieu un débat très important sur le problème de l'unité organique. A ce débat, qui s'est poursuivi pendant les soirées de trois samedis successifs, ont pris part un représentant du *Parti socialiste italien* (section de l'I.O.S.), un représentant du *Parti communiste d'Italie* (section de l'I. C.) et un représentant du *Parti socialiste des travailleurs italiens* (maximaliste). En outre, sont intervenus dans la discussion les représentants des fractions et des divers groupes d'opposition. D'un bout à l'autre, les débats se sont poursuivis dans une atmosphère assez tolérante, et aucun incident sérieux ne s'est produit. Pour la chronique il faut dire, pourtant, que les stalinien, assez nombreux la première et, surtout, la deuxième soirée, avaient totalement déserté la séance finale en motivant leur geste par le refus de discuter avec les exclus de leur Parti. Quel courage politique!

✱

Le premier orateur qui a ouvert le feu a été Nenni, secrétaire du Parti socialiste ita-

lien. Après quelques mots d'introduction pour expliquer comment on était arrivé à la discussion du problème de l'unité organique, Nenni a traité la question qui, selon lui, résume et caractérise tout le problème, c'est-à-dire, la question d'organisation, la structure du Parti. Les problèmes d'organisation, dit Nenni, sont intimement liés aux problèmes théoriques et traduisent sous une forme pratique les idées fondamentales d'un mouvement donné. Vraisemblablement nous pourrions facilement nous mettre d'accord sur des formules de caractère général, sur des formules théoriques, mais cet accord risque de cesser immédiatement et de n'avoir aucune valeur si le désaccord subsiste sur le problème le plus sensible, celui de la structure du Parti.

Quel est, pour les socialistes, le rapport entre le Parti et la classe? Entre le Parti et les masses? « Pour nous, dit-il, la masse est le facteur décisif et son progrès est déterminé non par des éléments idéalistes et volontaristes, mais par l'évolution sociale. Le Parti n'est pas pour nous quelque chose de détaché et de superposé aux masses, il n'est

pas une espèce de haute école pour les hommes d'Etat qui manient les masses comme le sculpteur manie l'argile, mais il n'est autre chose que l'expression politique de la classe ouvrière organisée pour son émancipation. Les socialistes, affirme Nenni, sont encore fidèles aux formules lapidaires du « Manifeste » selon lesquelles : « *Le mouvement prolétarien est le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité* » et « les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, sur des principes inventés ou découverts par quelque réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions d'une lutte de classe qui existe, d'un mouvement historique qui se développe devant nos yeux. »

Pour Nenni l'organisation socialiste est caractérisée par une communauté de but : *socialisation des moyens de production et d'échange*; de moyen : *conquête du pouvoir par la classe ouvrière*; de méthode : *lutte de classe du prolétariat*. La formule de Marx : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » trouve dans le type d'organisation socialiste sa pleine expression.

Nenni passe ensuite à l'exposition de la polémique *Lénine-Luxembourg* (1). Selon lui, au commencement de ce siècle, Lénine a introduit dans le camp marxiste un type d'organisation super-centralisée dont l'origine jacobine et blanquiste est évidente. Sa préoccupation était celle de créer un instrument efficace contre l'opportunisme. En 1904, dans *l'Iskra*, s'est déroulé une polémique d'un intérêt historique énorme entre Lénine et Rosa Luxembourg. Dans son étude : *Un pas en avant, deux pas en arrière*, Lénine s'est prononcé pour un type d'organisation ultra-centralisé. R. Luxembourg polémique avec Lénine, non sur le principe du centralisme, mais sur le degré du centralisme. Examinant l'affirmation centrale de Lénine selon laquelle le social-démocrate révolutionnaire ne saurait être autre chose qu'un « *jacobin indissolublement lié à l'organisation du prolétariat qui a pris conscience de ses intérêts de classe* », Rosa disait : *Pour Lénine la différence entre socialisme démocratique et blanquisme se réduit au fait qu'il y a un prolétariat organisé et pénétré d'une conscience de classe au lieu d'une poignée de conjurés. Il oublie que cela implique une révision complète des idées sur l'organisation, et par conséquent, une conception radicalement différente de l'idée du centralisme et des rapports réciproques entre l'organisation et la lutte. Et Rosa ajoutait : « Rien ne pourrait aussi sûrement asservir un mouvement ouvrier encore jeune à une élite intellectuelle assoiffée de pouvoir, que cette*

coiffe bureaucratique ou on l'immobilise pour en faire un automate manœuvré par un comité. »

Si cette première conclusion rappelle à notre esprit le problème actuel de la bureaucratie du Parti et de l'Etat en URSS, la seconde évoque la tragédie du mouvement ouvrier allemand.

« *Les masses, disait Rosa, ne peuvent acquiescer et fortifier en elles la volonté (démocratique) que dans la lutte quotidienne avec l'ordre constitué, c'est-à-dire dans les limites de cet ordre. D'une part, les masses du peuple, d'autre part un but placé au delà de l'ordre social existant; d'une part la lutte quotidienne et de l'autre, la révolution — tels sont les termes de la contradiction dialectique où se meut le mouvement socialiste. Il en résulte qu'il doit procéder en loupoyant sans cesse entre deux écueils : l'un est la perte de son caractère de masse, l'autre le renoncement au but final; la rechute à l'état d'une secte et la transformation en un mouvement de réformes bourgeoises.*

Nenni ne veut pas, à trente années de distance, se placer en arbitre dans cette polémique, mais pour lui il est certain que Rosa a bien perçu les dangers inhérents à une conception de Parti qui, dans ses formes dégénérées est arrivée à la négation complète de la démocratie interne du Parti. Mais, objectera-t-on, l'Octobre 1917 a donné raison à Lénine contre Rosa, et contre les social-démocrates. Cette objection n'est pas convaincante, selon lui. D'abord, toute expérience se juge par rapport à son *sol historique*, et par là, elle ne peut avoir qu'un caractère relatif. Ensuite, Octobre n'est pas un moment isolé, il continue. Or, dans toute l'évolution ou l'involution du bolchevisme on retrouve la question d'organisation que nous avons examinée.

« *Le supercentralisme, quand il se transfère du Parti dans l'Etat, nous donne un type d'Etat totalitaire et intolérant dans lequel, selon l'expression de Boukharine, il y a place pour tous les partis (ouvriers) : un de ces partis est au pouvoir, les autres sont en prison; nous donne une dictature du prolétariat dans laquelle ne se réalise pas ce type de self-gouvernement et de démocratie élargie au maximum, compris dans la conception marxiste de dictature du prolétariat, mais au contraire une forme nouvelle d'idéalisme, celle d'une bureaucratie de Parti et d'Etat, qui ne tolère aucune critique, dure avec soi-même, mais dure surtout avec les autres, sans tolérance car elle est soustraite au contrôle automatique de la base. Le supercentralisme, lorsqu'il se transfère du Parti illégal au Parti au pouvoir et surtout lorsqu'il manque l'homme Lénine, dégénère dans la domination de l'appareil qui ne discute plus, mais sanctifie ou excommunie. Le supercentralisme lorsqu'il se transfère dans l'Internationale nous donne le type d'une Internationale où toute tentative de libre critique, qu'elle vienne de gau-*

(1) Les articles de R. Luxembourg en réponse à Lénine ont été publiés récemment en français sous le titre « *Marxisme, Réformisme et Léninisme* ». Ed. du Nouveau Prométhée).

che ou de droite, se brise sur la cuirasse bureaucratique. » Nenni croit qu'Octobre aurait eu lieu même sans la scission, et son développement n'aurait pas pris ce tragique caractère de guerre civile aussi à l'intérieur de la classe ouvrière qui lui a enlevé beaucoup de son caractère suggestif. Mais il y a d'autres expériences qui condamnent le principe de la scission. Nenni examine, à ce moment, la situation de l'Italie d'après-guerre et l'expérience allemande. Il ne croit pas que le maintien de l'unité aurait été la cause de la défaite en Italie. Eventuellement on pourrait démontrer que la cause de la défaite a été l'aboulie révolutionnaire du Parti, mais cela n'a pas été déterminé par les erreurs de tel ou tel autre dirigeant, mais était la conséquence d'une insuffisante maturité des circonstances ou des masses sans lesquelles toute révolution socialiste est impossible. La scission accomplie à Livourne n'a pas et ne pouvait pas remédier à cette insuffisance. Elle a donc été inutile et funeste.

Nenni critique la position de Lénine, qui avait dit aux communistes italiens : « *Chassez Turati du Parti et faites avec lui le front unique* », ce qui signifiait : rompez l'unité du Parti mais conservez l'unité de la classe. Opération absurde, selon Nenni, vu que la classe compte plus que le Parti. Plus frappant encore est l'exemple allemand où la scission n'a pas été réalisée *in extremis* mais s'était accomplie depuis 13 ans. La scission n'a pas empêché la défaite; au contraire, en rendant impossible la synthèse des diverses tendances, elle l'a facilitée. Le plus grand Parti socialiste et le plus grand Parti communiste d'Europe, arrivés jusqu'au moment décisif avec un ensemble formidable de forces et de moyens, ont été submergés par la grande vague hitlérienne.

L'orateur passe ensuite au problème de la défense de l'URSS à propos de laquelle il pense que des réserves s'imposent depuis que l'Union Soviétique est obligée d'entrer dans le jeu des alliances avec d'autres Etats impérialistes; il met en relief le désaccord encore existant entre socialistes et communistes sur le problème de la liberté; il pense que les communistes ont abandonné aussi sur ce point, les positions d'Engels et de Marx. En concluant, Nenni déclare ne pouvoir répondre par un *oui* ou un *non* à la question si l'unité organique est possible. Il pense que l'action commune finira par balayer les obstacles qui s'interposent devant l'unité organique de la classe ouvrière, unité organique qui ne pourra se réaliser que dans une organisation centralisée mais démocratique, au sein de laquelle la liberté de discussion et de critique serait non une phrase, mais une réalité vivante.

**

L'orateur stalinien, *Nicoletti*, a répondu à Nenni par un discours de plus de 2 heures. Néanmoins, on pourrait le résumer en 2 mi-

nutes, car son discours n'a été que la répétition des formules toutes faites du Programme de l'I. C. En tout cas voici l'essentiel de son contenu :

Le Parti n'est pas un organisme en soi, mais un instrument qui sert à atteindre certains buts. Selon les buts à atteindre varie, naturellement, la forme organisationnelle, la structure du Parti. L'I. C. affirme dans son programme que l'histoire a posé à l'ordre du jour la révolution socialiste dans le monde entier; c'est donc en fonction de cette perspective que le Parti doit être construit. Un Parti qui va consciemment à la rencontre de la guerre civile doit être organisé autrement qu'un Parti dont le but se limite à obtenir le plus grand nombre possible de bulletins de vote. La controverse entre Lénine et Rosa Luxembourg a été résolue par les faits : le seul Parti vainqueur a été le Parti bolchevik bâti selon les principes de Lénine. En tout cas, il n'appartient pas aux socialistes de se réclamer de Rosa Luxembourg tuée par qui l'on sait et tombée sous le drapeau de la Troisième Internationale. Nicoletti affirme qu'une unité sans principe serait néfaste au prolétariat. Il rappelle la critique du Programme de Gotha dans laquelle Marx se prononce contre la fusion avec les Lassalliens et pour l'unité d'action avec eux. Nicoletti défend la formule de Lénine : « *Chassez Turati et faites le front unique avec lui* ». Dans la période décisive en Italie (1920) l'unité organique du prolétariat existait encore et on n'a pas vaincu. Au contraire, quand la scission est intervenue, en janvier 1921, le rapport de forces était déjà trop défavorable à la classe ouvrière pour éviter la défaite. Nicoletti repousse l'accusation de bureaucratisme des Partis communistes. Dans aucun Parti, affirme Nicoletti, il n'y a autant de liberté de discussion que dans le Parti communiste (éclat de rire général!). Chez nous, ajoute-t-il, il faut discuter; nous obligeons à discuter aussi ceux qui ne le voudraient pas (encore rire général!). Nicoletti souligne les réserves de Nenni à propos de la défense de l'URSS. Il affirme qu'à son avis l'URSS ne peut pas faire et ne fera pas d'alliances de caractère militaire avec des Etats impérialistes. L'Union Soviétique est la patrie de tous les travailleurs; en la défendant les travailleurs se défendent eux-mêmes. Dans l'Union Soviétique se réalise la plus haute forme de démocratie des travailleurs mais les oppositions ne peuvent être tolérées, car même si les opposants ont les intentions les plus pures, l'opposition devient inévitablement le drapeau de la contre-révolution. En conclusion Nicoletti affirme que les communistes sont favorables à l'unité organique, mais à condition qu'elle se fasse sur la base du programme de l'I. C.

**

L'orateur maximaliste, *Mariani*, dans son court discours, fait la troisième soirée, après

avoir souligné la désertion des staliniens, lit une série de documents pour démontrer que son Parti a toujours fait de la lutte pour l'unité organique une des raisons principales de son existence. A son avis, l'unité organique est tout à fait réalisable pourvu que les Partis se mettent d'accord sur un programme révolutionnaire qui tienne compte de l'expérience réelle du prolétariat, avec un régime intérieur dans lequel aucun courant ne soit brimé.

Nous laissons de côté les interventions, quoique intéressantes, des représentants des fraction et groupes, y compris le représentant des Communistes-Internationalistes. La discussion a été close à la fin par un bref discours de Nenni en réponse surtout à l'orateur du Parti communiste. Sans ajouter rien d'essentiel à sa première intervention, Nenni a néanmoins répété une idée déjà exprimée dans son premier discours. Cette idée est la suivante : selon Nenni les *erreurs* qu'on peut imputer aux hommes et aux Partis en cours de la lutte politique n'ont pas plus d'importance que le nez de Cléopâtre n'en a eu sur le sort de l'empire romain ! Cette idée, très claire, caractérise on ne pourrait pas mieux, à notre avis, la conception réelle que Nenni a du Parti.



Nous avons voulu donner ici un compte rendu assez détaillé des discours prononcés par les représentants des deux plus « importants » partis prolétariens d'Italie (réfugiés, depuis huit ans, à l'étranger), et surtout de celui du représentant du Parti socialiste, pour permettre à nos lecteurs de suivre, sur la base de documents, une discussion qui intéresse à l'heure actuelle au plus haut degré le prolétariat de tous les pays, car, elle, d'une façon ou d'une autre, se produit aussi dans les autres pays.

L'ampleur du compte-rendu permettra aux lecteurs d'en tirer eux-mêmes les conclusions nécessaires. Toutefois on nous permettra d'y faire quand même quelques remarques.

Soulignons d'abord l'importance qu'un débat pareil ait pu s'instituer entre des Partis qui se réclament de la classe ouvrière et qui, jusqu'à hier, affirmaient qu'aucune entente, même momentanée, ne pouvait avoir lieu entre eux contre le fascisme, ennemi commun. C'est un fait que nous ne pouvons que saluer, car — s'il ne restera pas sans lendemain — il permettra mieux à la classe ouvrière de trouver son véritable chemin.

Comme nous l'avons dit, l'orateur stalinien n'a fait que répéter, en les illustrant, les formules générales de l'I. C. sur la nécessité d'un Parti fortement centralisé pour pouvoir résoudre les problèmes de la révolution. Tous les problèmes concrets, c'est-à-dire, tous les *problèmes réels* ont été soigneusement écartés par lui et lorsqu'il a été forcé d'en aborder quelques-uns, il s'est limité à des affirmations, ou bien s'est empressé de déclarer que, pour le moment, ils n'étaient pas en discus-

sion. Ainsi, par exemple, lorsqu'il s'était engagé dans le problème de la révolution dans les pays coloniaux, il a dû battre en retraite à toute vitesse, car, manifestement, il ne savait s'il devait parler de révolution bourgeoise faite par la bourgeoisie nationale ou de révolution prolétarienne faite par le prolétariat. De toute évidence, l'idée que les tâches de la révolution bourgeoisie aussi aux colonies peuvent être résolues seulement par le prolétariat au pouvoir n'était pas entrée dans sa tête. Les formules éclectiques du programme de l'I. C. approuvé par le sixième Congrès lui ont joué, sur ce point, un drôle de tour. Sentant qu'il s'embourbait il a préféré rebrousser chemin. Malheureusement pour lui, il n'a fait que tomber du poêle dans le brasier. En effet, son affirmation que nulle part ailleurs on ne discute aussi librement que dans le Parti communiste ne pouvait que régaler la salle. Son cynisme, néanmoins, sur ce point, mérite de rappeler quelques faits. Si les possibilités de discussion dans les Partis communistes et dans l'I. C. sont si grandes, comment se fait-il que le camarade Trotsky ait été déporté et l'opposition russe disloquée par des moyens d'Etat, justement avant le sixième Congrès, lorsqu'il s'agissait de faire le bilan de la politique du Comintern en Chine et au sein du Comité anglo-russe ? Comment se fait-il que la critique du camarade Trotsky du projet de Programme de l'I. C. ait été cachée non seulement aux délégués du sixième Congrès, mais aussi aux membres des B. P. des divers Partis et que seulement des parties détachées et choisies aient été communiquées à des membres des B. P. de la fidélité desquels on était préalablement sûr ?

Comment se fait-il que tout de suite après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, le Comité Exécutif de l'I. C. se soit empressé de voter une résolution affirmant que la politique catastrophique suivie en Allemagne était entièrement juste et qu'on ait menacé d'exclusion immédiate tous ceux qui pensaient que, par contre, cette politique devait être discutée ? Comment se fait-il qu'en 1930, deux membres du Secrétariat et cinq membres du Comité Central du Parti italien aient été expulsés du Parti sans aucune discussion devant le Parti et seulement parce qu'ils n'étaient pas d'accord avec la politique du fameux tournant qui, vu à l'heure actuelle, s'est démontré comme une véritable opération criminelle contre le Parti, exécutée par une bureaucratie irresponsable et sans scrupule dont Nicoletti est, à lui seul, une illustration éclatante ? Et les exemples pourraient continuer à l'infini !

Mais là où l'orateur stalinien a le mieux démontré le néant de son exposé, c'est justement dans le problème du centralisme du Parti. S'il est vrai que le Parti du prolétariat doit être construit en fonction des buts à atteindre, c'est-à-dire en fonction de la conquête du pouvoir et de l'instauration de la dictature du prolétariat pour la réalisation de

la société socialiste, il est vrai aussi que le centralisme doit exister en fonction de la politique qui correspond aux intérêts du prolétariat. Un Parti fortement centralisé avec une juste politique c'est un organe indispensable pour la classe ouvrière. *Mais un Parti fortement centralisé avec une politique fautive devient un grand malheur.*

Or, d'abord, le Parti stalinien actuel n'est pas un Parti centralisé ainsi que l'avait conçu Lénine, mais c'est un Parti *bureaucratisé*. Le centralisme démocratique de Lénine n'a rien à faire là-dedans. Ensuite, est-ce que la politique de l'I.C. et des Partis stalinisés est juste? Voilà ce que Nicoletti devait démontrer! Par contre, et pour cause, il a préféré rester entièrement muet sur ce point, qui pourtant était le seul qui pouvait donner une ombre de justification à la « centralisation » existant actuellement au sein des organisations staliniennes. Le « centralisme » stalinien nous a donné les débâcles de la Troisième Période (à ce propos, Nicoletti pourrait-il nous dire dans quelle « période » nous sommes aujourd'hui?); il nous a donné la théorie du social-fascisme, celle de la scission syndicale, la catastrophe allemande; il nous a donné les tournants et les re-tournants, mais il ne nous a pas donné un seul résultat positif.

Au service d'une telle politique (il est lui-même le résultat de cette politique), ce « centralisme », au lieu de nous donner les bataillons de fer du prolétariat, dont parlait Nicoletti, a tué le Parti de la révolution et a causé les conséquences les plus funestes pour les masses travailleuses. Parler, donc, de Parti fortement centralisé sans le mettre en rapport avec la politique concrète de ce Parti, c'est se gargariser avec des formules, et c'est ce qu'a fait l'orateur stalinien pendant deux heures.

✽

Le discours de Nenni nous obligerait à un commentaire beaucoup plus développé. Nous devrions, d'abord, reprendre en les mettant en rapport avec les expériences de l'après-guerre dans tous les pays et avec la situation actuelle, les arguments de Rosa Luxembourgeois et de Lénine sur la structure du Parti. C'est une étude qu'il faudra faire et qui — nous n'en doutons pas — démontrera encore une fois que c'est Lénine qui a raison et non Rosa. Cette étude démontrerait aussi que le type de Parti conçu et construit par Lénine ne se justifiait pas seulement par les conditions historiques particulières de la Russie tsariste, mais c'est une nécessité aussi pour le prolétariat de tous les pays, engagé dans une guerre à mort contre le régime capitaliste. Pour le moment, nous nous limiterons à quelques observations si l'on veut, à côté.

En réalité Nenni ne nous a pas dit quelle doit, ou devrait être la structure du Parti. Tout en prenant le problème de l'organisation comme celui qui permettrait le mieux

d'établir une démarcation, à l'heure actuelle, entre socialistes et staliniens, il est resté dans le domaine des considérations générales, sans chercher à fixer en quelques formules précises ce que devraient établir les statuts du Parti. Au lieu de se servir des positions de Rosa Luxembourgeois, qu'il approuve, pour les matérialiser, il a voulu s'en servir uniquement pour mettre en relief la dégénérescence bureaucratique des Partis staliniens et de l'Etat soviétique.

Cette position n'est pas, croyons-nous, due au hasard. Elle découle d'une conception profondément sceptique de Nenni sur la fonction du Parti. Ce scepticisme, Nenni l'a exprimé sans ménagement lorsqu'il a déclaré qu'à son avis les erreurs des hommes et des Partis ont dans l'histoire la même importance que le nez de Cléopâtre; et il a précisé cette formule en reprenant une idée ancienne de Serrati polémiquant avec Lénine, et selon laquelle, lorsque les conditions objectives de la révolution sont mûres, sont mûres aussi les conditions subjectives. Donc, si la révolution ne se fait pas, la faute n'en revient pas au Parti mais aux « conditions objectives », et, inversement, si la révolution réussit, le Parti n'a eu, au plus, à jouer qu'un rôle de direction et de coordination vague.

Il est inutile de souligner ici combien des positions semblables sont mortelles pour la classe ouvrière. Au cours de son discours, Nenni a eu l'occasion de lancer pas mal de flèches au marxisme vulgaire, mais de toute évidence il est lui aussi loin de s'en être dégagé. Sans parler du fait que déjà avant la guerre tous les marxistes étaient d'accord pour reconnaître que les conditions objectives de la révolution prolétarienne étaient mûres en Europe, nous avons, dans l'après-guerre, des situations révolutionnaires typiques, telles que la situation de l'Allemagne en 1919, de l'Italie en 1920, de l'Allemagne encore en 1923. Qui pourrait nier que dans ces pays, à côté non seulement des conditions objectivement mûres au sens historique du mot, mais de situations révolutionnaires concrètes et extrêmement favorables, nous avons eu un épouvantable retard des conditions subjectives, c'est-à-dire qu'il a manqué un Parti capable de profiter de la situation pour porter le prolétariat au pouvoir?

Au lieu qu'il y ait, comme le croit Nenni, un synchronisme parfait entre conditions objectives et conditions subjectives, il y a au contraire un retard permanent des dernières, c'est-à-dire de la conscience de la situation, sur les premières; et c'est justement la tâche du Parti de retrécir autant que possible et, politiquement d'annuler dans les tournants décisifs de l'histoire l'écart existant entre les deux. Et dans ces tournants, les « erreurs », préparées presque toujours par une chaîne d'erreurs précédentes, au lieu d'avoir l'importance du nez de Cléopâtre peuvent décider du sort de la civilisation pour des décades

et des siècles. Qu'on pense à ce qu'aurait pu être la civilisation actuelle d'ici à une ou deux décades si les prolétariats allemand et italien avaient pris le pouvoir lorsque l'heure de l'histoire avait sonné. Qu'on pense, par contre, à ce que peut être la civilisation d'ici à quelques décades si le prolétariat ne réussit pas à se ressaisir et à vaincre, et si le fascisme devait s'asseoir en maître en Europe et en URSS! Est-ce que dans ce cas, la fin, par putréfaction, de la civilisation actuelle et la chute dans la barbarie pourrait être exclue de notre hypothèse?

Les conséquences des erreurs peuvent être très différentes non seulement selon leurs importance mais surtout selon le moment dans lequel ils se produisent. Si dans des périodes stagnantes, des erreurs, même graves, peuvent avoir des conséquences tout à fait limitées, dans des situations révolutionnaires, mêmes des « petites » erreurs peuvent décider du destin de la société pour des longues années.

Un autre argument de Nenni que nous voulons relever ici, concerne la Russie soviétique. Nenni a dit que du moment que l'URSS se déciderait à nouer des alliances avec des Etats impérialistes contre d'autres Etats impérialistes, la défense de l'URSS par les socialistes devrait, probablement, être soumise à certaines réserves. C'est une position que nous devons combattre. Selon les conditions et le caractère de ces alliances nous pourrions les approuver ou les combattre, mais le problème réel est autre. Il s'agit de savoir si l'Etat soviétique, malgré ses dégénérescences certaines et ses alliances possibles, est oui ou non un Etat ouvrier. Nous avons répondu depuis toujours à cette question, et les derniers événements ne nous ont pas fait changer d'avis. Nenni aussi, si nous ne nous trompons pas, le considère comme un Etat ouvrier. Or, dans ce cas, la position est claire. Quelles que puissent être les fautes et les formes de cet Etat, le devoir de tout le prolétariat et des masses travailleuses est de le défendre sans réserve, c'est-à-dire sans poser chaque organisation de la classe ouvrière doit

la décider évidemment librement. Il est évident, par exemple, que sur la forme et sur les moyens de défense de l'URSS, au moins du point de vue politique, nous n'avons pas, à l'heure actuelle les mêmes idées que les stalinien, mais sur la *nécessité* de défendre l'URSS et sans réserve, il ne peut pas y avoir de doutes.

Bl.

2. L'opinion de J. Zyromsky

Nous avons demandé à différents camarades de préciser leur conception de « l'unité organique ».

Le camarade Zyromski nous a fait la réponse suivante, que nous nous réservons de discuter, en même temps que celle des camarades italiens et d'autres représentants de tendances dont nous publierons les réponses dans le prochain numéro.

1° L'unité organique du prolétariat doit résulter de la fusion des deux grands partis prolétariens. L'unité organique ne saurait être le résultat d'une liquidation, d'une destruction préalable, de l'un ou de l'autre Parti.

Cette fusion est préparée par l'action commune qu'il faut élargir sans cesse. Il conviendrait de donner à l'unité d'action des buts plus positifs et notamment la revendication du pouvoir politique par la classe ouvrière. C'est pourquoi le *programme commun* proposé par nous aurait été une étape décisive vers la fusion organique. Il ne faut pas y renoncer.

2° L'unité du prolétariat a sa base dans une synthèse marxiste des principes fondamentaux du pacte d'unité de 1905, conçue comme point de départ, avec les articles du programme de P. C. Je ne vois rien d'incompatible entre ces documents. Les précisions utiles faites par Lebas dans le *Populaire* permettent d'aborder ce travail de synthèse.

3° L'unité réalisée en France déclencherait naturellement le courant d'unité partout.

De même que les masses ouvrières ont été les meilleurs artisans de l'unité d'action, elles seront aussi les meilleurs artisans de l'unité organique.

JEAN ZYROMSKY.

DANS L'INTERNATIONALE

Vers la nouvelle Internationale. II.

Le Parti Socialiste et le Parti Communiste autrichiens viennent d'adresser ensemble, à l'occasion de l'anniversaire des combats de février à Vienne un appel « à tous les partis de l'Internationale Ouvrière Socialiste et de l'Internationale Communiste (*Arbeiter-Zeitung* du 20 janvier 1935). »

L'appel, qui a été publié par le *Populaire*

et l'*Humanité*, ne trace aucune perspective politique ni à la classe ouvrière autrichienne, ni au prolétariat international auquel il s'adresse. Il contient seulement un appel à la solidarité pour les victimes du régime de Dollfuss, et une invitation à dénoncer le caractère fasciste de ce régime.

Il reflète l'incertitude du Parti socialiste re-

constitué par Otto Bauer, aussi que l'absence de perspectives du Parti Communiste, qui n'a pas su s'unifier dans les derniers mois avec lui. En somme, cette attitude des deux partis est exactement l'expression de l'ébranlement subi par les deux Internationales elles-mêmes.

L'appel des deux partis autrichiens s'adresse aux Internationales sans propositions politiques. Volontairement ou non, ils indiquent ainsi qu'ils n'ont pas confiance en elles, ou qu'ils ne comprennent pas de quelle façon elles pourraient leur être d'un véritable secours. Cela n'a rien d'étonnant, si l'on tient compte de ce qui s'est passé en Autriche depuis un an.

D'abord la social-démocratie qui avait peu à peu capitulé devant Dollfuss en mettant le Schutzbund dans l'obligation de livrer seul le combat final, s'était décomposée en trois tronçons. Seul, le plus petit adhéra au P. C. Le noyau fondamental, celui des « socialistes révolutionnaires », engagea des pourparlers avec le P. C. en vue d'une fusion, mais les staliniens qui furent incapables d'action lors du putsch nazi de juillet abordèrent la question d'une façon sectaire, toujours sur la plate-forme de leur infailibilité. En conclusion, Otto Bauer parvint à reconstituer le Parti socialiste sur son ancienne base, à peine modifiée. Les staliniens, bien qu'ils aient doublé et triplé le nombre de leurs adhérents, ont donc joué un rôle déplorable en empêchant la gauche des ouvriers social-démocrates autrichiens de progresser et en les rejetant dans les bras de O. Bauer.

Malgré cela, nous voyons Thorez, Cachin et Cie s'appuyer sur l'appel des camarades Autrichiens pour demander l'action commune officielle entre l'I. C. et l'I. O. S.

Au même moment, Zyromsky a fait admettre à la C.A.P. que la délégation française à l'Exécutif de l'I. O. S. était mandatée pour prendre contact avec les délégations des partis ayant signé la résolution de la minorité lors de la dernière réunion de l'Exécutif (France, Pologne, Espagne, Italie, Autriche).

Thorez et Cie proposent, à défaut d'une réunion avec l'I.O.S. entière, de s'entendre avec cette minorité. Cette proposition est renouvelée de celle qui fut faite à Vandervelde après les événements révolutionnaires d'Espagne.

Dans plusieurs articles de l'*Humanité*, dans des meetings, etc., les leaders staliniens ont posé la question : pourquoi ne pas répondre à l'appel des camarades autrichiens? De toute évidence, il s'agit pour eux d'un accord diplomatique, dont les buts réels restent inconnus de la masse. Plutôt que d'adresser des appels démagogiques aux leaders réformistes qu'ils vitupèrent dans leur presse, les staliniens feraient mieux de répondre à ces questions : Pourquoi l'unité d'action internationale? Dans quel but? Par quels moyens? etc... Alors, il faudra répondre : *Est-ce pour la défense du « Statu quo » européen?*, pour celle du traité de Versailles? Veut-on la politique de la SDN?

Ou bien veut-on la lutte révolutionnaire pour les Etats-Unis prolétariens d'Europe?

Il n'y a aucune raison pour que sortent de ces discussions éventuelles autre chose que ce qui est sorti des précédents conciliabules de Bruxelles. Car l'appel des camarades autrichiens montre que même l'avant-garde n'a pas encore, après l'effroyable expérience de 1934, compris la nécessité d'aborder le problème de la renaissance internationale dans des termes entièrement nouveaux.



C'est pour des raisons à peu près analogues que la tentative du Bureau d'Amsterdam, groupant des partis socialistes indépendants, reste et restera sans écho. Déjà, lors de la Conférence de Paris en 1933, nous avions averti contre les illusions d'un rassemblement international sur une plate-forme de confusion, tirant ses traits principaux du *passé* des grandes organisations.

Nous y opposons la nécessité de lutter dès à présent pour le programme de la IV^e Internationale, qui constitue un progrès historique sur les méthodes et les idées que l'histoire a condamnée, de la II^e Internationale, puis de l'Internationale Communiste dénaturée par les staliniens. Il y a quelques mois, l'Indépendant Labour Party fit une nouvelle tentative pour réunir une conférence internationale. Nous publions plus loin la réponse que fit à son invitation le Secrétariat International de la Ligue Communiste Internationaliste. Depuis, cette tentative n'a pas abouti.



Par contre, de précieux renforts sont venus au mouvement pour la IV^e Internationale, et eux, ils traduisent véritablement l'avenir révolutionnaire international du mouvement ouvrier.

En premier lieu, il s'agit de l'appel de la *Jeunesse socialiste d'Espagne*. Cette organisation, qui fut au premier rang de la lutte d'Octobre, affirme que la 2^e et la 3^e Internationales ont perdu leur rôle dirigeant. Ajoutons que cela n'est pas moins vrai en Autriche ou en Allemagne qu'en Espagne. Les Jeunesses espagnoles ajoutent qu'elles veulent travailler à la reconstruction d'une véritable Internationale révolutionnaire, sous le drapeau de Marx et de Lénine. Cet appel trace la voie.

En même temps vient de se constituer en Amérique le *Parti Ouvrier des Etats-Unis*. Nous publions dans ce numéro la première partie de sa Déclaration de principes. Le Parti Ouvrier proclame sa volonté de participer à la construction de la IV^e Internationale. Cette proclamation aura une grande importance non seulement aux Etats-Unis, mais aussi dans le monde entier.

Au conservatisme bureaucratique international de l'I. C., à l'opportunisme de l'I. O. S., ces organisations opposent l'action pour une

nouvelle Internationale, qui représente un progrès, et non la consécration des erreurs, des défaites et des crimes de ces vingt dernières années. Cette voie, la voie des Communistes-Internationalistes, est la seule qui s'ouvre à nous aussi en France, si nous voulons vaincre.

Il faut regarder en avant, et non en arrière!

—o—

Appel de la Jeunesse Socialiste d'Espagne

*A la Jeunesse socialiste et Communiste!
A la Jeunesse ouvrière!*

Camarades,

A la suite du mouvement révolutionnaire, et par suite du besoin de renforcer la défense prolétarienne contre l'offensive fasciste, le Comité Exécutif de la Jeunesse Socialiste considère que l'unité des forces de la jeunesse ne doit pas être remise à plus tard. La jeunesse prolétarienne est placée devant le problème de l'unité organique. Considérant qu'il en est ainsi, nous avons adressé l'appel suivant aux Jeunesses Communistes, à la Jeunesse Communiste de Gauche (Communistes internationalistes) et aux organisations de jeunes du Parti Communiste Ibérique (groupe Maurin) :

La Jeunesse socialiste d'Espagne pense qu'il y a un besoin urgent de réaliser l'unité organique de la jeunesse prolétarienne révolutionnaire qui a déjà été unie dans la lutte. Pendant la révolution d'octobre nous avons déjà lutté ensemble contre le fascisme dans un seul bloc et pour des buts communs. Pourquoi ne continuerait-il pas à en être ainsi? Pourquoi continuer séparément si notre ligne est la même? La Jeunesse socialiste a définitivement rompu avec le réformisme social-démocrate, et veut, d'accord avec la Jeunesse socialiste de France, de Belgique, de Suisse, de Tchécoslovaquie, d'Angleterre et d'Autriche, entreprendre la reconstruction du mouvement des jeunesses sur la base la plus pure du marxisme révolutionnaire.

La direction internationale nécessaire pour atteindre la victoire, n'existe pas. *La II^e Internationale et la III^e Internationale ont perdu leurs positions dirigeantes.* A la suite de la victoire d'Hitler, un nouveau mouvement s'est mis en marche. Nous considérons nécessaire, urgent de pousser ce mouvement à aboutir.

Retournons à Marx et à Lénine! Unissons la jeunesse prolétarienne dans une Internationale qui ait rompu avec les erreurs du passé.

C'est pourquoi, nous invitons la Jeunesse Communiste, la Jeunesse Communiste de gauche et la Jeunesse du Parti Communiste Ibérique, à entrer, comme tels, en masse, dans la Jeunesse socialiste d'Espagne. Nous invitons la jeunesse prolétarienne révolutionnaire à se

rallier à notre drapeau pour la reconstruction du mouvement prolétarien international.

Pour l'Unité organique de la jeunesse prolétarienne! Pour une Internationale marxiste! Pour le drapeau de Marx et de Lénine!

**

A la suite de ces propositions, des discussions ont eu lieu avec les Jeunesses Communistes qui ont refusé d'une façon sectaire. Cependant nous n'avons pas perdu confiance.

Jeunes Communistes: faites pressions sur votre direction pour réaliser l'unité organique!

Jeunes ouvriers: la Jeunesse socialiste d'Espagne vous appelle à vous unir!

Vive la révolution d'Octobre! Vive l'unité organique!

LA JEUNESSE SOCIALISTE D'ESPAGNE.

—o—

Réponse à l'Independent Labour Party

L'Independent Labour Party d'Angleterre a lancé au cours de l'automne 1934 un appel aux partis politiques de la classe ouvrière, les invitant à organiser un front unique international contre le fascisme et la guerre.

Une invitation à cette conférence avait été envoyée au Secrétariat International de la Ligue Communiste Internationaliste. Le Comité Central du Parti Communiste Français répondit favorablement à l'I.L.P., mais posa comme condition de sa participation l'élimination des « trotskystes ».

Nous publions ci-dessous la réponse du Secrétariat de la Ligue Communiste Internationaliste. (Novembre 1934).

Copie à toutes les organisations ouvrières.

Chers camarades.

Le Parti communiste français a, dans sa lettre, accueilli favorablement votre proposition de réunir une Conférence internationale en vue de constituer un front unique de lutte à l'échelle internationale, à la condition que les organisations appelées « trotskystes » soient exclues. Cette réserve ne peut que causer de l'étonnement: d'une part les sections de l'I. C. déclarent à tout propos que les organisations des bolcheviks-léninistes (trotskystes) sont une « quantité insignifiante ». D'autre part, la section la plus importante de l'I. C. conditionne sa participation à un Congrès mondial à l'admission ou la non admission de « groupes infinitésimaux ». Tout ouvrier conscient se dira: peut être que leur quantité n'est pas si négligeable.

Les raisons par lesquelles la section française de l'I. C. motive son attitude est que nous, bolcheviks-léninistes, sommes les « ennemis déclarés » de l'Union Soviétique. Raison extraordinaire! L'I. C. mène des négociations de front unique avec les dirigeants de la Deuxième Internationale, Vandervelde et Fritz Adler, et les stalinistes français courent après Jouhaux pour réaliser le front unique. Vandervelde fut toujours un adversaire de la Révolution d'Octobre, le défenseur officiel des terroristes qui avaient essayé d'assassiner

Lénine et Trotsky. Jouhaux ne voit pas de différence de principe entre le gouvernement soviétique et les gouvernements capitalistes. En pratique il est toujours disposé à aider son gouvernement contre l'Etat ouvrier. Tout cela n'empêche pas les stalinistes — depuis leur dernier tournant, et jusqu'à de nouveaux ordres, de faire ou d'essayer de faire le front unique avec ces ennemis déclarés de la dictature soviétique. Nous voyons que le seul argument avancé par les stalinistes pour refuser de s'asseoir à la même table que les bolcheviks-léninistes est inexistant. Mais il faut ajouter — et c'est le point décisif, que bien loin d'être des ennemis déclarés ou cachés de l'Etat soviétique, nous sommes et nous voulons rester ses défenseurs les plus conséquents.

Notre organisation internationale et nos sections ont toujours éliminé de leurs rangs les éléments qui ne savent pas discerner sous la bureaucratie conservatrice et nationaltement bornée, la base d'un Etat ouvrier, qui, aidé par la révolution internationale, peut et doit se développer victorieusement vers la construction de la société socialiste.

Notre vrai crime — et c'est le seul — est que nous avons toujours distingué et appris aux ouvriers à distinguer entre la bureaucratie qui, par suite des défaites du prolétariat mondial est devenue une énorme tumeur sur le corps de l'Etat soviétique, — et l'Etat ouvrier lui-même.

La bureaucratie de l'I. C. non seulement n'a jamais voulu admettre cette distinction, mais n'a jamais permis à aucun de ses membres à aucun moment durant les onze dernières années d'exprimer la moindre supposition que la bureaucratie soviétique ait pu commettre la moindre faute. Notre crime consiste aussi en ce que, en restant toujours les défenseurs de l'URSS comme Etat ouvrier, nous n'acceptons pas le dogme staliniste de l'infailibilité de la bureaucratie soviétique, qui s'est soustraite au contrôle des masses afin de se soumettre elle-même à un régime purement personnel. Nous ne voulons pas insister sur le fait — bien qu'il soit incontestable — que tout ce qui a été progressif dans l'activité de la bureaucratie soviétique (industrialisation, collectivisation, plan quinquennal) a été emprunté, après avoir été déformé bureaucratiquement aux idées et au programme des bolcheviks-léninistes. Tout ouvrier conscient peut le vérifier en se reportant aux documents et aux faits, année par année et mois par mois.

Mais pour ce qui regarde spécialement la Conférence internationale, il faut souligner que le principe de l'infailibilité des dirigeants soviétiques est nécessaire à l'I. C. et à ses sections, afin de mieux leur faire croire à leur propre infailibilité. Vous savez aussi bien que nous, que les critiques intérieures ne sont plus possibles dans les organisations stalinistes. Les tournants les plus imprévisibles sont ordonnés par télégramme et souvent par téléphone. La renonciation à la théorie de la « troisième période », du « social-fascisme », et aussi le tournant sur le front unique sont incontestablement des pas en avant. Mais tout ouvrier conscient peut et doit se dire que demain ces réformes peuvent s'évanouir d'une façon aussi inattendue devant des réformes contraires, tant que la bureaucratie, libre de tout contrôle de la base obéit seulement au commandement du sommet et prétend à l'infailibilité.

La méthode marxiste du front unique présuppose le droit pour chaque parti de donner son opinion critique sur l'attitude de son allié. C'est seulement ainsi, par l'action, que les masses peuvent être éduquées. Les stalinistes, qui rejettent les leçons les plus élémentaires de Marx et de Lénine, ont joint à la réalisation du front unique l'abandon de la critique réciproque. C'est la seule méthode dont ils disposent pour préserver le mythe de leur infailibilité, et c'est de ce côté qu'il faut regarder si l'on veut comprendre la haine et la crainte qu'ils ont de cette « quantité insignifiante » de « trotskystes », qu'ils sont loin de négliger.

Depuis onze ans, nous suivons pas à pas toute la politique de l'I. C. Qu'il s'agisse des prétendus partis « ouvriers et paysans » de l'Orient, de la révolution chinoise avec la subordination du prolétariat au parti bourgeois du Kuo-Min-Tang, du Comité Anglo-Russe, de l'attitude du Parti communiste polonais qui aida le coup d'état de Pilsudsky en 1926, de la politique de la « troisième période » et ses ravages aventuristes, de la théorie et de la pratique du « social-fascisme » qui conduisit à la catastrophe en Allemagne — la même politique ayant condamné à l'impuissance les sections de l'I. C. en Autriche et en Espagne, qu'il s'agisse finalement de la politique présente du P. C. français qui s'oppose à la création de la milice ouvrière — dans toutes les questions décisives et dans beaucoup d'autres cas importants, nous avons toujours opposé la politique marxiste à la politique staliniste, et prédit les conséquences fatales de cette dernière. Que les ouvriers conscients comparent nos propositions et pronostics avec la marche des événements et ils verront où est la vérité.

C'est pour cela que les sections stalinistes considèrent inacceptable et impossible de nous rencontrer devant une assistance prolétarienne internationale. Au moment où les murs de l'infailibilité commenceront à craquer, la bureaucratie de l'I. C. tout entière tombera en pièces. C'est pourquoi les stalinistes évitent soigneusement tout contact avec une organisation qui est étroitement familiarisée avec leur histoire, leurs fautes et même leurs crimes.

Mais quelle que soit l'explication psychologique de leur attitude, elle est politiquement inadmissible. Le véritable sens du front unique consiste en ce que chacun n'exige pas de ses alliés la reconnaissance préalable des idées et opinions qu'ils n'approuvent pas. Si les « trotskystes » sont les ennemis déclarés de l'URSS, cela apparaît inévitablement dans l'action commune, et nous nous discréditerons ainsi nous mêmes aux yeux de l'avant-garde prolétarienne. Si les stalinistes croient vraiment ce qu'ils affirment, ils se féliciteront de notre apparition avec eux à la même tribune. Mais, au contraire, il n'agissent pas ainsi, et ils ont raison, — non comme organisation révolutionnaire mais comme bureaucratie conservatrice : une discussion ouverte et franche ne laisserait pas trace du prestige de l'infailibilité.

L'avant-garde prolétarienne internationale a le plus grand intérêt à entendre une opinion claire sur cette question, dont dépend pour une large part le développement de la révolution mondiale. Abusant du prestige de l'Etat ouvrier, que nous sommes les premiers à reconnaître et défendre, et gaspillant son matériel oratoire inépuisable, l'appareil de l'I. C. bloque

la route de toute éducation révolutionnaire, qui ne peut exister sans libre critique et sans atmosphère de loyauté.

Nous cherchons en vain cette loyauté dans l'attitude des stalinistes, même depuis leur dernier tournant. Hier encore, ils déclaraient que le Parti socialiste français était le frère jumeau du fascisme, et l'I. L. P. la gauche social-fasciste. Aujourd'hui ils dénoncent nos amis français, qui sont entrés dans le parti S.F.I.O. pour travailler loyalement sur la base de leurs méthodes et de leurs principes, comme des naufrageurs du Parti socialiste. Ils avertissent « fraternellement » Léon Blum et Paul Faure que nos « manœuvres honteuses » affaiblissent l'unité du Parti socialiste, et en même temps, dans les publications officielles de l'I. C., ils nous dénoncent comme les laquais de Léon Blum, et par conséquent de Doumergue, et ainsi de suite.

Nous croyons que même les organisations qui sont hostiles aux conceptions bolcheviks-léninistes ont le devoir absolu de repousser avec une énergie farouche la prétention des stalinistes de placer les ouvriers du

monde entier sous le révoluer d'un ultimatum et empoisonnent l'atmosphère du front unique par des scandales et des intrigues malhonnêtes, au lieu de l'aider par une critique franche et une collaboration loyale.

L'avant-garde prolétarienne a toujours besoin de clarté, et spécialement maintenant, après des défaites terribles. Nous sommes loin de contester aux stalinistes, même aux bureaucrates, le droit de participer aux actions communes, mais ils doivent cesser de se considérer comme une caste spéciale au-dessus de la plèbe prolétarienne, et surtout, ils doivent se servir d'arguments et non d'insultes.

Au nom de toutes nos sections, qui croissent en influence et en nombre dans presque tous les pays du monde, nous nous déclarons prêts à rencontrer les stalinistes et leurs accusations devant n'importe quelle assistance nationale et internationale.

LE SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DE LA
LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE.

Déclaration de principes du Parti Ouvrier des Etats-Unis

Le Parti Ouvrier Américain et la Ligue Communiste d'Amérique ont fusionné sur la base de la Déclaration de principes qui suit, et constituent le *Parti Ouvrier des Etats-Unis*.

LE DÉCLIN DU CAPITALISME

Le capitalisme, dans sa période de déclin et de décadence, comme système mondial, soumet partout les masses à l'insécurité, à la misère, au terrorisme fasciste et à la guerre. La crise mondiale actuelle est beaucoup plus qu'une dépression ou un fléchissement dans le cycle des affaires. Le mécanisme de la production ne peut pas fonctionner effectivement plus longtemps dans le système capitaliste des relations politiques et sociales. Ses opérations n'ont pas pour but la satisfaction des besoins humains, mais l'accumulation de profits par des individus privés et des groupements. Il ne peut plus étendre les forces de production — il les restreint. Il ne peut pas nourrir les masses — il les affame au milieu d'une véritable abondance.

L'IMPÉRIALISME ET LA GUERRE

A la recherche de nouvelles contrées pour investir du capital et trouver de nouvelles possibilités d'accumulation capitaliste, en même temps que des matières premières bon marché et des marchés profitables pour leurs produits, que leur propre population ne pouvait plus consommer, les nations capitalistes sont entrées dans la période impérialiste de leur développement. Elles ont partagé le monde entre elles. La lutte pour les nouveaux débouchés capitalistes, pour les matières premières et pour les marchés, devient chaque jour plus âpre. Poussés par le fouet de la crise, les pays capitalistes sont plongés dans des luttes économiques, douanières et commerciales, et des compétitions d'armement.

Les capitalistes essayent de rejeter le fardeau de la crise et du déclin sur les autres classes, particulièrement sur la classe ouvrière et les peuples coloniaux. *La période du déclin du capitalisme est donc marquée par une série de luttes les plus gigantesques de l'histoire, guerres impérialistes, guerres de libération des peuples coloniaux, et lutte révolutionnaire de la classe ouvrière pour sa propre émancipation.*

LE FASCISME

Dans sa première période progressive, le capitalisme combattit contre la réaction cléricale et féodale, et utilisa pour vaincre l'aide des ouvriers et des fermiers. Dans la période du déclin capitaliste, la classe possédante ne peut maintenir une marge de profits et sa position privilégiée, que par une réduction constante du niveau de vie de la majorité dépossédée, — et maintenant en l'entraînant dans la guerre.

Lorsque la crise sociale ainsi engendrée parvient à son paroxysme, et que la classe ouvrière manque d'un fort parti révolutionnaire, elle souffre d'une démoralisation interne et perd la confiance de la classe moyenne ruinée par la crise. Sous la domination du capital financier, le fascisme parvient alors à mobiliser les éléments désespérés des classes moyennes, et même certains éléments démoralisés de la classe ouvrière, sur une base réactionnaire. *Une « stabilisation » se produit donc grâce à la destruction des organisations ouvrières, le meurtre massif des militants ouvriers, et la suppression de toutes les formes d'expression de classes indépendantes.*

Sous le fascisme, les droits démocratiques sont abolis, toutes les formes de la démocratie anéanties. Les syndicats et toutes les autres organisations indépendantes des ouvriers et des paysans sont abattus, ou obligés de devenir un élément passif de la machine d'Etat. Le droit de grève est aboli. Le standard de vie des masses est régulièrement abaissé. La terreur ouverte

s'exerce non seulement contre les révolutionnaires connus, mais contre tout travailleur qui lutte activement pour sa propre défense. Le fascisme jette la division dans le peuple en faisant appel à ses préjugés de race et aux passions nationalistes les plus basses. Ainsi le fascisme s'allie dans la période de déclin avec tout ce qui est archaïque et réactionnaire, et tente de ramener l'ensemble des nations vers la barbarie et la sauvagerie.

LA PLACE DE L'AMÉRIQUE DANS LE MONDE

Avec la guerre, les Etats-Unis ont conquis la position de puissance impérialiste dominante dans le monde. Ils assumèrent ce rôle dominant au moment où le capitalisme était partout en déclin et où les conflits entre les puissances impérialistes dirigeantes s'en trouvaient intensifiés. L'impérialisme américain ne pouvait pas accentuer son expansion, ni même maintenir sa position mondiale acquise, sans entamer profondément la portion de pouvoir mondial qui se trouvait entre les mains des autres nations impérialistes, ni sans attaquer le niveau de vie des millions d'habitants des Etats-Unis de l'Amérique latine et de l'Asie qu'il exploite directement ou dont il tire tribut.

En étendant son pouvoir à travers le monde, le capitalisme yankee introduisait par conséquent l'instabilité du système capitaliste mondial dans ses propres fondations. L'économie et la politique des Etats-Unis sont de plus en plus liées aux crises, aux guerres et aux révolutions de toutes les parties du monde. Ces circonstances ont profondément ébranlé toutes les classes du pays, ont modifié les relations entre elles, ont aggravé et accéléré les différenciations politiques et ouvert la voie à un développement révolutionnaire orageux de la classe ouvrière. *Dans la nature véritable de la puissance de l'impérialisme américain se cachent les conflits impossibles à réprimer qui amèneront son écroulement.*

LE PROGRAMME ROOSEVELT

Le programme de Roosevelt est essentiellement celui du capitalisme monopolisateur, concentrant le pouvoir et la richesse dans les mains d'un nombre décroissant de financiers et d'industriels. Il encourage l'alliance ouverte entre l'industrie, la finance et le gouvernement. Il renforce les tendances monopolistes sous forme de « codes » et propage l'opinion que l'Etat est l'arbitre dans les conflits entre le capital et le travail. Il essaye de lier le mouvement syndical à la machine d'Etat capitaliste, brise les grèves sous prétexte d'un règlement impartial des différends par des bureaux du gouvernement, et attaque les ouvriers militants et leurs organisations. Son vaste programme militaire est un instrument dirigé à la fois contre les parties insatisfaites de la population et représente une agence des intérêts impérialistes américains, contre ceux des autres nations dans les guerres qui seront inévitables aussi longtemps que durera le capitalisme.

LA SEULE ISSUE

Il n'y a qu'une seule alternative au capitalisme, aux crises d'intensité croissante, au chômage et à la misère l'économie capitaliste et de l'Etat capitaliste, et

grandissante, au fascisme, à la guerre et au chaos, qui aboutissent non seulement à l'effondrement du système capitaliste, mais aussi à son retour à la barbarie. Cette alternative consiste à résoudre la contradiction centrale du capitalisme, à arracher la propriété et le contrôle des ressources naturelles, de l'appareil de production et des moyens de distribution et de communication des mains des individus privés et des groupements, et à les utiliser et les faire servir à la satisfaction des besoins humains et non à celle du profit privé, — de construire la société socialiste. C'est ainsi, et seulement ainsi, que les masses peuvent dans le monde moderne acquérir l'abondance, la sécurité, la paix et la liberté.

LA CLASSE OUVRIÈRE ET SES ALLIÉS

La classe ouvrière occupe la position centrale parmi les forces sociales dont dépend la destruction de l'économie capitaliste et de l'Etat capitaliste, et l'instauration d'un état de transition vers une économie socialiste scientifique. Elle a cependant besoin de l'aide d'autres parties de la société qui sont aussi exploitées et opprimées. Une partie de la classe moyenne, des fermiers chargés de dettes, des Nègres persécutés comme race, les peuples coloniaux et semi-coloniaux de l'Empire américain — tels sont les alliés des ouvriers Américains dans le combat contre l'adversaire commun. C'est seulement par la révolution sociale que tous les groupes d'ouvriers et de producteurs, tous les éléments opprimés de la population, peuvent se délivrer de l'insécurité, du besoin et de la tyrannie.

L'ÉTAT CAPITALISTE ET LA DÉMOCRATIE

La délivrance ne peut être que le résultat de la victoire dans une lutte révolutionnaire. Croire que nous vivons dans un société libre et démocratique dans laquelle d'importantes modifications économiques peuvent être faites par la persuasion, l'éducation, les méthodes légales et parlementaires, est une illusion. Cette croyance est une illusion dans n'importe quelle société capitaliste, c'est-à-dire dans toute société divisée en classes sociales-économiques. La liberté ne peut être assurée que dans une société basée sur l'égalité économique et sociale de tous les individus qui la composent. L'égalité économique et sociale ne peut pas être obtenue tant que les moyens de production et d'échange, qui font vivre les membres de la société, échappent au contrôle de la société dans son ensemble.

La société capitaliste, dans laquelle une petite minorité possède et contrôle les moyens de production, signifie et ne peut signifier que la dictature capitaliste. Les formes politiques de la société capitaliste (monarchie, démocratie, dictature militaire, fascisme) sont seulement les moyens par lesquels s'exerce actuellement le contrôle d'une minorité. L'Etat ou le gouvernement sont ainsi l'instrument politique grâce auquel la classe possédante exerce et maintient son pouvoir et opprime la classe travailleuse. C'est pourquoi les ouvriers des villes et de la campagne doivent s'emparer du contrôle du pouvoir d'Etat par des moyens révolutionnaires — comme phase politique nécessaire en vue du changement de la propriété et du contrôle sur l'industrie.

LA CONQUÊTE DU POUVOIR — L'ÉTAT OUVRIER

Pour les travailleurs, l'occasion de s'emparer du pouvoir se présentera au cours de la désagrégation de la vie matérielle et de la culture qui se produit en régime capitaliste. Les masses se trouveront face à face avec la faim grandissante, la paupérisation, la réduction des assurances sociales et la menace ou la réalité du fascisme et de la guerre. Profitant du mécontentement grandissant qu'engendre la crise du capitalisme, dirigés par le parti révolutionnaire et avec le soutien de secteurs de plus en plus larges et de plus en plus importants de la population, les ouvriers prendront le pouvoir et mettront fin au cours destructeur de la dictature capitaliste.

L'instrument de masse fondamental de cette lutte pour le pouvoir, forgé au cours de l'action de front unique des ouvriers sera constitué par les *Conseils Ouvriers* (soviets). Les *Conseils Ouvriers* représentant les intérêts de la majorité des éléments sociaux productifs de la population, sont les organismes qui mobilisent les ouvriers pour l'assaut révolutionnaire et aussi la forme d'organisation du pouvoir d'Etat après la victoire. C'est par eux, et non pas au moyen de l'appareil gouvernemental existant qui représente les intérêts de la seule minorité capitaliste, que les ouvriers renverseront la classe capitaliste et prendront le pouvoir.

Les ouvriers aboliront tout l'édifice de l'Etat capitaliste, afin de lui enlever toute capacité d'action contre-révolutionnaire, et parce qu'il ne peut pas servir d'instrument pour établir un ordre social nouveau. Il sera remplacé par l'Etat ouvrier, basé sur les *Conseils ouvriers*. L'Etat ouvrier, tout en assurant et en étendant sans cesse dans les masses des droits démocratiques bien plus authentiques et plus substantiels que ceux que leur accordait le capitalisme, fonctionnera comme une dictature de la classe ouvrière contre ses ennemis.

LE ROLE DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

Pour la victoire des ouvriers, un parti politique révolutionnaire est une des choses les plus importantes et indispensables. *La guerre des classes est faite par des armées de classes*. La classe ouvrière dans son ensemble — sans parler de ses alliés nécessaires dans d'autres parties de la population — ne se caractérise pas par une homogénéité solide. Elle est divisée par des idéologies opposées, par la séparation des intérêts de caste, de religion, de nationalité, de race, de sexe, d'âge.

Sans parti révolutionnaire ses luttes les plus valeureuses n'aboutissent pas à un résultat durable. La classe ouvrière en tant que telle, dans son ensemble ne peut pas directement tracer le plan, et guider ses batailles. Pour cela un état-major, une avant-garde est nécessaire — non pas imposé d'en haut, sans possibilité pour la base de contrôler et de vérifier, mais surgissant de ses rangs par la capacité éprouvée et avec le consentement commun. C'est là le parti politique révolutionnaire. Il comprend les ouvriers les plus avancés, les plus dévoués, les plus combattifs; il les unit fermement sur la base des principes éprouvés, et les soude par une discipline rigoureuse.

La lutte révolutionnaire des ouvriers ne peut être

victorieuse que si le parti marxiste a gagné la confiance et l'appui de la majorité de la classe ouvrière et la dirige dans l'attaque. Le front unique des différents partis et organisations des ouvriers, unis dans ces *Conseils ouvriers*, peut mobiliser les ouvriers et mener des actions partielles même quand le parti révolutionnaire n'est encore appuyé que par une minorité. Sa direction dans les conseils, cependant, est une condition du renversement révolutionnaire du régime capitaliste et de la consolidation du pouvoir ouvrier.

Le parti révolutionnaire, par la même nécessité, dirige la classe ouvrière dans la consolidation de son pouvoir après la victoire, pour l'organisation de l'économie socialiste, la suppression des ennemis contre-révolutionnaires de l'intérieur, et dans les guerres des Etats ouvriers contre les Etats capitalistes. Le rôle du parti comme leader de la classe continue jusqu'à ce que toutes les formes d'organisations de classes, y compris l'Etat et le parti, soient finalement dissoutes dans la société sans classes.

LE PARTI OUVRIER DES ETATS-UNIS

Le *Parti Ouvrier des Etats-Unis* est bâti sur les grands principes de la théorie révolutionnaire et de la pratique exposée par Marx et Lénine, et vérifiée par l'expérience de la lutte de classes à l'échelle internationale, par-dessus tout dans la Révolution Russe de 1917 (la Révolution d'Octobre). Le *Parti Ouvrier* considère comme son devoir l'application réaliste de ces principes à la présente situation historique.

Etant donné que la première tâche est la défaite de l'ennemi à l'intérieur — le renversement du gouvernement capitaliste des Etats-Unis — le *Parti Ouvrier* cherchera avant tout à démontrer à la classe ouvrière des Etats-Unis et à ses alliés que l'application des principes du marxisme révolutionnaire est le seul moyen de réaliser leurs besoins et intérêts historiques. Appuyé sur ces principes, le *Parti Ouvrier des Etats-Unis* utilisera le potentiel révolutionnaire de l'histoire et de la tradition américaine, et adaptera sa tactique à la situation concrète et aux relations de forces de classes aux Etats-Unis.

Le *Parti Ouvrier* est une organisation volontaire d'avant-garde de classe consciente, dont les membres sont unis par un système d'idées exposé dans cette Déclaration. Les principes d'organisation sont : centralisme démocratique et discipline. La liberté de discussion des problèmes du parti et la liberté de critique, y compris la critique de la direction et de sa politique, est le droit inaliénable de chaque membre du parti. La direction, depuis l'unité de base jusqu'au Comité National, est librement élue par les membres, soumise à son contrôle, et amovible.

Le congrès du parti est la plus haute autorité du parti : ses décisions sont obligatoires pour tous les membres. Chaque membre est obligé d'observer la discipline dans l'action. L'administration du parti est centralisée. Les unités de base sont subordonnées aux unités plus élevées. Le Comité National comme représentant de toute l'organisation, élu au congrès, a pleine autorité pour agir au nom du parti et renforcer la discipline des unités subordonnées. Les membres du parti travaillant dans des organisations extérieures aux partis sont soumis au contrôle et à la direction des organismes respectifs du parti.

En même temps et dans toutes les circonstances, le Parti Ouvrier maintient son indépendance politique et organisationnelle. En relation avec les autres organisations politiques, dans les actions de front unique ou autres formes de coopération, le parti, quoique acceptant la discipline dans l'action commune, réserve son droit de critique et rejette en principe les « pactes de non-aggression ».

FONDATION D'UNE SOCIÉTÉ SOCIALISTE

La plus importante mesure économique que le gouvernement révolutionnaire doit prendre dans sa période initiale, c'est l'appropriation et la socialisation, sans indemnité, de tous les monopoles industriels et du sol; de toutes les mines, usines et navires, de tous les services publics, chemins de fer et autres moyens de communication; des banques, agences de crédit, réserves d'or, de tous les autres services et approvisionnements que le gouvernement révolutionnaire considérera nécessaire de prendre en mains pour poser les bases de la société socialiste. Cette socialisation des moyens de production et d'échange frappe seulement la petite poignée de financiers, propriétaires fonciers et industriels dont le contrôle personnel des ressources est une source de famine, de chômage et d'insécurité pour la grande masse de la population.

La politique de socialisation poursuivie par l'Etat prolétarien permettra de garantir à tout ouvrier qui le désirera un emploi bien rémunéré, l'assurance contre le chômage, et l'assurance contre les accidents dans l'industrie, la vieillesse et les maladies. L'Etat ouvrier n'a pas besoin d'imposer des mesures oppressives et arbitraires sur les petits propriétaires et fermiers. L'exemple des avantages personnels et sociaux de l'organisation et de la production socialiste, et l'aide du gouvernement ouvrier, les amèneront à la collectivisation volontaire. Le socialisme veut permettre aux forces productives de satisfaire les besoins des hommes et permettra de planifier rationnellement la production comme l'exige la situation sociale actuelle. Il tiendra compte de l'utilisation de toute amélioration technique. Les loisirs et l'éducation possible qui accompagneront des avantages matériels, joints au remplacement de la culture capitaliste pervertie, donneront à tous les individus les possibilités de développement créateur complet.

LE BUT DE LA SOCIÉTÉ SANS CLASSES

L'élimination de toutes les classes parasites et sans usage social se produira en même temps que ces changements matériels et culturels. La population entière sera transformée en une communauté de producteurs libres possédant l'ensemble des richesses et des ressources de la société. Le besoin de coercition et de répression sur les classes étrangères disparaîtra avec la disparition de ces classes. Avec cette disparition s'évanouira le besoin d'une machine d'Etat même de l'Etat ouvrier. Le plus noble objectif de la race humaine, la *société sans classes communiste* qui inaugure une nouvelle ère pour tout le genre humain, sera réalisé.

La classe ouvrière ne peut construire une société socialiste complète que sur la base de la division mondiale du travail et la coopération mondiale. Le Parti Ouvrier ne veut pas seulement diriger la classe ou-

vière des Etats-Unis en révolution, mais s'unir avec les ouvriers des autres pays, pour la révolution internationale et l'établissement du socialisme mondial. Les forces de production modernes ont obligé le capitalisme lui-même à dépasser les frontières nationales. L'impérialisme, qui est lui-même une force de pillage, ne peut cependant pas réaliser une société harmonieuse. Le socialisme mondial est la seule solution aux conflits et désordres dans le monde moderne, aussi bien que des contradictions principales à l'intérieur d'une seule nation. Une société socialiste utilisera rationnellement les ressources naturelles, et l'appareil de production du globe en faveur de la population mondiale; elle résoudra la contradiction entre le développement efficace des forces de production et les restrictions artificielles des limites nationales. Elle donnera les droits de l'auto-détermination culturelle libre et du développement propre à toutes les nations et individus. Le socialisme mondial écartera les causes des guerres mondiales, qui sous le capitalisme menacent actuellement de précipiter l'humanité dans la barbarie ou la destruction complète.

CRITIQUE DES PARTIS EXISTANTS

La fondation du nouveau parti sur la base de la présente Déclaration est le seul pas possible vers l'unité révolutionnaire. Une simple tentative de fusionner les programmes et les tactiques des partis existants ne conduirait nulle part: une analyse soignée montrerait qu'il sont faux et inadéquats.

A) PARTI SOCIALISTE.

Le Parti socialiste n'est pas un parti de révolution, mais un parti de réforme et de pacifisme. L'erreur fondamentale de toutes les ailes du parti est leur fausse conception de la nature de l'Etat et de la question coloniale. De là découlent leurs illusions parlementaires, leur idée que les ouvriers peuvent conquérir le pouvoir dans le cadre des formes d'Etat existantes leur fétichisme de la démocratie capitaliste, leur politique de collaboration de classe et leur trahison des révoltes et révolutions coloniales. Il est affilié et donne du poids à la II^e Internationale banqueroutière, qui est responsable du soutien de la dernière guerre impérialiste et dont le parti dirigeant, la social-démocratie allemande, aida ouvertement les capitalistes à supprimer les révoltes des ouvriers et rendit possible le triomphe du fascisme en Allemagne. Le Parti socialiste ne mène aucune lutte contre les réactionnaires dans les syndicats et une fraction importante du parti, est directement liée à ces éléments.

Jusqu'à maintenant comme à d'autres périodes de son histoire, le parti contient de nombreux militants et ouvriers qui évoluent vers la gauche. La puissante aile droite dans le parti repousse ouvertement et combat toutes les tendances révolutionnaires. Les phrases radicales du courant centriste représenté par les chefs « Militants » servent de couverture à une attitude essentiellement réformiste et à une politique de capitulation devant l'aile droite. Le parti et la Seconde Internationale à laquelle il est affilié servent par conséquent à empêcher les ouvriers d'évoluer vers une position révolutionnaire.

Les ouvriers véritablement révolutionnaires dans le

Parti socialiste ne peuvent tirer les conséquences de leur attitude qu'en rompant avec les réformistes et social-patriotes, et en s'unifiant avec le Parti ouvrier et la nouvelle Internationale.

B) PARTI COMMUNISTE

L'adoption d'une théorie et pratique nationalistes, c'est-à-dire non-révolutionnaire, jointe à l'abandon du principe de la démocratie ouvrière dans la III^e Internationale et ses sections, constitue la cause fondamentale de leur déclin et de leur dégénérescence. Ayant quitté le solide terrain des principes révolutionnaires, la bureaucratie staliniste du PC de l'URSS, qui domine mécaniquement la III^e Internationale et ses sections, a poursuivi partout une politique centrée de zigzags, qui, aux Etats-Unis par exemple est allée des efforts opportunistes de participation à la formation du « Troisième parti », radical, petit-bourgeois de La Follette, à l'exclusivisme sectaire et à l'ultra-gauchisme.

Il n'y a aucune démocratie de parti dans l'Internationale et dans ses sections. Ils ont préconisé des tactiques de division dans les syndicats et autres organisations de masses, la création de syndicats sectaires séparés, la théorie du social-fascisme et la tactique qui consiste un jour dans le front unique à la base, et le lendemain dans des fronts uniques purement formels « des sommets seulement » dans lesquels on conclut les « pactes de non-agression » avec des partis réformistes. Ils ont eu recours à des tactiques basses et viciées dans le mouvement ouvrier, ordonnant à leurs membres de briser les meetings convoqués par les autres organisations, et de frapper les orateurs d'autres opinions que les leurs. Dans leurs propres rangs, les divergences d'opinions sont étouffées et le bureaucratisme règne.

L'IC et ses sections sont complètement et mécaniquement dominées par la bureaucratie du PC de l'URSS. Comme la vague révolutionnaire refluit temporairement dans les autres pays, les ouvriers russes furent évidemment obligés de se concentrer sur la tâche capitale de poser les fondements d'une économie socialiste dans l'Union Soviétique, en attendant l'aide

décisive des ouvriers des autres pays au moment où la prochaine vague révolutionnaire les portera au pouvoir.

Mais les chefs du PC de l'URSS, au lieu de poursuivre l'œuvre de construction des fondements de l'économie socialiste en URSS comme une partie importante du mouvement pour la révolution mondiale, adoptèrent la position selon laquelle une société socialiste peut être construite dans l'Union Soviétique seulement (*théorie du « socialisme dans un seul pays »*) même si des conditions révolutionnaires ne surviennent pas dans d'autres pays; la construction et la défense du « socialisme en Union Soviétique » seraient ainsi la première et presque seule tâche de tout le mouvement ouvrier international. Dans le processus de l'imposition mécanique de cette attitude aux partis communistes des autres pays, toute apparence de démocratie du parti fut abolie. Ces partis, au lieu de concentrer leur attention et leur énergie d'abord sur l'avance du mouvement révolutionnaire en visant le renversement de l'Etat capitaliste dans leur pays, devinrent tout juste des groupes d'agitation qui se consacrent à la soi-disant « défense de l'URSS », et à l'agitation pacifiste « contre la guerre et le fascisme », etc...

Cette dégénérescence générale des partis communistes, et leur éloignement des tâches visant la révolution dans les pays capitalistes, affaiblit la défense réelle de l'Union Soviétique et contribua à la défaite des ouvriers dans les autres pays, comme on le vit tragiquement par l'effondrement du PC en Allemagne quand Hitler prit le pouvoir. La défense effective de l'URSS aujourd'hui et le soutien des révolutionnaires qui luttent en URSS pour la réforme de l'Etat Soviétique et la régénérescence du Parti Bolchevik du temps de Lénine, basée sur les principes de l'internationalisme révolutionnaire et la démocratie ouvrière, dépend donc de l'organisation de nouveaux partis révolutionnaires dans les pays capitalistes, et d'une nouvelle Internationale révolutionnaire. Pour réaliser ces objectifs, nous nous consacrons de toutes nos forces à la création du nouveau parti révolutionnaire aux Etats-Unis.

(La deuxième partie paraîtra dans le prochain numéro.)

BELGIQUE

La direction du P. O. B. facilite l'application des décrets-lois

Au mois d'octobre, le cabinet de Broqueville tombait. Le fascisme n'était pas en Belgique en force pour faire son 6 février. Mais le Parti Ouvrier Belge, lui, n'avait pas les 51 % de suffrages... Alors, rien à faire! La bourgeoisie belge découvrit ses batteries. Inutile de gouverner par personnes interposées. Les banquiers et les industriels allaient montrer ce dont ils étaient capables. Telle est la formule du gouvernement qui fut constitué, le cabinet Theunis-Francois.

C'était sur la formule Broqueville un point marqué vers le gouvernement fort. Les résultats ne se firent pas attendre. Un premier train d'arrêts-lois devait jeter l'angoisse dans les familles de mineurs. En même temps une diminution de 10 % était signifiée aux métallos. Les fonctionnaires étaient également diminués.

Devant le plan d'ensemble de la bourgeoisie, il fallait opposer le plan d'ensemble des exploités. La première tâche devant ces coups

brutaux de la bourgeoisie consistait à renverser le gouvernement. Un mot d'ordre courait dans toutes les bouches ouvrières : « Grève générale » ! *L'Action Socialiste*, depuis quelques mois, avait repris ce mot d'ordre lancé depuis 18 mois par les Trotskystes belges. Le Comité National J. G. S., dans un tract du 8 janvier, appelait les prolétaires à la préparation de la grève.

En un mot, on allait vers une précipitation de la crise. Depuis des années, les forces s'accumulaient en ce sens. L'explosion semblait devoir être proche. Le gouvernement allait être renversé par l'action ouvrière. On allait voir ces messieurs du *Plan* à l'œuvre...

LA POLITIQUE DU P.O.B.

Pendant toute cette période la direction du P.O.B. s'opposait violemment à toute « aventure ». Comme si l'aventure n'était pas de confier le sort du prolétariat à ses ennemis ! De Man entamait de longues polémiques pour expliquer l'inutilité de la déflation. Cela probablement parce qu'il était partisan de l'inflation. En effet, Theunis, à la Chambre, révéla que De Man avait donné une interview à un rédacteur du *Social-Democrat* (suédois) où il se prononçait en faveur de l'inflation. Voilà à quoi se limitait le conflit pour la direction du P.O.B.

Les ouvriers, eux, s'intéressaient à tout autre chose. De Man en fit l'expérience lorsqu'il descendit pour une fois à parler aux mineurs à Quaregnon. Il tenta d'exposer sa savante stratégie planiste. Mais, lorsqu'il parla contre la grève générale, et pour « une troisième vague du *Plan* » ... dans un mois, les huées lui coupèrent la parole.

Devant la pression croissante des masses, surtout des mineurs, la direction sembla céder. Elle lança le mot d'ordre de grève du Borinage pour le 4 février. Deux jours après, la pression des masses persistant, la Commission syndicale élargissait ce mot d'ordre pour lancer celui de *grève générale du bassin minier*.

L'effervescence ouvrière était à son comble. Le ton contrit des journaux bourgeois nous révèle combien plus fort que chez les bonzes est l'instinct de classe de ces gens. Ils comprenaient la menace. Les multiples meetings, tenus pendant cette période, groupaient l'ensemble des travailleurs. Une manifestation à Charleroi rassembla 20.000 mineurs sur 22.000 que compte le Borinage. A Bruxelles 40.000 fonctionnaires manifestèrent dans la rue.

La direction du P.O.B. semblait être débordée. La grève du 4 menaçait de dépasser les cadres du bassin minier et d'entraîner des événements « regrettables ». Toute la tactique des bonzes consistait donc à empêcher cette grève, d'éviter le passage à ce point névralgique.

LE COMITE DU TRAVAIL

Les bonzes se mobilisèrent. Ils ne voulaient pas être surpris comme en juillet 1932. Le Conseil général du P.O.B. était réuni en permanence, cela ne s'était jamais vu ! La décision de la C. S. pour la grève était subordonnée à l'attitude du ministère lors de la rentrée du parlement. En attendant, en fidèles sujets de Sa Majesté le roi, on s'en remettait à lui comme juge. « *Les larmes coulant des yeux* », raconte *le Peuple*, Léopold fut ému par la déclaration de la délégation que, Vandervelde en tête, on lui avait envoyée. Ce que l'on dit moins, c'est que Theunis en personne assistait à cette entrevue, pour bien montrer la solidarité qui le liait au roi. Cette entrevue devait servir de premier acte à une comédie bien montée.

Le lendemain, rentrée du Parlement. Le gouvernement reste sur ses positions. Spaak, Achille Delattre, Vandervelde interpellent. Spaak, et il devra s'en expliquer, fit un discours brillant qui lui vaut d'être qualifié de « *parlementaire habile* » par *le Populaire*. Spaak est maintenant coutumier du fait. A la Chambre ce n'est pas le tribun qui fait vibrer les masses populaires, mais le libéral humanitaire; n'a-t-il pas, voici quelques mois, reçu les félicitations du réformiste Delattre pour une intervention à la Chambre ? A côté de cela, Vandervelde et Delattre furent d'une violence inaccoutumée. Mais ces interventions n'avaient d'importance que dans la mesure où elles jetaient la confusion chez les travailleurs. En réalité la partie se jouait ailleurs.

Pour éviter la grève, la capitulation du gouvernement s'avérant impossible, le bruit courut avec persistance, qu'un gouvernement tripartite, c'est-à-dire un gouvernement d'*Union Nationale* serait sur le point de naître. Vandervelde écrivait dans *Le Peuple* du 27 janvier : « *Ce serait à désespérer, je ne dis pas de l'humanité, mais du simple bon sens des hommes, si sur ce terrain du moins, un accord pour les mesures immédiates s'avérait impossible* ». Ce terrain, c'est l'aggravation du chômage. Le lendemain, la *Nation Belge*, journal réactionnaire, félicitait Vandervelde et répondait *Pourquoi pas ? Le Soir*, journal officieux de la bourgeoisie belge, annonçait le 29 janvier qu'un comité extra-gouvernemental, dans lequel Vandervelde serait le vice-président, Francqui le président, serait en constitution. *Le Peuple* du lendemain déclare ignorer ce dont il s'agissait, mais le 31 janvier il annonce à grand fracas que *le P. O. B. acceptait, que la grève était repoussée...* Un congrès des mineurs devait avoir lieu le vendredi 1^{er} février pour entériner la décision.

Les dirigeants capitulards avaient réussi. La grève ne devait pas avoir lieu. Cette situation qui semblait devoir amener l'explosion de forces accumulées depuis des années tournait, pour prendre une expression populaire, en eau de boudin.

Une question se pose : qu'est-ce que ce co-

mité? Il est bien précisé par Theunis et les journaux à sa solde qu'il se constituerait sur la base des derniers arrêtes-lois. Pour ce qui est de ses pouvoirs, la citation donnée plus haut et extraite d'un article de Vandervelde, doit nous éclairer. Il est constitué sur la base du *bon sens humain*, etc., etc...

Mais, de deux choses d'une. Ce comité a des pouvoirs gouvernementaux ou bien c'est une commission, disons... d'études. Dans les deux cas, le résultat est clair pour la classe ouvrière de Belgique : *une fois de plus elle a été trahie par ses dirigeants.*

LA GAUCHE

Il s'avère que la bureaucratie, malgré son recul dans le rapport des forces intérieures au Parti, est parvenue à endiguer et à neutraliser la gauche. Dans les événements qui suivirent la rentrée du Parlement cette gauche ne joua aucun rôle pour empêcher la capitulation, comme avant elle avait négligé de prévenir les travailleurs des dangers que les réformistes leur faisaient courir.

Le camarade Spaak doit savoir qu'on ne va pas à Pontigny (1) sans conséquences pour les travailleurs. De même qu'il doit savoir qu'à la Chambre un parlementaire ouvrier doit tenir le même langage que devant les travailleurs.

La capitulation opérée, la gauche n'a pas su soulever une vague de protestation dans les corons et dans les usines pour faire sentir le poids de la colère prolétarienne aux nouveaux alliés de Theunis.

Qu'à cela ne tienne. L'explosion a été différée, mais aucunement évitée. Il s'agit maintenant de préparer la nouvelle échéance. Pour cela, il faut combattre irréductiblement les dirigeants. Le proche avenir procurera l'occasion de démontrer la faillite complète de cette politique qui est une forme nouvelle de l'union sacrée contre la révolution prolétarienne.

(1) Cet article a été écrit avant la honteuse capitulation du 4 février. L'article de Vandervelde auquel il est fait allusion a eu ses résultats.

La gauche aura fait elle-même son expérience. Le problème qui se pose en Belgique comme ailleurs est celui de la *création d'une direction révolutionnaire, d'un parti prolétarien conséquent*. Tant que l'Action Socialiste ne combattra pas avec cette perspective, sans pour cela quitter le P. O. B., elle sera incapable d'empêcher les capitulations des bonzes et d'amener le prolétariat au combat.

D'autre part, on voit concrètement où mène la haute stratégie planiste. Lorsque la vie demande une solution immédiate, le planisme, dans la mesure où il répond, c'est pour conduire à la capitulation. La gauche sur ce terrain aussi doit modifier ses positions.

Enfin dans la lutte intérieure, les dangers que nous dénoncions dans notre précédent article sur les rapports entre les syndicats et le Parti, se sont trouvés vérifiés par l'expérience. La Commission syndicale, formée de permanents réformistes indécrottables, a eu la haute main au travers de Delattre sur tout ce qui est survenu. Si le parti, l'organisation politique, avait été autonome organiquement, même dans la situation présente la trahison eût été combien plus difficile, peut-être même impossible. En effet, si les *Ligues ouvrières* (les seules organisations spécifiquement politiques du P. O. B.) représentaient l'élite combative, l'avant-garde politique du prolétariat belge et jouaient un rôle politique en tant que telle, alors Vandervelde et consorts n'auraient pas eu la partie aussi facile que lorsqu'il s'est agit de manœuvrer en s'appuyant sur la routine pesante et la masse retardataire des appareils syndicaux.

Le 4 février 1935 a été une journée noire pour le prolétariat belge et international. Nul doute qu'il ne prenne sous peu sa revanche.

ELIE.

NDLR. — Soulignons l'attitude scandaleuse du *Populaire*, qui approuva entièrement, par son *envoyé spécial*, la capitulation de Vandervelde, Delattre et Cie. L'envoyé spécial nous apprend qu'il a pleuré en voyant les mineurs obligés d'accepter la retraite négociée par leurs chefs. *Larmes de honte?*

LES LIVRES

VOULONS-NOUS SORTIR DE LA CRISE? par Raymond Patenôtre. (Librairie Plon).

L'ancien ministre Patenôtre couvre les murs de Paris d'une affiche publicitaire pour son livre. M. Patenôtre est un « manipulateur » de monnaie bien connu. Jusqu'à présent ses manipulations n'ont eu qu'un caractère privé. Il désire maintenant les transformer en manipulations nationales, et c'est pourquoi il se fait l'apôtre ardent non seulement de la dévalua-

tion du franc, mais plutôt, en suivant l'exemple américain et anglais, du « décrochement » de l'or, et de la monnaie errante. En même temps, il préconise le bi-métallisme, c'est-à-dire la revalorisation de l'argent et son emploi comme étalon, conjointement avec l'or.

M. Patenôtre est pacifiste et surtout « internationaliste » à la Bourse de Londres et de New-York. En 1926, il spéculait ouvertement contre le franc. Après les élections de 1932,

Herriot le prit dans son ministère comme sous-secrétaire d'Etat, en paiement de ses services. En 1933 un procès sensationnel l'opposa à la Traveller's Bank, par l'intermédiaire de laquelle il avait vendu 1 million de dollars à découvert, avant sa dévalorisation par M. Roosevelt. Il est propriétaire du *Petit Journal* et de quelques autres feuilles, dans lequel il mène campagne pour une « politique de crédit ».

La philosophie économique de M. Patenôtre était déjà résumée dans son précédent livre (*La crise et le drame monétaire*) de la façon suivante : « En augmentant les signes monétaires, on augmente la consommation, et partant, la production ». M. Patenôtre est donc partisan d'un large usage de la planche à billets. Il donne Roosevelt en exemple et réclame à grands cris, pour commencer, la dévaluation. « La dévaluation, sans inflation, serait le moyen le plus sûr, le plus complet, le moins éprouvant pour atteindre le but souhaité » (p. 69).

En même temps, il envisage la rationalisation du crédit par la création d'un institut spécial. « A cet égard, ajoute-t-il, il est intéressant de noter les efforts que tentent en ce moment nos amis belges dans le domaine bancaire, où les facilités d'escompte et réescompte s'inspirent de cette légitime préoccupation d'accroître les possibilités de crédit ». Les projets de Flandin lui donneront un commencement de satisfaction.

Par dessus le marché, le spéculateur nous propose la création de silos... pour résoudre la crise agraire, le développement du tourisme, un plan d'outillage, l'exploitation des colonies et un régime douanier d'ententes entre pays à standard de vie égal (dirigé contre le Japon?).

Enfin, en même temps que la dévaluation, Patenôtre propose de faire hausser l'argent et d'instaurer un système monétaire bi-métallique (ou même tri-métallique). Cette proposition est particulièrement absurde et mérite d'être relevée. Mais il ne faut pas oublier que la famille Patenôtre est propriétaire de grandes mines d'argent!

Tous les charlatans à la Patenôtre se plaignent de la prétendue « hausse de l'or ». En réalité ce sont les prix de gros sur le marché mondial qui se sont effondrés. Croire que la « baisse de l'or » peut être obtenue par la hausse de l'argent est une absurdité, car la valeur de l'or ne se détermine pas par rapport au prix des autres marchandises, elle se détermine comme celle de toute marchandise, par la force du travail qu'elle absorbe.

L'argent et l'or ont été longtemps étalon-monnaie, et dans un rapport qui n'a guère varié jusqu'à la fin du 19^e siècle : de 12 à 1 en Grèce (400 avant J. C.), de 11 ou 12 à 1 du XIII^e au XV^e siècle, puis de 15.50 à 1 en 1865. Ensuite la dépréciation s'accroît. En 1913, le rapport est de 36 à 1. La cause de cette dépréciation et des fluctuations du cours

de l'argent — qui rend impossible son usage comme étalon, même en relation avec l'or — réside dans la facilité de plus en plus grande avec laquelle il est produit. Actuellement, les 3/4 de l'argent extrait proviennent de mines de plomb, de cuivre, etc. Il est un sous-produit.

Nous publions ci-dessous une lettre d'Engels à Ed. Bernstein, inédite en français, où la question se trouve clairement résolue 50 ans avant que les spéculateurs à la Patenôtre l'aient remise à la mode.

M. Patenôtre trouve qu'on perd trop souvent de vue « cette vérité, qui pourtant mériterait d'être inscrite en exergue, que la vie économique internationale n'est, en somme qu'un grand livre composé d'un double feuillet : Crédit et débit. » Sans doute en est-il ainsi dans la « vie économique » de M. Patenôtre. Mais le *système capitaliste réel* est composé d'éléments bien différents : des capitalistes, des travailleurs vendant leur force de travail, un système de production et d'échange déterminé, etc... Les questions monétaires, grâce auxquelles on veut faire croire aux masses consommatrices que leur sort peut être amélioré par des manipulations de la monnaie, n'interviennent que comme des éléments dérivés, qui ne peuvent en aucun cas nous « sortir de la crise ».

P. N.

—o—
Londres, 10 Mars 1882.

Cher M. Bernstein,

Je profite d'un début d'après-midi pour vous écrire. En ce qui concerne la Vierge Marie-Isis, c'est un détail dans lequel je ne pourrais entrer, pas seulement par manque de place; la Mariolâtrie se rapporte, comme l'hagiolâtrie (l'adoration des saints), à une période bien plus tardive que celle que j'ai étudiée (à l'époque où les calculs des prêtres sur le royaume des saints reproduisit pour les paysans polythéistes leurs nombreux dieux tutélaires), et finalement il faudrait aussi en prouver historiquement la dérivation, ce qui exigerait des études spéciales. Comme pour le halô et le clair de lune. Pour le reste, le culte d'Isis faisait partie de la religion d'Etat au temps de l'empire romain. (1)

Bi-Métallisme. La chose principale est que nous, après la vantardise et la hablerie affreuse de nombreux « leaders » au sujet de la supériorité économique de notre parti sur les partis bourgeois, — à laquelle ces mêmes gentlemen ne doivent rien — nous devons être sur nos gardes pour ne pas rester vulnérables à des attaques économiques comme ces gentlemen en font sans cérémonie dès qu'il s'agit pour eux de flatter ainsi un certain type d'ouvrier, d'obtenir une victoire électorale, ou

(1) Il s'agissait de savoir quelle était la connexion historique entre le culte de la Vierge Marie avec l'enfant Jésus, et le culte de la déesse Isis qui porte le jeune dieu Horus dans ses bras.

quelque autre avantage. Justement parce qu'on extrait de l'argent en Saxe, ils croient nécessaire de faire campagne pour l'escroquerie du double-étalon. Pour gagner une paire d'électeurs, notre parti est capable de se rendre horriblement ridicule, justement sur le terrain où *doit* résider sa force.

Mais nos messieurs les littérateurs sont comme ça. Exactement comme les littérateurs bourgeois, ils croient qu'ils ont le privilège de n'avoir rien à apprendre, et de pouvoir discuter de n'importe quoi. Ils nous ont fabriqué une littérature qui n'a pas son pareil pour l'ignorance économique, pour l'utopisme fraîchement inventé et l'arrogance; Bismarck nous a rendu un grand service en l'interdisant.

Dans la question du double étalon, il ne s'agit pas tant aujourd'hui du double étalon en général, que du double étalon particulier exprimé dans le rapport de 15 1/2 à 1 entre l'argent et l'or. C'est cela qu'il faut faire ressortir.

Le double étalon est rendu chaque jour plus impossible par le fait que la relation de valeur entre l'or et l'argent, jusqu'à présent à peu près constante, et ne changeant que lentement, est maintenant sujette à des fluctuations violentes et quotidiennes, et avant tout dans ce sens que l'argent perd de la valeur par suite de la production qui augmente formidablement, surtout en Amérique du Nord. L'épuisement de l'or est une invention des barons de l'argent. Mais que la raison du changement de valeur (de l'argent) soit ce qu'elle veut, le fait reste, et c'est cela qui nous importe par dessus tout. L'argent perd de plus en plus chaque jour la capacité de servir de mesure des valeurs; l'or la conserve.

Le rapport de valeur entre les deux est actuellement environ de 17 1/2 à 1. Les « argentistes » voudraient cependant dicter au monde l'ancien rapport de 15 1/2 à 1, mais c'est justement aussi impossible que de maintenir d'une façon constante et générale la fabrication des filés à la machine au prix de la fabrication de filés à la main. Le poinçonnage de la monnaie ne détermine pas la valeur de la monnaie; il garantit seulement le poids et l'alliage du métal, il ne peut pas transférer à 15 1/2 livres d'argent la valeur de 17 1/2.

Tout cela est si clairement et si complètement expliqué dans le *Capital*, chapitre sur l'argent (Chapitre 3, p. 72 à 120) qu'il n'y a rien à y ajouter.

Pour la documentation concernant les dernières fluctuations, voyez Soetber: *Edelmetall, Produktion und Wertverhältnis*, etc... (Gotha, Perth, 1879). Soetber est une autorité de premier plan dans cette question, et le père de la réforme monétaire allemande — il préconisa le mark d'un tiers du Thaler même avant 1840.

Ainsi: si l'argent est frappé dans la proportion de 15 1/2 pfennig d'or il refluera dans les coffres de l'Etat, chacun essaiera de s'en

débarrasser. C'est ce que démontre l'expérience des Etats-Unis avec son dollar d'argent frappé avec son ancien contenu, qui vaut seulement 90 cents, et aussi Bismarck lorsqu'il essaya de remettre en circulation par force les Thalers d'argent retirés qui avaient été remplacés par l'or.

M. le président de Banque Dechend imagine que grâce au double étalon, on pourrait payer les dettes extérieures de l'Allemagne en mauvais argent au lieu d'or à pleine valeur, et ainsi éviter toute crise d'or, ce qui serait évidemment très agréable à la Reichsbank si cela pouvait seulement marcher. Mais la seule conclusion de tout cela, c'est que M. Dechend lui-même démontre qu'il est totalement incompréhensible pour être Président de Banque, et serait mieux en place aux bancs de l'école qu'à celui de la Reichsbank.

Le Junker prussien serait évidemment aussi heureux s'il pouvait rembourser ou payer les intérêts de l'argent à 15 1/2 pour 1. Et comme ce règlement aurait lieu à l'intérieur, une pareille mystification des créanciers par les débiteurs serait certainement excellente — à condition que la noblesse puisse trouver des gens pour lui prêter à 17 1/2 pour 1 de l'argent qu'elle pourrait rembourser à 15 1/2 pour 1. Car ses propres moyens ne lui permettent pas de payer sa dette. Mais l'argent aurait dû être acheté à 15 1/2 pour 1, et ainsi tout serait resté comme auparavant.

Pour autant qu'il s'agit de la production d'argent, l'extraction des mines *allemandes* est chaque année un peu plus basse comparée à l'extraction des mines *sud-américaines*. En 1876, la production totale en Allemagne atteignait 280.000 livres, sur lesquelles 58.000 venaient des mines sud-africaines, dont la provenance augmente même depuis.

Que l'usage décroissant de l'argent pour les petits échanges doive réduire encore plus la valeur de l'argent, cela est clair; la consommation de l'argent pour d'autres objets est une bagatelle, comparé à son usage comme monnaie, et c'est pourquoi il n'augmente pas parce que la démonétisation appelle plus d'argent sur le marché.

On ne peut pas penser que l'Angleterre veuille un jour introduire le double étalon. Aucun pays, vivant sur l'étalon-or, ne peut actuellement réintroduire le double étalon pour une durée de temps quelconque. Un double étalon *général* est d'ailleurs déjà une impossibilité générale. Si tout le monde reconnaissait que l'argent a de nouveau un rapport de 15 1/2 à 1, cela ne changerait rien au fait qu'il ne vaut seulement que de 17 1/2 à 1, et il n'y a rien à y faire. On pourrait tout aussi bien décider que $2 \times 2 = 5$.

Bamberger nous a rendu un certain nombre de services dans notre première période d'exil, c'était un homme très obligeant et convenable, le secrétaire de Karl von Braunschweig. Après, nous l'avons perdu de vue. Meilleurs saluts.

F. ENGELS.

L'HEURE DE LA DÉCISION, par A. Tardieu (Flammarion, éd.).

L'heure de la décision est à l'époque actuelle de la lutte des classes, le moment auquel, après que l'évolution démocratique accompagnant le développement capitaliste est parvenue jusqu'aux limites compatibles avec l'accroissement du profit, il ne reste plus à la bourgeoisie qu'à briser sa propre légalité afin d'instaurer la dictature fasciste, masque politique de la déflation.

L'intérêt du livre de l'ancien président du conseil, réside dans le fait qu'il exprime toutes les tendances de la bourgeoisie consciente de son impuissance sur le terrain économique, vers le fascisme, qui seul lui permettra de prolonger son règne déliquescents.

Ses notes dominantes sont évidemment l'anti-parlementarisme conçu comme l'expression des revendications populaires dans le cadre de la république bourgeoise, et l'anti-syndicalisme rageur du grand bourgeois, que tient en échec la coalition des travailleurs conscients de leur intérêts.

Ajoutez à cela une absence totale d'analyse économique et en général d'une évocation sincère de la crise mondiale dans ses rapports avec la politique, M. Tardieu sachant parfaitement les conséquences véritablement révolutionnaires d'une telle analyse.

Rien de plus comique que le cynisme avec lequel M. Tardieu proclame à tout instant que pour lui les bases de la crise actuelle, sont l'absence de la moralité et de la conscience collectives et le rabaissement de l'idéal au niveau de mesquins intérêts matériels!

Une des tendances significatives du pré-fascisme est cette confusion voulue où les tares du régime présent sont généreusement cotoyés au Socialisme, manœuvré facilitée par les compromissions des parlementaires du Parti.

De même que la recherche bruyante de la propreté est un des moyens favoris de la réaction pour masquer sa pourriture et les véritables causes toutes capitalistes de celle-ci.

Les pages consacrées à « vue sur quinze années d'erreurs » démontrent clairement la criminelle responsabilité des Tardieu et des Poincaré qui dès 1917 se sont appliqués à sauvegarder les causes d'un nouveau conflit.

Il est difficile de démontrer avec plus d'évidence que ne le fait l'auteur lui-même, que son principal souci fut de préserver l'armement de l'Allemagne et par conséquent d'aboutir à l'actuelle course aux armements, qui est le but le plus recherché par la politique extérieure française et sa seule ligne constante.

Le maintien de cette politique de force, trait caractéristique de la bourgeoisie capitaliste à l'époque de l'impérialisme est l'utilisation de la force armée, comme instrument de répression intérieure.

« Pour parler clair à Genève, il faut être à Paris libre et fort », écrit M. Tardieu. On ne saurait exprimer d'une manière plus significative la conception anti-nationale du militarisme bourgeois et la mystification de la défense « nationale » en régime capitaliste.

Le développement du parlementarisme contrecarrant les besoins déflationnistes de la bourgeoisie, M. Tardieu, valeureux paladin de la vertu et de l'honnêteté, part en guerre contre les oligarchies qui dominent d'une

manière « inqualifiable » le jeu parlementaire et tiennent l'élu en une servitude constante.

Les oligarchies en question ne sont pas comme on pourrait le croire, les grandes puissances économiques et financières qui drainent l'épargne et dominent la vie de la nation. Ce sont pour M. Tardieu ces hydres monstrueuses que constituent les électeurs groupés en comités, les fonctionnaires, toutes intolérables sangues sur le dos des classes possédantes.

Le rôle de la bourgeoisie s'il a été dans les circonstances passées de faire le jeu de bascule entre les vaincus du 16 mai et les héritiers de la Commune, devient par le jeu même de l'intérêt de classe, la fascisation graduelle de l'Etat qu'exprime le rapport des forces entre les couches sociales et l'agrandissement du profit capitaliste au dépens de la sécurité collective.

L'union nationale si, elle a été, autrefois une formule satisfaisante pour la réaction, ne saurait suffire à l'avenir pour donner confiance au capital, dont la défiance s'exprime par la thésaurisation, et dont l'exemple le plus mémorable a été le plébiscite des porteurs des bons du Trésor en 1926 contre le gouvernement Herriot.

La restauration de l'autorité capitaliste intégrale nécessite donc l'anéantissement des organisations ouvrières et surtout des syndicats de fonctionnaires, qui représentent ce socialisme, terreur permanente de « l'une des plus grandes tristesses de l'histoire ».

Là-dessus l'auteur, nous trace un tel tableau du rôle révolutionnaire qu'auraient joué dans les derniers événements les plus timorés des syndicats confédérés, que c'est véritablement une stupeur pour nous, militants socialistes, que d'apprendre par la plume de M. Tardieu l'influence inattendue que le Parti exerce sur l'organisation syndicale et l'énergie déployée par cette dernière.

Joignez à cela des violentes et coutumières diatribes contre le marxisme, dont l'image qu'en trace M. Tardieu ferait rire aux larmes le plus jeune de nos camarades et vous aurez la justification que prétend apporter ce dernier à l'instauration d'un césarisme camouflé, accompagné d'une déflation des traitements et des dépenses sociales, car ce n'est qu'au pain des pauvres qu'en veut l'auteur. Question de solidarité sans doute.

Pour arriver à ces fins, un système de referendum permettrait à la grande presse de mener des campagnes d'affolement qui se traduiraient par des plébiscites massifs en faveur de la réaction fascisante.

La suppression de l'initiative des dépenses aux députés permettrait de sabrer impitoyablement les budgets d'assistance et d'instruction publique pour le plus grand bien de l'obscurantisme auquel M. Tardieu réserve ses faveurs évidentes.

Et dernier moyen de contrainte : le droit de dissolution dans les mains du Président seul, permettrait de réduire par la terreur toute veilléité de rébellion des élus.

Ainsi bridés par les moyens de répression d'un Etat de classe parvenu à une forme dictatoriale bonapartiste, les députés n'auraient plus qu'à réverer Tardieu et à prier Dieu tandis que les oligarchies financières, les véritables, pourraient régner sans partage et préparer de nouvelles et fructueuses hécatombes, car se dégager des liens de l'égoïsme est pour M. Tardieu, « faire et gagner la guerre ». Il est évident que se

faire tuer pour les intérêts de M. Tardieu et de sa clique, est une expression d'altruisme que le bénéficiaire apprécie, sans doute, infiniment.

Le seul point intéressant demeure la contradiction dans la démocratie bourgeoise entre le profit détenu par la classe possédante et l'extension de besoins collectifs de sécurité qui se traduisent par l'accroissement des dépenses budgétaires. Mais dans ce cadre le problème est évidemment insoluble et seule la révolution sociale pourra instaurer la sécurité sociale dans l'équilibre budgétaire.

Cependant, l'heure de la décision est aussi prolétarienne en ce sens, que si d'un côté de la barricade on se prépare à fasciser l'Etat de classe. De l'autre, l'avant-garde marxiste et révolutionnaire a pour devoir d'utiliser le plus rapidement possible les circonstances pour entraîner les masses à l'offensive contre l'Etat bourgeois, dont les défenseurs et M. Tardieu en tête, ne proclament leur amour de la liberté que pour mieux l'étrangler et préparer la voie au fascisme aboutissement logique de leur dégénérescence et de leur abjection.

MICHEL BRAUDO.

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, n° 1, — 5 janvier 1935.

Ce numéro contient une étude de Gottwald sur « la situation générale en Tchécoslovaquie ». Gottwald, fonctionnaire staliniste, y expose les bases d'une politique de front unique; pour cela il faut amener les deux partis socialistes adhérents à la II^e Internationale à cesser leur collaboration avec le gouvernement. En Tchécoslovaquie, les partis socialistes font partie du gouvernement bourgeois actuel, sous prétexte de « défendre la démocratie de l'intérieur ».

Selon Gottwald, il est nécessaire de ne pas se borner à une politique de front unique. Il faut proposer aux masses la conquête du pouvoir, l'édification du socialisme.

A ce propos, il écrit : « Récemment, les trotskystes ont fait paraître des thèses sur la situation en France. Elles traitent entre autres du front unique en France et posent la question du but que celui-ci doit y poursuivre. Les trotskystes répondent que son but en France doit être la conquête du pouvoir. Or, comment les trotskystes se représentent-ils ce pouvoir? Comme un « gouvernement de socialistes et de communistes », comme un « gouvernement Blum-Cachin ».

« La façon seule de poser cette question montre que ses auteurs sont en plein dans le marais des combinaisons parlementaires social-démocrates et des illusions démocratiques ».

Quel cynisme hypocrite!

En France, les stalinistes REFUSENT DE POSER LA QUESTION DU POUVOIR. Plus exactement, il se bornent à y faire allusion rituellement comme à un but final, exactement comme les réformistes classiques. Mais ils refusent de la poser comme une question concrète de la période immédiate. Qu'il se soit agi de Doumergue hier, de Flandin aujourd'hui : ils refusent de poser la question de leur succession. En un mot, ils ne veulent pas sérieusement de la lutte pour le pouvoir. Le « front populaire » parlementaire et petit bourgeois

et « ami de l'URSS » leur suffit. Tels sont les faits.

Cette conception staliniste a été chaudement appuyée par Frossard (dans ses articles sur le front de la République) et la direction du P. S. Dans la mesure ou celle-ci abordait la question du pouvoir, elle ne quittait pas ses anciennes positions d'un ministère de cartel petit bourgeois (voir ses propositions lors de la chute de Doumergue).

Quant à nous, appuyés par un nombre croissant de camarades, nous n'avons cessé, depuis le 6 février d'éprouver que la question du pouvoir était posée dans la période actuelle par l'évolution même de la bourgeoisie hors du terrain parlementaire, par le rapport des forces de classes réels dans le pays. C'est pourquoi nous avons lancé et lançons les mots d'ordre : organisation des comités prolétariens, sur la base du front unique, qui soient l'embryon de soviets, opposés au parlement bourgeois! Armement du prolétariat, seul moyen de résister efficacement au fascisme en donnant aux travailleurs le sentiment de leur propre force!

A ces mots d'ordre, Thorez-Frossard répondent : arbitrage de nos différends avec les fascistes par le gouvernement! Programme de revendications qu'il faut faire aboutir par une majorité de gauche à la Chambre!

C'est donc la direction réformiste-stalinienne du front unique, et non la gauche prolétarienne, qui paie en pleine « illusion démocratique ».

Les thèses publiées par nos camarades de la Vérité (Où va la France?), auxquelles Gottwald fait allusion, ajoutaient qu'actuellement le mot d'ordre d'un « gouvernement Blum-Cachin » pourrait être populaire, et pourrait polariser la volonté des masses de changer de pouvoir.

Nous croyons que ce mot d'ordre — qui du reste n'a pas été popularisé — prêtait à confusion, et pouvait servir précisément les desseins des protagonistes du front populaire. C'est pourquoi nous ne l'avons pas approuvé.

Mais il va de soi que nos camarades considéraient ce mot d'ordre comme un instrument de rassemblement des masses pour la constitution d'un gouvernement appliquant une politique de classe, appuyé sur les organisations ouvrières, liquidant le Parlement, et décidé à briser la bourgeoisie.

Les Gottwald, les Thorez et les Frossard, qui sont bien décidés à reléguer aux calendes grecques la lutte pour le pouvoir, commettant ainsi le crime qu'ils nous reprochent à tort : sous des phrases gauches destinées à duper les travailleurs, ils camouflent une politique du pire opportunisme : celle qui a donné Hitler, Dollfuss et Gil Robles — pour n'envisager que la dernière période.

Au prochain numéro :

**LA COMMUNE HIER
ET AUJOURD'HUI**

**POUR LE CONGRES DU
PARTI SOCIALISTE**

Le Gérant : P. NAVILLE.

ERRATUM

L'article de F. Gérard parut dans le dernier numéro avec une série d'erreurs de mise en page. Nous reproduisons ici le passage dont l'ordre des paragraphes avait été complètement changé :

APPROBATION ENTIERE

La lutte des prolétaires sarrois contre le joug hitlérien et le *statu quo*, le front unique socialiste-communiste-chrétien furent patronnés et soutenus par le chauvinisme français. Un grand meeting eut lieu à Paris à l'époque même où le gouvernement traquait les étrangers. Il fut ensuite sacrifié aux marchandages de l'impérialisme. Les partis ouvriers français n'ont pas soutenu l'action de classe du prolétariat sarrois, réclamé pour lui le droit à l'armement. Ils présentèrent sa défense devant l'aréopage diplomatique des bourgeoisies impérialistes (listes électorales du plébiscite, organisation de la police, etc.). Cette action fut incapable de défendre le prolétariat sarrois ni contre l'impérialisme allemand ni contre l'impérialisme français. Quand le maquignonnage des deux bourgeoisies fut conclu sur le dos des mineurs sarrois, agrémenté des hypocrites déclarations de Pierre Laval, le *Populaire* du 7 décembre « souscrivit sans réserves » aux « solutions les plus heureuses » apportées à ce conflit.

« Nous ne venons pas ici pour demander une concession pétrolière. Nous ne sollicitons pas un mandat sur une colonie », déclaraient les émissaires yougoslaves à Genève. Nous avons dit comment autour de l'affaire de la plainte yougoslave s'affrontaient les forces impérialistes en présence et quelle opération de manœuvre diplomatique représente la tragédie de Genève; de nouvelles constellations impérialistes se nouent et se dénouent, voilà ce qu'apportent au prolétariat et aux travailleurs les intrigues de l'impérialisme français.

Les « responsables » se trouvaient dans le camp des bourgeois serbes, agents de l'impérialisme français, puis dans les blocs impérialistes rivaux acharnés à préparer les nouveaux conflits européens. Or le Parti socialiste mena campagne contre le bloc des dictatures soutien des terroristes, Italie-Allemagne-Hongrie. Le Parti communiste accentua sa campagne contre le bloc des « impérialismes fauteurs de guerre » — c'est-à-dire les vaincus de Versailles — ou plus exactement le bloc des impérialismes actuellement le plus véhémentement hostiles à l'URSS — Allemagne-Pologne (1). Et l'*Humanité* alla si loin dans la dangereuse intégration des forces de l'impérialisme français et des intérêts prolétaires qu'elle qualifia, sinon le régicide, du moins le meurtre de Barthou d'« attentat anti-soviétique » (*Humanité* du 22 octobre).

Sur la Sarre et sur l'affaire de la plainte, Léon Blum écrit : « Dans ce double événement, M. Laval a tenu un rôle que nous n'éprouvons aucun embarras à approuver. Il a été assez longtemps socialiste pour n'avoir pas oublié ce que signifie ce mot : la Paix. » (12 décembre). Il faut ajouter que l'*Humanité* apporte son entier concours à cette solidarité avec la politique de la bourgeoisie française et de son agent le renégat, l'esthémolmiste Laval : « Il faut reconnaître que dans l'affaire du plébiscite sarrois et dans celle du conflit suscité par l'attentat de Marseille, la Société des Nations vient au contraire d'obtenir deux résultats importants » (Daniel Renoult, 12 déc.).

Cela dans un temps où les partis ouvriers ne subissent pas la pression matérielle et morale liée à l'imédiate avant-guerre et à la guerre.

(1) Ici, envers la Pologne, l'attitude est si nette qu'aux premiers jours du rapprochement franco-soviétique, lorsqu'il semblait que la Pologne suivrait le courant, Radek faisait hommage de documents au « vieux révolutionnaire » Pilsudski. Aujourd'hui, devant les projets de dépêchement de l'Ukraine, il stigmatise « les rêves insensés des vieux aurochs de Vilna ».

LECTEURS ET AMIS DE LA LUTTE DE CLASSES, UTILISEZ NOTRE SERVICE DES LIVRES. VOUS NOUS AIDEREZ !

Service des Livres

de la Lutte de Classes

Nous pouvons fournir à tous nos lecteurs, franco de port et par retour du courrier, les ouvrages dont la liste suit. Les ouvrages sont expédiés dès réception du montant de la commande.

Envoyez les fonds au COMPTE CHÈQUE POSTAL : NAVILLE-1333-80-PARIS.

OUVRAGES DE LEON TROTSKY

Cours Nouveau (1923)	4
Lénine (1925)	12
Les problèmes de la guerre civile (1924)	1.50
Le drame du prolétariat français	0.25
Vers le capitalisme ou vers le socialisme? (1925)	3.50
La Révolution défigurée (1928)	15
L'Internationale Communiste après Lénine (critique du projet de programme de P. C.)	20
Ma Vie (3 volumes)	49.50
Ma Vie (édition populaire)	5
La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale Communiste (1929)	3
La défense de l'URSS et l'opposition	3
La Révolution permanente (et brochures sur la révolution espagnole)	20
Les problèmes de la Révolution allemande (1931)	1.50
La seule voie (1932)	1.50
La IV ^e Internationale et l'URSS	1
La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov	3
Plate-forme de l'opposition russe de 1927	5
Histoire de la Révolution Russe.	
Tome I et II. La Révolution de Février. Chaque volume	20
Tome III et IV. La Révolution d'Octobre. Chaque volume	25
—	
Les Trois Premiers Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge	14.50
P. Frank. La semaine du 6 au 12 Février	1.50
Lénine. L'Etat et la Révolution	4
Lissagaray. Histoire de la Commune de 1871	30
Liebknecht. Lettres du front et de la géole	6
Victor-Serge. L'an I de la Révolution russe	20
Victor-Serge. Les problèmes de l'illégalité	0.50
Lénine. La maladie infantile du Communisme	12
John Reed. Dix jours qui ébranlèrent le monde	12

**Voulez-vous savoir
Où va la Révolution Russe...**

LISEZ

**LA BUREAUCRATIE STALINIENNE
ET L'ASSASSINAT DE KIROV**

par

LEON TROTSKY

1 broch. in-8 raisin de 44 pages — 3 fr.
Par 10 exemplaires — 20 fr.

L'AFFAIRE VICTOR-SERGE

par

MARCEL MARTINET

Une brochure in-16 jesus de 32 pages
1 fr. Pour 10 exemplaires — 7 fr. 50

Et d'où elle vient ?

LISEZ

**L'AN I DE LA REVOLUTION
RUSSE**

par

VICTOR-SERGE

1 vol. in-16 jesus de 480 pages
Prix — 20 fr.

**Manifestes, Thèses et Résolutions
des Quatre Premiers Congrès
de l'Internationale Communiste**

1 vol. in-4 jesus de 220 pages
Prix — 25 fr.

Editions de la Librairie du Travail

17, RUE DE SAMBRE -ET-MEUSE — PARIS X^e.